

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES EMIS EN JANVIER ET FEVRIER 2002

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli  
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal  
Rédacteur en chef : Alain Riou  
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Yanne Brédillard, Claude Gardeur,  
Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 •

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Cabinet de la ministre**

- Page 5 Directive nationale d'orientation n° 2002/002 du 10 janvier 2002.
- Page 30 Circulaire n° 2002/004 du 20 février 2002 relative à l'application de la loi démocratie de proximité.

### **Direction de l'administration générale**

- Page 35 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 portant dévolution de biens au profit du théâtre national de l'Odéon.
- Page 35 Arrêté du 11 février 2002 fixant les dates des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels.

### **Direction des archives de France**

- Page 36 Circulaire AD 2002-1 du 31 janvier 2002 relative au traitement des archives des structures locales et régionales de l'ANPE.

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 48 Circulaire n° 2002/003 du 23 janvier 2002 relative aux modalités d'attribution de bourses de mobilité aux étudiants des écoles d'architecture.
- Page 49 Lettre circulaire n° 2002/003 bis du 11 février 2002 relative à deux modèles d'arrêtés de prescriptions en matière d'archéologie préventive.
- Page 52 Circulaire n° 2002/005 du 25 février 2002 relative à l'archéologie préventive.

### **Délégation aux arts plastiques**

- Page 55 Circulaire n° 2002/006 du 28 février 2002 relative aux Fonds régionaux d'art contemporain.

### **Délégation au développement et à l'action territoriale**

- Page 61 Circulaire n° 2002/001 du 7 janvier 2002 relative aux protocoles de décentralisation culturelle en 2002.
- Page 62 Circulaire interministérielle du 16 janvier 2002 relative au programme national de développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes dans les sites en contrat de ville.

### **Centre national de la cinématographie**

- Page 64 Décision du 18 janvier 2002 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.
- Page 64 Décision du 4 février 2002 portant création de la commission aux films réédités.
- Page 64 Décision du 5 février 2002 portant nomination de la présidente et des membres de la commission d'aides aux films réédités.

### **Mesures d'information**

- Page 66 **Relevé de textes parus au Journal officiel**
- Page 74 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 81 Dérogations au délai vidéo
- Page 85 Bulletin d'abonnement

# Mesures de publication et de signalisation

## CABINET DE LA MINISTRE

### **Directive nationale d'orientation n° 2002/002 du 10 janvier 2002.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

En 2001, l'élaboration de la première directive nationale d'orientation représentait un changement essentiel de méthode qui s'inscrivait dans le mouvement général de réforme de l'Etat et marquait une étape nouvelle de la déconcentration.

Conformément à la circulaire du Premier ministre en date du 8 janvier 2001, je souhaite poursuivre en 2002 l'adaptation de notre action à ce nouveau contexte par une meilleure inscription des politiques culturelles dans la diversité des territoires.

La directive nationale d'orientation qui vous est transmise pour l'année 2002 privilégie l'approche par grands objectifs qui doit guider votre action dans un souci d'équilibre entre le soutien à la création et la valorisation du patrimoine.

Elle s'appuie sur la mise en œuvre des priorités que j'ai retenues pour l'année 2002 :

- l'aide aux disciplines en développement (notamment la danse, le cirque, les arts de la rue), aux compagnies et aux lieux intermédiaires ;
- l'enseignement et l'éducation artistiques : développement du partenariat avec les services du ministère de l'éducation nationale dans le cadre du plan quinquennal de développement des arts à l'école, soutien à l'enseignement spécialisé, actions de formation en faveur des professionnels.

Pour la mise en œuvre de ces objectifs, vous serez attentifs à dégager des moyens significatifs en utilisant les mesures nouvelles qui vous sont attribuées et en procédant aux redéploiements nécessaires. Vous veillerez autant que possible à insérer les conventions spécialisées dans un cadre plus global privilégiant notamment le

partenariat avec les structures intercommunales.

Enfin, conformément aux orientations nouvelles de la réforme de l'Etat, une attention renforcée devra être accordée, en relation avec l'administration centrale et les inspections spécialisées, à l'évaluation des actions conduites dans la mise en œuvre de notre politique. Les conférences de bilan des directions régionales des affaires culturelles seront maintenues en 2002 sous leur forme actuelle, de nouveaux indicateurs étant en cours d'élaboration en concertation avec vos services.

Vous trouverez ci-joint le tableau précisant le montant des crédits qui vous sont déconcentrés pour mettre en œuvre la directive nationale d'orientation dans votre région.

La ministre de la culture et de la communication,  
Catherine Tasca

## **Directive nationale d'orientation 2002**

### **Introduction**

La directive nationale d'orientation présente les grands objectifs qui doivent guider, en 2002, l'action des services déconcentrés autour des cinq axes suivants :

- soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle ;
- favoriser un égal accès de tous à la culture ;
- enrichir, conserver et valoriser le patrimoine ;
- renforcer l'accès aux technologies de l'information et de la communication ;
- poursuivre l'aménagement et le développement culturel du territoire.

L'approche globale des questions culturelles ne peut se réduire à la seule addition des projets sectoriels. S'appuyant sur un diagnostic permettant de dégager des choix et des objectifs d'action inscrits dans la durée, elle doit être menée par l'Etat en partenariat étroit avec les collectivités locales, au regard des potentialités offertes par les ressources humaines, culturelles, patrimoniales et artistiques des territoires.

Garant de l'équité et de la solidarité sur le territoire national, l'Etat doit exercer un rôle de régulation en liaison avec les collectivités territoriales et rechercher le rééquilibrage des financements publics à l'intérieur

même des régions, en s'inscrivant chaque fois que possible dans le cadre de la concertation interministérielle.

Conformément aux orientations du schéma des services collectifs culturels élaboré en 2001, l'action conjointe des collectivités publiques doit ainsi permettre de développer des projets culturels de territoire à partir des aspirations et des besoins des populations, prenant en compte leur diversité culturelle, sociologique et sociale.

## **1 - Soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle**

### **1.1 - Soutenir les disciplines en développement et les pratiques innovantes**

#### **1.1.1 - Les disciplines en développement**

Il vous appartiendra de consacrer une part significative des moyens nouveaux dont vous bénéficiez au soutien des disciplines en développement notamment dans le champ du spectacle vivant.

#### **La danse**

Au-delà de l'aide aux équipes artistiques indépendantes dont les seuils seront relevés, vous vous attacherez à une meilleure prise en compte des conditions de développement de la discipline : mise en place de résidences dans des lieux de diffusion, soutien au fonctionnement de lieux de travail pour les équipes artistiques (aides aux centres chorégraphiques nationaux, aux lieux de développement chorégraphique, aux résidences, aides nouvelles à mettre en place aux studios de travail). Plus largement, vous porterez une attention soutenue à toutes les initiatives permettant de développer l'activité chorégraphique, en particulier dans les régions où elle demeure très faible.

#### **Les arts du cirque**

Le ministère s'est engagé dès 2001 dans des actions destinées à structurer sur le long terme cette discipline, conformément aux dix orientations définies le 6 juin 2001 par la ministre. En particulier, 11 pôles régionaux de création et de diffusion ont été identifiés pour constituer un maillage pérenne de lieux sur le territoire. Vous veillerez, en concertation avec les collectivités territoriales à la mise en place de conventions triennales qui permettront d'asseoir sur des bases viables le fonctionnement de ces pôles, dont l'ensemble des crédits sont déconcentrés en 2002.

Vous vous attacherez à prendre en compte le travail des compagnies de cirque, en particulier lorsqu'elles sont implantées dans votre région, dans la perspective de nouveaux conventionnements pour les équipes les plus intéressantes.

#### **Les arts de la rue**

Votre action devra plus particulièrement s'organiser autour des deux axes suivants :

renforcement significatif des capacités de production et d'accueil d'équipes au sein des lieux de fabrication ;

mise à niveau des compagnies actuellement situées en dessous du seuil de conventionnement et conventionnement de nouvelles équipes.

#### **Les musiques actuelles**

Afin de parvenir à doter le réseau des scènes de musiques actuelles (SMAC) d'établissements d'une taille critique suffisante pour pouvoir jouer un rôle significatif dans la production et la diffusion nationales des musiques actuelles, vous consacrerez prioritairement votre action au renforcement des moyens octroyés aux scènes de musiques actuelles structurantes et susceptibles de jouer le rôle de tête de réseau, selon le schéma d'orientation défini pour votre région.

Les artistes les plus innovants, les groupes musicaux dont la rentabilité économique n'est pas immédiate, doivent pouvoir trouver au sein des scènes de musiques actuelles des partenaires solides, capables de jouer le rôle d'interlocuteurs professionnels. Des circuits de production et de diffusion d'un nouveau type doivent pouvoir se mettre en place en partenariat, quand cela est nécessaire, avec les producteurs indépendants.

Cette politique nouvelle doit se conjuguer avec celles des collectivités locales. L'effort financier qui devrait concerner de manière différenciée une trentaine de scènes en 2002 s'accompagnera de la mise en place de contrats d'objectifs avec les structures les plus importantes. Ces conventions, qui intégreront le projet artistique et culturel des scènes et assureront une large place aux questions de production et d'accompagnement artistique, feront l'objet d'une signature conjointe avec les collectivités partenaires.

#### **1.1.2 - Les pratiques innovantes**

L'ensemble des expressions artistiques s'accompagne souvent, et particulièrement pour la danse et les arts de la rue (même si ces démarches traversent plus largement l'ensemble de l'art vivant), d'une nouvelle réflexion sur les conditions de la production artistique, qui s'est traduite ces dernières années par la multiplication d'initiatives singulières d'artistes ou d'opérateurs culturels et l'invention de nouveaux lieux ou modes de production.

La remise au secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle du rapport de M. Fabrice Lextra intitulé «pour une nouvelle époque de l'action

culturelle» met l'accent sur l'évolution profonde de l'ensemble de la création artistique et de sa relation avec la population. La démarche artistique, culturelle, sociale, économique de collectifs d'artistes les conduit à rechercher une évolution des conditions et des lieux de travail. Installés dans des espaces réutilisant le patrimoine industriel, militaire ou historique, ou choisissant l'itinérance, ils nourrissent la réflexion sur la place de l'artiste dans la cité.

Une attitude d'ouverture et de dialogue de l'ensemble de vos services est indispensable au développement de ces laboratoires d'innovation artistique, culturelle et sociale. Vous veillerez à accompagner ces initiatives et à leur apporter les soutiens financiers nécessaires en mobilisant l'ensemble des procédures et dispositifs existants au sein du ministère de la culture et de la communication et en vous inscrivant dans la concertation interministérielle.

## **1.2 - Garantir les conditions favorables à la création**

La diversité culturelle passe en premier lieu par la défense de la place et des moyens des créateurs. Garantir les conditions favorables à la création artistique doit donc être au centre de votre action, dans l'ensemble des champs.

### 1.2.1 - Par l'attribution d'aides à la création

Il conviendra de développer les lieux ressources pour mieux informer les artistes sur les critères d'attribution des aides qui peuvent leur être apportées (aides individuelles à la création, allocations d'installation...), sur de possibles nouveaux lieux de travail, ou ateliers et de mieux les renseigner sur leurs droits.

#### **1.2.1.1 - Aides à l'écriture, commandes**

L'Etat et ses partenaires doivent garantir la liberté de création sous toutes ses formes et, pour les artistes, les conditions de cette liberté et de ce respect. La création d'œuvres nouvelles dans les meilleures conditions de recherche, de réalisation, d'exploitation et de rencontre avec les publics constitue l'enjeu qui doit être au centre du renforcement de la politique contractuelle avec les institutions ou les équipes artistiques avec lesquelles le ministère passe convention.

Si les œuvres nouvelles sont susceptibles d'avoir un impact national, les auteurs, compositeurs et concepteurs peuvent être orientés vers l'administration centrale en vue de solliciter les aides attribuées après avis des commissions nationales consultatives existantes dans les domaines de la musique, du théâtre, de la danse, du cirque, des arts de la rue et des arts plastiques.

#### **1.2.1.2 - Aides à la production et à la diffusion**

##### **Spectacle vivant**

Le soutien aux structures concourant aux activités de production du spectacle vivant constitue l'une des premières priorités de l'action de l'Etat, qu'il s'agisse d'institutions (principalement centres dramatiques, centres chorégraphiques, scènes nationales, orchestres et théâtres lyriques), ou d'équipes professionnelles plus légères (compagnies dramatiques, chorégraphiques, ensembles musicaux instrumentaux et vocaux, compagnies lyriques). Dans la limite des crédits disponibles, vous poursuivrez la restauration des moyens artistiques de ces institutions gérées en partenariat étroit avec les collectivités territoriales. Les interventions qui les concernent doivent viser à privilégier les établissements et les équipes engagés dans des actions marquées par une grande exigence artistique, une ouverture à la création et aux démarches innovantes, et la volonté d'un rayonnement large auprès du public.

Il s'agit aussi de maintenir les engagements pris envers les établissements des grands réseaux nationaux, avec deux objectifs que vous mettrez en œuvre de façon sélective :

- conforter le financement des établissements les plus mal dotés, afin qu'ils puissent remplir leurs missions dans le cadre des chartes des missions de service public existantes ;
- soutenir les projets les plus innovants en matière d'accompagnement de la création et d'élargissement des publics.

En ce qui concerne les scènes nationales, la conclusion des contrats d'objectifs demeure une priorité et il vous est demandé d'accélérer le processus de finalisation des nombreux projets existants.

S'agissant des scènes conventionnées, vous privilégiez l'affectation de moyens nouveaux à celles qui s'engagent dans des démarches artistiques explicitement consacrées aux disciplines prioritaires que sont la danse, le cirque et les arts de la rue.

##### **Cinéma**

Les politiques d'aide à la production et d'accueil des tournages en région, mises en œuvre dans le cadre de conventions avec les conseils régionaux, sont financées sur crédits centraux du CNC. Vous représenterez l'Etat dans les comités consultatifs auprès des fonds régionaux d'aide à la production. Vous serez attentifs à la composition et au rôle de ces commissions professionnelles, garantes de la prédominance des critères artistiques et culturels dans le choix des

œuvres. Sans méconnaître l'objectif de qualification et de structuration du tissu professionnel régional, vous veillerez aussi à ce que ces fonds d'aide ne soutiennent pas exclusivement des projets régionaux.

### 1.2.2 - Par le partage des outils, des moyens et des compétences

Les missions de service public que confie le ministère de la culture par convention à des structures relevant en particulier de réseaux nationaux leur imposent une relation avec l'ensemble de la collectivité artistique qui les environne dans un esprit de partage des outils, des moyens et des compétences qu'ils rassemblent.

La nature et le sens des responsabilités artistiques et professionnelles qui sont ainsi conférées à ces établissements sont précisés dans le cadre des chartes des missions de service public existantes.

### 1.2.3 - Par la mise à disposition de lieux de travail et de recherche

Dans le cadre de programmes de requalification ou de nouvelles constructions, le ministère peut intervenir en apportant son expertise et son conseil aux responsables d'équipement et surtout aux collectivités territoriales concernées pour faciliter l'accès régulier ou permanent à des espaces de travail spécifiques, nécessaires à la qualité de la création théâtrale, musicale, chorégraphique ou plastique.

### 1.2.4 - Par la prise en compte de la qualité architecturale

La qualité de la création architecturale doit tout particulièrement être recherchée dans les opérations d'architecture ou d'aménagement d'espaces publics conduites ou soutenues financièrement par l'Etat. Vous veillerez, dans la mesure du possible, à la bonne définition du programme de l'opération, de la réalisation des études préalables nécessaires, et de la constitution d'un jury réunissant toutes les compétences utiles ; vous ferez appel à vos architectes-conseils et notamment en cas de concours, aux conseils de la mission pour la qualité des constructions publiques et à l'assistance de ses architectes consultants. Vous veillerez également dans le cadre du 1% à ce que le projet artistique soit élaboré le plus en amont possible.

### 1.2.5 - Par la structuration de la vie professionnelle

#### 1.2.5.1 - Dans les domaines artistiques spécialisés

#### **Spectacle vivant**

Les différents rapports remis récemment au ministère vont concourir à l'élaboration d'un schéma directeur de la formation professionnelle pour les différents secteurs du spectacle vivant, dont l'offre est

aujourd'hui inégale selon les territoires et les disciplines considérées. Dans ce cadre, vous serez associés à une concertation dans chaque discipline, avec les acteurs institutionnels et les collectivités territoriales. Elle permettra de clarifier :

- ce qui relève de la formation des amateurs de celle des futurs professionnels ;
- le rôle des différentes collectivités publiques : Etat et collectivités territoriales, communes et régions notamment ;
- le besoin d'offre publique de formation dans les disciplines de la danse et du théâtre ;
- l'articulation des différents réseaux d'enseignement.

Vous vous emploierez à conforter le réseau des CEFEDM - centres de formation des enseignants de musique et de danse - avec l'appui des conseils régionaux. Vous veillerez particulièrement à développer les départements danse de ces structures et l'ensemble des actions de formation continue.

#### **Arts plastiques**

Des dispositifs d'informations et de conseils destinés aux jeunes créateurs seront mis en œuvre afin qu'ils soient à même de mieux s'insérer dans le tissu professionnel artistique. Le développement de 3<sup>èmes</sup> cycles en liaison avec l'université devrait assurer ce complément de formation indispensable.

#### **Architecture**

Un décret confiant explicitement aux DRAC le suivi de la profession et la tutelle de l'ordre régional des architectes devrait, en 2002, mettre en conformité les niveaux central et déconcentré en ce qui concerne la répartition des compétences ministérielles dans le domaine de l'architecture.

Comme vous avez déjà été appelés à le faire en concertation avec les directions régionales de l'environnement, vous développerez vos relations avec les professionnels de l'architecture en vue de constituer au niveau régional, avec le concours des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, des «maisons de l'architecture» et de tous les partenaires concernés, le réseau de promotion et de sensibilisation à l'architecture ou de recruter, le cas échéant, des architectes consultants dans l'attente de la création souhaitable d'un CAUE.

#### **Livre et lecture**

Vous soutiendrez la formation des professionnels du livre en partenariat avec les universités (en particulier les centres régionaux de formation aux carrières du livre, des bibliothèques et de la documentation), les



délégations régionales du centre national de la fonction publique territoriale et les structures de coopération.

## **Cinéma**

Vous veillerez à mettre en place des commissions consultatives, régionales ou interrégionales, constituées de professionnels issus de la région et d'experts extérieurs à elle qui seront un lieu d'information et de concertation sur la politique globale du cinéma et de l'audiovisuel dans votre région.

Dans le domaine de l'audiovisuel, vous rechercherez une coopération avec les stations régionales de France 3, par exemple en matière de formation et d'éducation artistique.

## **Echanges professionnels internationaux**

L'organisation d'échanges professionnels internationaux, permettant la confrontation des savoir-faire, des pratiques et des expériences dans les différents domaines de l'art et de la culture, sera encouragée.

Les experts, présents sur le territoire régional, seront en particulier identifiés pour intervenir dans le cadre des actions de coopération qui pourraient être proposées.

### **1.2.5.2 - Nouveaux services-emplois jeunes**

Près de 25.000 postes ont été recensés dans le champ culturel depuis la mise en place du dispositif nouveaux services-emplois jeunes. Les premiers contrats arriveront à échéance en 2003 mais la majorité d'entre eux se termineront en 2004 et 2005. Le ministère de l'emploi et de la solidarité a fait connaître les moyens qu'il entend mettre en place pour consolider les services dont la nécessité est avérée mais qui ne trouveraient pas leur autonomie financière à l'issue des cinq années.

Il convient d'anticiper sur les sorties afin de permettre le maintien des activités qui vous sembleront utiles et de favoriser l'insertion à terme des jeunes dans le monde professionnel. Vous vous attacherez notamment à soutenir les démarches de formation et, le cas échéant, la préparation des concours de la fonction publique pour ceux qui le souhaitent.

Il apparaît indispensable de pouvoir précisément mesurer quels sont les emplois créés, les structures et les secteurs où ils s'exercent, et d'anticiper sur les mesures nécessaires à leur pérennisation. Pour cela vous vous attacherez, en lien étroit avec la délégation au développement et à l'action territoriale, à ce qu'un recueil des données territoriales fiables et précises soit effectué.

## **1.3 - Maintenir les réseaux indépendants de production et de diffusion**

### **Spectacle vivant**

Les compagnies dramatiques, dans le cadre de la réforme engagée en 1999, devront en 2002 bénéficier de moyens importants, destinés en priorité à la mise à niveau du seuil minimal de conventionnement.

Une politique nouvelle d'accompagnement des ensembles instrumentaux et vocaux professionnels, fondée sur le soutien à la création et à l'innovation, sera mise en œuvre dans la ligne des nouvelles formes d'aide à la production des compagnies dramatiques ou chorégraphiques ; dès 2002, cinq DRAC expérimenteront cette démarche.

### **Livre**

Le soutien à l'économie du livre sera envisagé dans une perspective territoriale, qu'il s'agisse de veiller à la permanence d'un tissu de librairies ou de promouvoir l'édition régionale.

Vous veillerez, en fonction d'objectifs culturels, économiques, territoriaux, à encourager le développement des librairies et leur modernisation, voire dans certains cas présentant un grand intérêt culturel, la création d'entreprises.

Vous encouragerez l'édition dans les langues régionales et dans les langues sans territoire.

Vous encouragerez également le développement, la modernisation, la restructuration et la promotion des maisons d'édition afin de favoriser une offre éditoriale de qualité dans les régions. Une attention particulière devra être portée au respect de la loi du 10 août 1981 sur le prix unique du livre.

### **Cinéma**

Dans votre rôle d'instruction des dossiers de multiplexes pour les commissions départementales d'équipement cinématographique (CDEC), vous veillerez notamment à mener une large consultation des parties concernées. Vous serez attentif aux relations entre le multiplexe et les autres salles de cinéma dans sa zone d'implantation, notamment en matière de programmation et d'accès aux films.

En ce qui concerne les cartes d'abonnement que certains circuits peuvent mettre en œuvre dans votre région, vous inciterez à la concertation avec les exploitants indépendants. Au besoin, vous pouvez solliciter le service de la billetterie et du contrôle des recettes du CNC, pour ce qui concerne l'agrément de ces cartes, ou le service de l'inspection, par exemple

s'agissant de la transparence des remontées de recettes.

Vous porterez une attention toute particulière au réseau des salles d'art et essai de votre région, ainsi qu'à la situation de l'exploitation de proximité.

### **Réseaux artistiques ou culturels internationaux**

Vous serez attentifs aux projets internationaux relevant des différents domaines de compétence du ministère et privilégiant la constitution de réseaux créant une dynamique d'échanges et de coopération.

Les actions ou les manifestations culturelles qui se consacrent à la diffusion des formes ou des expressions artistiques ou culturelles étrangères, et qui s'inscrivent de manière pérenne dans la vie culturelle locale, feront à ce titre l'objet d'un soutien.

Les projets significatifs mis en œuvre par les institutions culturelle, programmations spécifiques, coproductions... seront identifiés et inscrits dans les cadres contractuels liant ces institutions à l'Etat et aux collectivités territoriales.

A cet égard, l'identification de projets susceptibles d'être éligibles aux programmes de l'Union européenne, en particulier «Culture 2000», sera recherchée. Une action d'information et de conseil auprès des porteurs de projets sera mise en œuvre.

Les fonds spécifiques existants : fonds structurels européens, fonds particuliers dévolus à l'espace DOM/TOM devront être mobilisés.

## **2 - Favoriser un égal accès de tous à la culture**

### **2.1 - La généralisation de l'éducation artistique et culturelle**

Le ministère de la culture et de la communication a élaboré un plan à cinq ans en faveur de l'éducation artistique et culturelle à l'école, en coopération avec le ministère de l'éducation nationale. Ce plan est en cours d'élargissement aux établissements scolaires relevant du ministère de l'agriculture et de la pêche.

La politique du ministère de la culture et de la communication vise à atteindre trois objectifs généraux :

- le renforcement de la mission éducative et culturelle des structures artistiques et culturelles. Cette mission, rappelée dans les chartes des missions de service public (spectacle vivant, art contemporain, enseignement en danse, musique et théâtre) constitue l'un des fondements de l'intervention publique en matière culturelle ;
- le rééquilibrage de l'offre éducative et culturelle de ces structures en direction des populations qui en sont

les plus éloignées pour des raisons sociales ou géographiques ;

- la formation à la transmission et aux démarches de partenariat éducation-culture.

#### **2.1.1 - Le renforcement des missions éducatives et culturelles des structures artistiques et culturelles.**

Vous mettrez en œuvre cet objectif général selon les modalités suivantes :

- l'éducation artistique et culturelle repose désormais sur les enseignements artistiques obligatoires et optionnels, les classes à parcours artistique et culturel (PAC) et les ateliers artistiques. Ils doivent être pleinement intégrés dans les projets des établissements scolaires et constituer les points d'appui d'une diversification des démarches d'accès à l'art vivant et aux patrimoines et d'élargissement de l'offre éducative et culturelle des structures artistiques et culturelles à l'ensemble de la population scolaire.

Cet objectif devra être pris en compte dans les démarches vous conduisant à décider de reconduire ou d'ouvrir les classes à PAC., les ateliers, classes culturelles, options facultatives et enseignements de spécialité.

Tout en prenant en compte cet objectif, vous poursuivrez la politique engagée il y a deux ans en faveur de la création d'enseignements de spécialité en danse (série littéraire) et de la consolidation des enseignements de spécialité en théâtre (série littéraire) dans un souci de construction harmonieuse de la carte des formations. Un plan de revalorisation de la rémunération du partenaire culturel est mis en place en 2002 pour l'enseignement de spécialité théâtre de la série littéraire et se poursuivra en 2003 et 2004.

- vous vous attacherez à renforcer les équipes chargées d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des actions en milieu scolaire, afin d'obtenir une implication des structures artistiques et culturelles :

- dans les classes à PAC., nouveau cadre pédagogique de référence qui vise à élargir à terme l'offre éducative et culturelle de ces structures à l'ensemble de la population scolaire. Les projets les plus créatifs et les plus innovants pourront bénéficier d'un financement complémentaire. Une attention toute particulière pourra également être portée aux projets associant un large partenariat, notamment à travers l'appui des collectivités territoriales et le croisement des champs disciplinaires ;

- dans les programmes de sensibilisation - telles les opérations «école, collège, lycéens au cinéma», «architecture au collège», «adoptez un jardin» - et dans le cadre de la mise en œuvre des chartes

départementales pour le développement de la pratique vocale et chorale, lorsqu'elle s'appuie sur un partenariat fort entre les établissements d'enseignement artistique spécialisé sous contrôle pédagogique de l'Etat et les écoles.

Il peut également donner lieu à l'élaboration de jumelages entre structures artistiques et culturelles et établissements scolaires, articulant les projets d'intervention en milieu scolaire aux missions de création ou de conservation et de diffusion de ces structures.

- le renforcement des équipes chargées d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des actions en milieu scolaire doit également permettre d'élargir leur champ d'intervention aux lieux d'accueil des enfants et des jeunes, avant l'âge de l'entrée à l'école et en dehors du temps scolaire.

- la mise en œuvre de ces objectifs doit être articulée avec la politique que vous conduisez ou à laquelle vous êtes associés, de contractualisation avec les collectivités territoriales, en intégrant un volet éducation artistique et culturelle dans les conventions conclues avec ces collectivités. Vous chercherez dans ces conventions à mettre en cohérence l'offre en matière d'éducation artistique et culturelle avec les autres pôles de la politique culturelle des collectivités signataires et avec leur projet éducatif global.

- votre action sera également prolongée en direction des établissements d'enseignement supérieur. Vous mettrez en œuvre pour ce faire les orientations définies par le protocole de coopération interministérielle relatif aux enseignements artistiques et à la mission culturelle des établissements publics d'enseignement supérieur.

### 2.1.2 - Une répartition équitable de l'offre éducative et culturelle sur le plan territorial

L'offre éducative et culturelle des structures culturelles doit être dirigée en priorité vers les populations qui en sont les plus éloignées pour des raisons sociales ou géographiques.

Vous soutiendrez en priorité les projets :

- des établissements scolaires situés dans les zones d'éducation prioritaire et des lieux d'accueil des enfants et des jeunes en dehors du temps scolaire situés dans les sites concernés par la politique de la ville ;
- des lycées professionnels ;
- des établissements scolaires et des lieux d'accueil des enfants et des jeunes en dehors du temps scolaire situés dans les zones rurales désertifiées.

Vous prendrez, en relation avec le rectorat et la direction régionale de l'agriculture et de la forêt, toutes

les initiatives qui vous paraîtront opportunes afin de sensibiliser les personnels d'encadrement des établissements scolaires et les enseignants à l'offre que les structures culturelles font dans leur direction.

### 2.1.3 - La formation aux démarches de partenariat

Les formations s'adresseront, d'une part, aux artistes et professionnels de la culture et, d'autre part, aux enseignants et personnels des lieux d'accueil des enfants avant l'entrée à l'école et en dehors du temps scolaire.

Vous encouragerez la création ou le développement des pôles régionaux d'éducation et de formation dans chacun des domaines d'intervention du ministère de la culture. Mettant en œuvre une logique de réseau susceptible de fédérer les actions de plusieurs structures artistiques et culturelles, de l'IUFM et du CRDP, les pôles régionaux ordonnent leur action autour de quatre axes principaux : information et documentation, coordination et développement des actions de sensibilisation et de formation, production d'outils pédagogiques et soutien logistique, observation des pratiques et évaluation des actions mises en œuvre. Vous chercherez l'implication des régions dans la mise en œuvre de cette politique.

Vous encouragerez en particulier l'implication de ces pôles ressources dans les conventions DRAC–rectorat notamment lorsqu'elles incluent l'IUFM et portent sur l'introduction de modules d'enseignement artistique ou culturel ou de stages dans les structures artistiques et culturelles, dans la formation initiale des enseignants.

Votre politique de formation s'exercera également en direction des artistes et des professionnels de la culture. A cette fin, vous encouragerez l'introduction de modules de formation à la transmission et au partenariat dans les formations initiales et continues délivrées par les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle relevant du ministère de la culture. Le soutien aux actions de formation devra concerner également les agents de la filière culturelle territoriale. Il s'inscrira dans un partenariat étroit avec le CNFPT.

Cette politique est destinée à compléter, en région, l'action des pôles nationaux de ressources. Ceux-ci ont été choisis conjointement par les services centraux et déconcentrés des ministères de la culture et de la communication et de l'éducation nationale. Ils élaboreront des programmes nationaux de formation des personnes ressources (enseignants, personnels d'encadrement, intervenants) déjà impliquées dans la mise en œuvre du plan pour les arts et la culture à l'école. Ces pôles peuvent, dans certains cas, correspondre aux pôles régionaux d'éducation et de formation que vous avez identifiés.

Les formations seront également susceptibles de s'adresser, en coopération avec les autres services de l'Etat concernés et avec le CNFPT, aux personnels des lieux d'accueil des enfants d'âge préscolaire et en dehors du temps scolaire. Elles permettront d'apporter le concours du ministère de la culture et de la communication aux programmes de formation initiale et continue de ces personnels. Elles pourront dans certains cas conduire à mettre en place des formations diplômantes, préparant par exemple à des brevets professionnels d'animation et d'éducation populaire spécialisés autour d'une dominante artistique ou culturelle.

#### 2.1.4 - Le cadre du partenariat interministériel

La mise en œuvre de ces trois objectifs généraux s'inscrit dans un cadre interministériel. Elle donne lieu en conséquence à la signature de conventions avec le rectorat, les universités et les autres services de l'Etat partenaires (DRJS, DRAF,...). Ces conventions en général pluriannuelles feront l'objet chaque année de la signature d'avenants, précisant les objectifs opérationnels, les actions de coopération prévues dans l'année et les indicateurs d'évaluation de ces actions.

## **2.2 - Le développement des enseignements artistiques spécialisés**

### **Spectacle vivant**

La politique du ministère en ce domaine est énoncée par la charte de l'enseignement artistique spécialisé en musique, danse et théâtre. La charte est le texte de référence pour la négociation de protocoles expérimentaux de décentralisation.

Les régions non concernées par l'expérimentation poursuivent leur action de structuration du réseau des établissements contrôlés par l'Etat par la négociation de schémas territoriaux, le soutien aux agglomérations prenant compétence culturelle et par l'organisation au niveau régional des examens des diplômes délivrés en fin de cycle d'orientation professionnelle (DEM, DEC).

Il importe particulièrement d'appuyer les projets d'établissements favorisant :

- l'inscription de l'école dans la vie locale notamment par une attention portée à la politique de partenariat avec des artistes, des structures culturelles et artistiques, des établissements scolaires ;
- la diversification des disciplines et notamment l'ouverture à la danse contemporaine, le théâtre et les musiques actuelles.

La parution du schéma d'orientation pédagogique théâtre conduit à la création à titre expérimental de

quatre cycles d'orientation professionnelle dans quatre régions. Enfin, une politique sociale active en faveur des étudiants s'engageant dans une pratique à visée professionnelle doit être engagée, en alignant les taux de bourses sur ceux de l'éducation nationale, et en relevant les plafonds de ressource pour élargir le nombre de bénéficiaires.

### **Arts plastiques**

Les écoles d'art, en tant qu'établissements d'enseignement supérieur participant dans leur région d'implantation à la présence culturelle, sociale et économique de la création contemporaine, seront évaluées selon la capacité de chacune à s'inscrire dans un réseau d'actions et de relations prioritairement en direction :

- des établissements d'enseignements (autres écoles d'art, écoles d'architecture, universités, écoles préparatoires) et des structures de diffusion de l'art contemporain (FRAC, centres d'art, musées), et ce sur un territoire régional, national, international ;
- des publics les plus vastes touchés par des actions de sensibilisation esthétique et d'initiation plastique (cours post et péri scolaires), ainsi que par des actions de diffusion (expositions, conférences, colloques) et d'édition : des entreprises, qu'elles relèvent du monde culturel ou du monde économique (stages, projets en partenariat).

Cette politique d'ouverture et de partenariat devra être soutenue entre autres par le recours aux technologies de l'information.

## **2.3 - L'accompagnement des pratiques amateurs**

Vous veillerez à faciliter l'accès des praticiens amateurs aux répertoires contemporains, et à favoriser le travail commun entre praticiens amateurs et artistes professionnels. Conformément au protocole interministériel signé le 31.10.2001 avec le ministère de la jeunesse et des sports, vous inciterez les institutions culturelles à s'ouvrir à la pratique des amateurs. Pour améliorer les conditions d'exercice des pratiques artistiques des amateurs, vous soutiendrez, en concertation avec les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports, la création et l'aménagement de centres de ressources où les amateurs pourront disposer d'espaces de travail, de conseils, de formations, de documents (répertoires, partitions, vidéos) et de contacts avec les artistes professionnels dans les différents secteurs artistiques (arts plastiques, image, cinéma, écriture, musique, danse, théâtre...).

Ces centres de ressources s'appuieront sur les associations départementales ou régionales de musique et de danse, sur les fédérations d'éducation populaire et autres pôles spécialisés en région (missions voix, pôles de musiques actuelles, centres de musique et danse traditionnelles...) ainsi que, plus généralement, sur les associations qui participent à la vie culturelle.

Dans le domaine du spectacle vivant, vous poursuivrez la mise en œuvre des plans régionaux de développement des pratiques amateurs conformément aux termes de la circulaire du 15 juin 1999. Ils seront inscrits dans une logique d'aménagement équilibré des territoires et déclinés dans les différents contrats passés avec les collectivités territoriales. Ils couvriront l'ensemble des disciplines, s'appuyant sur les états de lieux réalisés ou actualisés, avec le souci de rééquilibrer le soutien aux trois disciplines du spectacle vivant.

Les schémas départementaux de l'enseignement spécialisé et la charte de l'enseignement artistique spécialisé serviront également de points d'appui pour ces différentes actions. L'ouverture de ces établissements sur la vie culturelle doit être intensifiée (résidences d'artistes, partenariat avec les structures de création et de diffusion, accueil et accompagnement de la pratique en amateur).

## **2.4 - L'ouverture vers les populations**

### **2.4.1 - Favoriser un meilleur accueil des publics**

#### **Spectacle vivant**

Dans les établissements soutenus par le ministère, des politiques volontaristes d'élargissement des publics seront mises en place. A cet égard, vous préconiserez le développement des séries de représentations plutôt que la multiplication du nombre de spectacles. Une attention particulière doit être portée aux politiques tarifaires et aux horaires afin de favoriser la fréquentation la plus large des institutions.

#### **Art contemporain**

Les expositions et manifestations d'art contemporain nécessitent pour être accessibles à un large public que des dispositions soient prises pour faciliter la compréhension du projet présenté ainsi que celle des œuvres (contextualisation, cartels, présence d'artistes, ouvrages pédagogiques...). Ceci constitue une condition nécessaire au soutien du ministère de la culture.

#### **Musées**

Les subventions de l'Etat sont destinées à soutenir, dans tout secteur (art contemporain, histoire, archéologie, ethnographie, beaux-arts, etc.), les actions

d'élargissement des publics menées par des musées dotés de services des publics actifs.

Toutes les actions encouragées viseront par conséquent à élargir les publics et s'adresseront à tous : public scolaire, jeunes hors temps scolaire, publics de proximité, publics connaissant des difficultés sociales et publics touristiques, afin de faciliter l'accès de tous aux collections des musées.

La mise en œuvre de cette politique des publics devra prendre en compte :

- l'aide au recrutement des personnels de médiation et leur professionnalisation ;
  - la connaissance quantitative et qualitative des publics en termes de fréquentation et de composition socio-économique.
- Vous vous efforcerez de faire adopter par les musées le principe de l'observatoire permanent des publics de musées (OPP), qui est une méthode d'enquête portant sur les visiteurs et qui constitue une aide à la décision à l'intention des responsables de musées, des collectivités territoriales et de l'administration.
- l'évaluation qualitative des actions menées par les établissements financés, afin d'améliorer les services rendus au public ;
  - l'adoption de politiques tarifaires (gratuité pour les moins de dix-huit ans, gratuité un jour par mois) ;
  - le développement d'actions en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, dans le cadre du plan quinquennal pour l'éducation artistique et culturelle.

Vous privilégieriez également le soutien aux expositions temporaires ayant un contenu scientifique de qualité et prenant en compte cet objectif d'élargissement.

Vous favoriserez les opérations menées dans le cadre d'actions conjointes avec d'autres partenaires culturels (F.R.A.C., services d'archives, bibliothèques et autres structures culturelles relevant du spectacle vivant...) ou dans le cadre de conventions passées avec d'autres institutions culturelles ou scientifiques, nationales ou étrangères ainsi que dans le cadre des protocoles interministériels.

Le rayonnement des musées et l'ouverture aux publics devront être assurés par une politique éditoriale tous supports qui privilégiera notamment les produits spécifiques à prix modique, ainsi que l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Vous encouragerez la création de postes de responsable des services des publics dans les musées, en partenariat avec les collectivités locales et en complémentarité avec ceux déjà existants dans votre région.

## Archives

Il convient de soutenir les activités menées par les services d'archives, les associations ou centres culturels, afin de fonder une pédagogie vivante de la connaissance des sources historiques, en faveur des scolaires et des publics amateurs, et de développer ainsi l'esprit critique et civique. Il conviendra de former les titulaires de contrats «emplois jeunes» recrutés pour le traitement des archives.

## Livre et lecture

Vous soutiendrez les actions des bibliothèques visant, dans un souci de transversalité, à participer et accompagner les actions relevant d'autres secteurs culturels et interculturels, notamment dans le domaine de l'art contemporain, de la musique, des musées et de la connaissance des cultures étrangères.

### 2.4.2 - Les manifestations

Les publics de l'architecture et du patrimoine bénéficient du rendez-vous annuel des journées du patrimoine, qui se dérouleront les 21 et 22 septembre 2002.

La très large audience et la participation de très nombreux propriétaires qu'elle suscite sont, pour vous, un moyen d'établir des coopérations durables, dont le fil directeur est la formation des médiateurs et des personnels d'accueil ainsi que l'ouverture aux publics jeunes et en difficulté. Par ailleurs, les chantiers de jeunes bénévoles (monuments historiques et archéologie) peuvent être conçus avec les associations qui les organisent, comme des outils d'intégration intéressant notamment les jeunes défavorisés.

Vous encouragerez les animations et manifestations de qualité autour du livre et vous veillerez à l'impact de celles-ci auprès du public, qu'elles soient locales, régionales ou qu'elles s'inscrivent dans des opérations nationales («Lire en fête», «Printemps des poètes»). Vous veillerez à ce que les bénéficiaires, publics ou privés, des aides de l'Etat dans le domaine du livre et de la lecture participent aux opérations nationales de promotion de la littérature.

Dans le cadre du programme «cinéville» et de l'opération «un été au ciné», vous renforcerez les actions de sensibilisation et de formation et vous développerez les aspects qualitatifs de ces dispositifs.

Vous conclurez une convention d'objectifs avec la structure missionnée pour la coordination régionale et la mise en œuvre de ces opérations, en vous appuyant sur le protocole d'accord qui a été conclu le 3 juillet 2001 entre les partenaires nationaux de ces dispositifs.

Les crédits affectés aux festivals de cinéma ou aux manifestations audiovisuelles sont désormais déconcentrés.

L'opération annuelle «Le printemps des musées», dont la prochaine édition aura lieu le 2 avril 2002, avec pour thème "voir, entendre, toucher, goûter, sentir : les cinq sens", constitue une priorité en termes de communication et de conquête des publics.

Il importe que vous mettiez en œuvre une communication régionale de l'événement et que vous souteniez les manifestations organisées par les musées territoriaux et associatifs sur le thème retenu ; vous êtes par ailleurs invités à susciter des coopérations internationales en tirant parti des relations transfrontalières et des jumelages existants entre villes ou entre toutes autres collectivités publiques, notamment en favorisant des échanges temporaires d'œuvres.

Vous encouragerez les manifestations organisées dans le cadre de la semaine de la langue française et de la francophonie du 17 au 24 mars 2002.

L'année 2002 sera celle de la commémoration du bicentenaire de la naissance de Victor Hugo. Il vous appartiendra de soutenir les manifestations célébrant cet événement, sans oublier toutefois les manifestations mettant en lumière les anniversaires d'intérêt local, régional ou national.

## **2.5 - Une attention particulière aux populations en difficulté**

Vous serez attentifs à soutenir les démarches culturelles et artistiques susceptibles de rapprocher de l'art et de la culture les personnes les plus éloignées et notamment celles en situation d'exclusion sociale, conformément à l'article 140 de la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

Parallèlement, vous vous appuyerez sur les différents protocoles interministériels existants pour développer l'accès à la culture des personnes qui en sont souvent les plus éloignées.

## **Favoriser l'entrée de l'art et de la culture dans les établissements pénitentiaires**

Vous veillerez à ce qu'une préparation et un accompagnement de l'offre artistique soient systématiquement prévus dans les prisons en associant en amont le personnel pénitentiaire (particulièrement les surveillants).

## **Introduire la culture dans les schémas régionaux d'action sanitaire et dans les projets d'établissement des hôpitaux.**

La convention du 4 mai 1999, signée entre la ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, implique la signature de conventions régionales avec les agences régionales de l'hospitalisation. Ces conventions sont le socle du partenariat avec le secteur de la santé ; elles permettent notamment que soient attribués aux programmes culturels des hôpitaux les crédits de l'assurance-maladie, ce qui constitue un élément important de la reconnaissance du rôle de la culture en matière de modernisation des hôpitaux, et parallèlement un soutien non négligeable à l'emploi artistique. Dans le cadre des conventions régionales avec les agences régionales d'hospitalisation, vous financerez les jumelages entre hôpitaux et institutions culturelles, favoriserez la nomination de responsables culturels hospitaliers et la professionnalisation des bibliothèques d'hôpitaux et accompagnerez les plans régionaux de formation souvent nécessaires à ce milieu qui s'ouvre actuellement à la culture.

## **Favoriser l'accès à l'art et à la culture des personnes handicapées**

Malgré certains exemples réussis, l'accès des personnes handicapées à l'art et à la culture reste difficile en France. C'est pour remédier à cette situation qu'a été créée le 1<sup>er</sup> février 2001 la commission nationale culture-handicap, présidée par les ministres chargés de la culture et des personnes handicapées. L'année 2002 constituera, pour ce vaste chantier, une année d'information et de formation pour les DRAC, à partir d'axes de travail qui vous seront communiqués en début d'année.

## **Accompagner la maîtrise du français et lutter contre l'illettrisme**

La priorité devra être donnée aux actions qui insistent sur la maîtrise du français comme facteur d'insertion sociale, d'accès aux pratiques culturelles ainsi qu'à l'emploi et à la promotion professionnelle dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme, en liaison avec les objectifs et les orientations proposées par l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

## **3 - Enrichir, conserver et valoriser le patrimoine**

Enrichissement et inventaire (1), conservation-restauration et protection (2) et valorisation (3) sont les trois axes d'intervention du ministère de la culture et de la communication en matière de patrimoine. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de partenariats entre services et organismes relevant tous des directions

sectorielles concernées, et notamment de leurs services d'inspection, dans le respect des normes documentaires et techniques fixées par le ministère.

## **Architecture et patrimoine**

Les politiques menées dans les domaines de l'architecture et du patrimoine sont mises en œuvre conjointement par les directions régionales des affaires culturelles à la fois comme services régionaux et interdépartementaux et par les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, dont les missions concernent plus spécifiquement la création et la qualité architecturale ainsi que la ville et les espaces protégés. Les directeurs régionaux sont chargés d'animer et de coordonner, au niveau régional, ces politiques dont la mise en œuvre relève pour l'essentiel du niveau départemental, en s'appuyant notamment sur les conseillers pour l'architecture.

Les travaux d'identification du patrimoine, et notamment ceux de l'inventaire général, seront organisés et mis à profit pour fonder les stratégies de protection.

L'action des services départementaux de l'architecture et du patrimoine et des DRAC (archéologie, monuments historiques) doit être étroitement coordonnée en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme, chacun ayant fréquemment à émettre des avis sur les mêmes dossiers.

La conférence régionale de l'architecture et du patrimoine est présidée par le directeur régional. Elle assure cette articulation entre les SDAP, les services de l'inventaire, de l'archéologie, de l'ethnologie, des monuments historiques. Elle doit en particulier définir les territoires et les projets sur lesquels l'action des services doit se focaliser, y compris dans les domaines documentaires, informatiques (atlas de l'architecture et du patrimoine) et de la maîtrise d'ouvrage. Elle arrête la programmation des crédits autour des thèmes susceptibles de mobiliser nos partenaires, et en prenant en compte les objectifs de maintien de savoir-faire et de l'emploi.

## **Archéologie**

L'activité archéologique régionale est directement intéressée par l'action des services départementaux de l'architecture et du patrimoine et des conservations régionales des monuments historiques en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme, chacun ayant fréquemment à émettre des avis sur les mêmes dossiers. Elle est contrôlée par les avis scientifiques des six commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA) créées auprès des préfets de région –siège par le décret du 27 mai 1994, dont l'activité est appelée à connaître un développement sensible en raison du vote de la loi sur l'archéologie préventive.

La recherche archéologique dite programmée, guidée par le souci d'accroître les connaissances, constitue un domaine qui sous ses diverses formes, de la prospection à la fouille et à la publication, doit conserver toute son importance.

En effet, elle joue un rôle essentiel en matière de formation et de structuration de la recherche et a fréquemment valeur de modèle méthodologique.

### **Ethnologie**

L'attention se portera également sur le domaine ethnologique, tant matériel qu'immatériel (langues et savoir-faire). Les études et recherches ethnologiques présentent un grand intérêt pour la connaissance des situations existantes et permettent de mener des expertises de politique et d'action culturelles, particulièrement dans des démarches transversales.

## **3.1 - Enrichir le patrimoine**

### 3.1.1 - Recenser

#### **Inventaire général**

La mise en œuvre des opérations de l'inventaire devra, conformément à la circulaire du 20 juin 2001, être fondée sur des partenariats avec les collectivités territoriales. Ceux-ci feront l'objet de conventions, fixant les objectifs, inscrivant la démarche dans les méthodes de l'inventaire, prenant en compte la nature et les modalités de collaboration et fixant la répartition des droits d'exploitation de la documentation préexistante, de celle qui sera coproduite, ainsi que des produits dérivés.

Il est par ailleurs demandé qu'une attention particulière soit portée aux projets de coopération dans le domaine de la cartographie, permettant la mise en place d'un système d'information géographique qui constituera à terme l'atlas de l'architecture et du patrimoine. La carte archéologique constitue d'ores et déjà le premier élément opérationnel de cet atlas ; la seconde étape avec les SDAP pourra s'appuyer sur des projets pilotes existant dans plusieurs départements.

#### **Fonds patrimoniaux oraux et écrits**

Les soutiens à la mise en valeur et à la sauvegarde des fonds patrimoniaux oraux et écrits devront inclure des actions de repérage, d'inventaire et de traitement des collections, ainsi que la réalisation d'instruments de recherche, sous quelque forme ou support que ce soit.

### **Archives**

Les actions soutenues s'inscriront, chaque fois que possible, dans des programmes nationaux ou régionaux. Seront également prises en compte les perspectives

de transferts sur des supports de substitution des documents anciens, rares ou précieux, et des périodiques, ceci en lien avec les services d'archives, ainsi que les opérations de promotion et de valorisation, notamment nationales et utilisant les nouvelles technologies, en particulier internet.

### **Archéologie**

Vous poursuivrez la publication des «bilans scientifiques régionaux», favorisant ainsi la diffusion des résultats de l'activité archéologique, et vous développerez l'édition à destination du grand public.

### **Fonds musicaux**

Au titre de l'inventaire des fonds musicaux anciens et du travail de recherche musicologique qui lui est associé, vous soutiendrez la publication imprimée du catalogue du patrimoine musical régional ainsi que le recensement, le catalogage scientifique, la publication et la valorisation musicale du corpus des partitions manuscrites et des imprimés des collections. L'articulation entre le livre et la musique doit être recherchée par la publication des catalogues de ces inventaires et leur valorisation avec les interprètes.

### **Musiques et danses traditionnelles**

Inscrits dans le dispositif des musiques actuelles, la structuration et le développement des centres régionaux de musiques et danses traditionnelles seront poursuivis et confortés au niveau national, tant au plan de la formation que de la diffusion et de la création, en partenariat avec des lieux ou des festivals.

### 3.1.2 - Acquérir

Vous soutiendrez l'enrichissement des collections des musées des collectivités territoriales par l'intermédiaire des fonds régionaux d'acquisition des musées (FRAM) et celles des FRAC. La commande publique sera développée avec le souci de garantir par la procédure suivie la meilleure insertion de l'œuvre dans son environnement, sa bonne réception par le public et la diversité de la création. Au titre des commandes publiques, le 1% artistique sera développé avec le souci de garantir par la procédure suivie la meilleure insertion de l'œuvre dans son environnement, sa bonne réception par le public et la diversité de la création. Un nouveau texte réglementaire sur le 1% artistique est en cours d'élaboration.

Vous engagerez des négociations avec les conseils régionaux afin de nouer un partenariat en matière d'acquisitions d'ouvrages anciens, rares et précieux. Ces négociations permettront la passation de conventions de créations de fonds régionaux d'acquisition des bibliothèques (FRAB). Ces derniers



pourront voir leurs missions étendues aux domaines de la restauration et de la conservation.

Une attention particulière sera portée au développement des fonds de documents anciens en langues régionales et en langues sans territoire.

## **3.2 - Conserver - restaurer - protéger**

### 3.2.1 - Conserver

#### **Monuments historiques**

Que les monuments soient propriétés de l'Etat ou non, que les travaux soient réalisés sous votre maîtrise d'ouvrage ou celle du propriétaire, ces opérations doivent privilégier, au besoin de façon exclusive, les urgences sanitaires et de sécurité relatives aux personnes et aux biens. Les travaux sur les monuments n'appartenant pas à l'Etat se limiteront à ceux qui sont nécessaires à la pérennité et l'identité du monument, à l'exclusion des projets d'aménagement, mise en valeur ou restitution.

#### **Centre des monuments nationaux**

La conservation comme la mise en valeur des propriétés de l'Etat, affectées au ministère et gérées par le centre des monuments nationaux (CMN), constituent une priorité pour laquelle vos services doivent faire preuve d'une coordination renforcée.

Les projets de monuments, établis par les administrateurs et validés par l'établissement public, doivent être l'occasion privilégiée d'une approche globale pluriannuelle, concertée entre les partenaires concernés (administrateurs, DRAC, ACMH et SDAP).

Conformément au décret du 21 avril 2000 créant le CMN, le comité régional de programmation associant les représentants de l'établissement et des services de l'Etat concernés est l'occasion de définir la programmation des travaux dans les monuments nationaux de votre région. Cette démarche doit permettre de conforter la nécessaire politique de conservation des édifices, et d'accueillir dans les meilleures conditions possibles les publics en leur offrant, en outre, l'exemplarité d'une démarche de création artistique de qualité.

#### **Archives**

La sauvegarde du patrimoine archivistique suppose une aide à l'extension ou la reconstruction des bâtiments d'archives. Les actions visant à la sauvegarde et à une plus large diffusion du patrimoine archivistique seront soutenues, qu'elles soient menées par des collectivités territoriales ou leurs groupements au travers de leurs services d'archives, par des

personnes morales de droit privé ayant la charge ou menant des actions en faveur des archives ou par des propriétaires de fonds d'archives privées classés comme archives historiques. Dans ce cadre, les archives du monde du travail seront particulièrement identifiées pour une valorisation et une restitution à la fois scientifique et citoyenne de la mémoire. Cette politique doit être menée en collaboration étroite avec les directeurs des services départementaux d'archives, chargés du contrôle de l'Etat sur les archives, et elle doit s'appuyer sur le réseau constitué par les archives départementales, communales et régionales.

#### **Objets mobiliers**

Les opérations d'entretien et de préservation des objets mobiliers, dont les programmes de restauration sont établis en concertation avec les conservateurs des antiquités et objets d'arts ainsi que les administrateurs du centre des monuments nationaux, porteront en priorité sur la sécurité, la sauvegarde et la conservation des œuvres, collections et décors.

#### **Archéologie**

Il convient de s'assurer avant toute décision ou accord de la puissance publique sur la réalisation d'un projet en archéologie programmée que l'ensemble de la démarche est maîtrisé dans le but de son exploitation scientifique : mesure de conservation et moyens de stockage du matériel archéologique, de stabilisation des matériaux fragiles ; calendrier de rendu d'analyses avec les laboratoires, conditions d'archivage des données graphiques et photographiques, moyens nécessaires à la publication des résultats. En outre les mesures de conservation des vestiges archéologiques mis au jour seront appréciées dans leur contexte de découverte (restauration/rebouchage ; protection juridique adaptée).

La politique d'aménagement du territoire en termes de dépôts de fouilles régionaux sera poursuivie en partenariat avec les collectivités territoriales et le futur établissement public chaque fois que des opportunités se présenteront.

Dans les dépôts de fouilles existants, vous veillerez à la conservation des collections en matériau fragile (métal, cuir, bois, verre...). Pour les collections de grande ampleur, notamment en ce qui concerne les enduits peints, un tri des éléments à conserver devra être réalisé et des mesures conservatoires mises en œuvre avec l'aide de spécialistes.

#### **Les FRAC**

Assimilables à une collection publique constituée en vue de l'exécution de missions de service public,

les collections des FRAC doivent être conservées selon les normes applicables aux collections muséographiques. Les restaurations doivent être régulièrement programmées selon les modalités habituelles.

### 3.2.2 - Restaurer

#### **Monuments historiques**

L'ampleur des besoins pour l'entretien et la restauration du patrimoine monumental, qui oblige à des choix de programmation toujours très difficiles, doit vous conduire à veiller avec la plus grande attention à la maîtrise et la réduction des délais de préparation technique et de montage administratif des opérations. Les engagements pris dans les contrats de plan, ou dans le cadre de conventions particulières, prioritaires par nature, ne seront cependant inscrits dans les programmations qu'avec des dossiers complètement prêts.

#### **Musées**

Vous soutiendrez la restauration et la préservation des collections des musées de France, conformément à la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France. Vous veillerez à intégrer les programmes de conservation-restauration dans les conventions générales passées avec les collectivités territoriales ou les associations propriétaires. Vous faciliterez les programmes de formation pour la conservation préventive. Vous veillerez également à susciter la création de fonds régionaux de restauration des musées (FRAR), sur le modèle des fonds régionaux d'acquisition pour les musées (FRAM).

Vous encouragerez les actions de médiation (et notamment les opérations innovantes) visant à diffuser auprès du public la connaissance des enjeux, des méthodes et des techniques de restauration ainsi que la présentation et la restitution au public, sous la forme d'expositions temporaires, périodiques ou permanentes, des ensembles, collections, œuvres et objets ayant donné lieu à des interventions à l'échelle d'un musée ou de la région.

Vous veillerez à ce que chaque acquisition financée par l'Etat s'accompagne d'une action de diffusion qui permette de la porter à la connaissance du public.

L'aide concernant les ateliers de restauration devra s'inscrire dans le cadre de l'organisation du réseau national de restauration. Vous voudrez bien, si vous êtes saisi de tels dossiers, consulter à ce sujet la direction des musées de France et solliciter son assistance technique.

#### **Patrimoine écrit et oral**

Vous soutiendrez les opérations de restauration et de conservation préventive du patrimoine écrit et graphique, en partenariat avec les collectivités territoriales et s'inscrivant dans la mesure du possible dans un plan régional ou départemental. Vous encouragerez les projets de collecte, de conservation et de valorisation du patrimoine linguistique écrit et oral en langues de France.

### 3.2.3 - Protéger

#### **Monuments historiques**

S'agissant des propositions de protection au titre des monuments historiques, vous continuerez d'examiner avec soin les conséquences budgétaires des décisions de protection. Un équilibre doit être maintenu entre les propositions résultant d'instructions de dossiers faites en urgence, à la suite de menaces pour la conservation des édifices considérés, et les propositions résultant d'études thématiques conduites en fonction des priorités nationales ou régionales. A cet égard, les protocoles de décentralisation culturelle sont un moyen de travailler avec les collectivités territoriales à l'évolution des politiques de protection.

Le développement de la procédure des ZPPAUP demeure une priorité d'action du ministère. Les DRAC et les chefs de SDAP préparent conjointement la programmation de ces études, en liaison avec les autres services patrimoniaux et plus particulièrement ceux de l'inventaire.

L'initiative de mesures de protection, qu'elle soit au titre des monuments historiques ou des ZPPAUP, l'engagement de travaux de conservation et de mise en valeur, la mise en place effective de la politique de labellisation du patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle accompagnée d'actions de sensibilisation et de publication, constituent un éventail de moyens d'intervention qui doit être débattu au sein la commission régionale du patrimoine et des sites ; le label patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle sera attribué après avis de la CRPS.

Parallèlement à l'effort pour le patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle, vous consacrerez une part des études et des propositions de protection aux édifices liés à une activité économique (architecture agricole, artisanale, commerciale ou industrielle) qui demeurent aussi insuffisamment protégés (3,5 % du total des protections). Vous réserverez aussi les moyens nécessaires à la réalisation d'études diagnostic destinés à confirmer l'intérêt d'une protection définitive dans le domaine du patrimoine industriel et du XX<sup>ème</sup> siècle.

## Archéologie

L'année 2002 doit voir entrer en vigueur le dispositif mis en place par la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Les rôles respectifs de l'Etat et de l'établissement public national à caractère administratif créé pour l'archéologie préventive, et le statut de cet établissement public seront fixés par deux décrets en conseil d'Etat.

### 3.3 - Valoriser

Vous veillerez à mettre en œuvre le protocole interministériel tourisme et culture dans ses différentes composantes : monuments nationaux, villes pays d'art et d'histoire, routes historiques et autres labels aujourd'hui existants, pôles d'économie du patrimoine, parcs naturels régionaux, monuments historiques, musées...

Vous encouragerez la mise en œuvre de réseaux de maisons d'écrivains, en partenariat notamment avec les structures régionales ou départementales de développement du tourisme.

Vous serez attentifs à l'accueil plurilingue des visiteurs étrangers. Vous veillerez à ce que la signalétique et les documents d'information, s'ils sont traduits, soient établis en au moins 2 langues étrangères dans les lieux relevant de l'Etat, de ses établissements publics, ou des collectivités locales.

Vous procéderez au rapprochement entre vos services et les délégations régionales du tourisme et confierez cette mission à l'un de vos collaborateurs, interlocuteur des administrations centrales et de tous les partenaires ministériels et des collectivités territoriales.

### Centres culturels de rencontre

Votre objectif pour 2002 est de conforter le réseau existant. L'instruction de nouveaux projets devra impérativement s'inscrire dans un cadre de partenariat fort avec les collectivités territoriales concernées.

### Modernisation des musées

Vous veillerez à ce que l'ensemble des opérations subventionnées par l'Etat au titre des musées s'inscrivent en priorité dans le cadre d'un projet scientifique et culturel validé et d'une programmation pluriannuelle.

Pour ce qui concerne les spécifications techniques à mettre en œuvre dans le cadre d'opérations de modernisation des musées, vous voudrez bien vous reporter au volet méthodologie des « muséo fiches » établies à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

L'aide apportée par l'Etat aux maîtres d'ouvrage sera modulée en tenant compte du caractère structurant de l'équipement considéré, et notamment au regard des enjeux territoriaux dans lesquels celui-ci s'inscrit, de leur capacité financière à prendre en charge tant l'investissement que le fonctionnement de cet équipement et du degré de prise en compte des enjeux de la démocratisation des pratiques culturelles - ouverture aux publics de proximité, mise en place de services des publics, politique tarifaire notamment. Vous veillerez en particulier à soutenir, pour les musées qui ont fait l'objet d'un projet scientifique et culturel validé, les actions visant à améliorer l'accueil du public et à moderniser et à assurer dans de bonnes conditions techniques la présentation des collections. Des aides aux travaux d'amélioration des réserves, de sécurité, de climatisation, d'informatisation de la gestion et de la documentation des collections pourront éventuellement être accordées par l'Etat, pour les établissements qui auront fait l'objet, même en l'absence de projet de rénovation, d'un projet scientifique et culturel validé.

### FRAC

Le soutien à des projets d'équipements donnant aux FRAC de meilleures conditions de fonctionnement devra correspondre à des projets architecturaux de qualité tenant compte de l'ensemble des missions des FRAC. Ceux-ci devront prendre en compte l'organisation de réserves compatibles avec les normes de conservation.

### Promotion architecturale

Votre rôle est aussi d'assurer la mise en place et l'animation du réseau régional de promotion de la qualité architecturale, en associant les SDAP, les architectes-conseils des DDE, les CAUE et les architectes-consultants, l'ordre régional des architectes, les institutions de toute nature concourant à la diffusion de l'architecture, les services des collectivités territoriales, les écoles d'architecture.

## **4 - Renforcer l'accès aux technologies de l'information et de la communication**

Le programme d'action gouvernementale pour la société de l'information (PAGSI), lancé dès 1998, a insisté sur l'apport des technologies de l'information et de la communication dans la société.

Le schéma des services collectifs de l'information et de la communication fait de la culture un secteur clé des nouveaux services pour les citoyens : ce principe directeur doit donc inspirer à l'avenir l'action de l'ensemble de notre ministère et ce d'autant plus que

la création, la conservation et la diffusion des œuvres de l'esprit se prêtent particulièrement bien à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le CIADT du 9 juillet 2001 a notamment décidé le lancement d'un appel à projets sur les portails culturels territoriaux pour lequel vous recevrez prochainement des instructions spécifiques.

Vous veillerez tout particulièrement à vous rapprocher du chargé de mission pour les technologies de l'information et de la communication placé auprès du secrétariat général du préfet de région ; vous lui désignerez un interlocuteur de haut niveau au sein de vos services.

Dans toutes les disciplines couvertes par l'action de vos services, l'orientation stratégique qui doit être la vôtre vise à prévenir les facteurs d'inégalité et les difficultés d'insertion dues à une appropriation insuffisante des TIC, tant par les créateurs et professionnels de la culture que par le public lui-même. Vous intégrerez le critère de l'usage des TIC dans l'instruction des projets que l'on vous soumet.

#### **4.1 - Permettre l'apprentissage et la maîtrise des nouvelles technologies**

Dans le cadre de la politique gouvernementale de lutte contre le fossé numérique, le programme des espaces culture multimédia (ECM) sera poursuivi : les ECM financés depuis 1998 continueront à être soutenus uniquement sur la base d'un programme annuel d'activités culturelles et artistiques. Certains ECM se verront renforcés (en fonctionnement et/ou en équipement) pour constituer des pôles de référence dans leur région, notamment en matière de formation, et jouer ainsi un rôle d'appui pour les autres ECM et plus largement des autres lieux d'accès publics au multimédia.

Le développement du programme complémentaire relais culture multimédia (RCM) permettra de prendre en compte un nombre beaucoup plus important de lieux culturels ou socioculturels offrant un accès culturel à internet et au multimédia, sans toutefois répondre à l'ensemble des exigences du cahier des charges des ECM, et de les intégrer dans le dispositif d'accompagnement mis en place pour les ECM.

Il est impératif que la politique menée en faveur des ECM et des RCM s'inscrive dans la politique interministérielle coordonnée par la mission interministérielle pour l'accès public à la micro-informatique, à l'internet et au multimédia (MAPI), relayée en région par les SGAR. Il est donc nécessaire que les ECM et le plus grand nombre possible de RCM

fassent les démarches nécessaires à la labellisation «espace public numérique» (EPN) auprès de la MAPI.

La coopération avec les autres programmes de lieux d'accès publics au multimédia devra également être intensifiée. Vous recevrez notamment des précisions sur les modes de collaboration prévus entre le ministère et la caisse des dépôts et consignations qui développe le programme des cyberbases.

#### **4.2 - Faciliter l'accès d'un large public aux œuvres et aux documents conservés.**

Cet objectif va dans le sens de la diversification des pratiques culturelles et concerne plus particulièrement les lieux de conservation de fonds documentaires ou de collections d'œuvres, mais aussi les autres équipements culturels et les équipements à caractère socioculturel. Les types d'action qui font l'objet de demande d'aides publiques sont le plus souvent, soit des opérations de numérisation de documents écrits, iconographiques ou sonores, soit des projets de mise en réseau électronique avec d'autres lieux analogues ou à vocation différente. Ce type d'actions devra s'inscrire dans la perspective de projets d'éducation et de diffusion en ligne et respecter les consignes générales d'interopérabilité données par la mission de la recherche et de la technologie.

#### **4.3 - Enrichir les méthodes de formation aux disciplines culturelles**

Les TIC peuvent apporter beaucoup aux enseignements spécialisés ou à l'éducation artistique, et cela tant du côté des formateurs que des bénéficiaires des formations. Tout ce qui peut encourager par exemple le croisement des disciplines, le travail en groupe, l'apprentissage individualisé est précieux. Les initiatives prises dans ce sens par les établissements d'enseignements spécialisés (écoles d'art, conservatoires) devront retenir votre intérêt.

#### **4.4 - Renouveler les modes d'expression artistique**

La jeune création, dans l'ensemble des disciplines, commence à utiliser, à divers titres, les technologies de l'information et de la communication. Ces technologies offrent de nouveaux champs d'expérimentation, elles posent cependant de nouvelles questions, tant pour l'instruction des dossiers au sein de vos services, que pour l'évaluation de la qualité artistique, des coûts de production et de diffusion. Les espaces intermédiaires sont souvent des lieux d'expérimentation dans le domaine des nouvelles technologies : vous serez particulièrement attentifs à leurs projets. Des ateliers de création peuvent être mis en place dans les ECM.

Au besoin, vous pourrez bénéficier de l'expertise de la commission constituée entre les directions du ministère pour le dispositif pour la création artistique multimédia (DICREAM). Si vous le jugez utile et faisable, vous pouvez également constituer au sein de vos services une commission d'instruction pluridisciplinaire équivalente.

#### **4.5 - Mobiliser les programmes spécifiques**

Au-delà des aides financières que vous pouvez apporter grâce aux crédits déconcentrés à votre disposition, il vous appartient d'orienter certaines demandes sur d'autres dispositifs existants, en fonction de la nature et de l'importance des projets.

Pour mémoire, les principaux dispositifs susceptibles d'être sollicités sont les suivants, sans compter par ailleurs les programmes européens pour lesquels vous pourrez vous rapprocher du département des affaires internationales :

- le plan de numérisation des fonds iconographiques et sonores mis en place en 1996, sous l'égide du conseil ministériel de la recherche ; depuis l'année 2000, les appels à projet concernent également les fonds appartenant aux collectivités territoriales ;
- la procédure budgétaire du concours particulier pour les bibliothèques peut être mise à contribution pour aider l'équipement et la mise en réseau électronique des bibliothèques ; de même, les «relais-livres en campagne» peuvent recevoir des aides financières sur des crédits émanant de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ;
- les dispositifs d'aide à l'édition multimédia et à l'utilisation des technologies numériques gérés par le centre national de la cinématographie, peuvent être sollicités (fonds d'aide pour l'édition multimédia, réseau pour l'innovation dans l'audiovisuel et le multimédia, DICREAM).

Enfin, lorsque l'aide financière attribuée fait référence à un document contractuel signé avec le partenaire bénéficiaire, vous prendrez soin d'inclure explicitement dans ce document vos attentes au regard de l'utilisation des TIC.

### **5 - Poursuivre l'aménagement et le développement culturel du territoire**

Afin de rééquilibrer l'action de l'Etat sur le territoire régional, il vous revient, en concertation avec vos partenaires, d'identifier très précisément des territoires d'intervention prioritaires, dans la continuité de l'élaboration des documents d'objectifs régionaux élaborés à l'occasion du schéma des services collectifs culturels. Ils sont de deux types : ruraux éloignés des agglomérations et urbains défavorisés, intégrés dans

la politique d'agglomération. Ils pourront aussi être des bassins industriels, dont il s'agira d'éviter le repli. Les partenaires pourront utilement s'appuyer sur les capacités d'expertise et d'observation présentes en région et dans les départements et sur un diagnostic mené conjointement par l'Etat et les collectivités utilisant en particulier les ressources de l'inventaire patrimonial, l'analyse archéologique, ethnologique, architecturale et urbaine.

#### **5.1 - Identifier des territoires prioritaires**

##### **5.1.1 - Territoires urbains et périurbains**

La ministre de la culture et de la communication, le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle et le ministre délégué à la ville ont signé, le 19 juin 2000, une circulaire commune «culture pour la ville - cultures de la ville», rappelant le rôle essentiel de la culture dans la politique de la ville. Le comité interministériel des villes du 1<sup>er</sup> octobre 2001 a par ailleurs annoncé la mise en œuvre d'un programme de développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes dans les quartiers.

Vous vous attacherez à mettre en œuvre, dans le cadre de ce programme ainsi que dans les contrats de ville et les conventions intercommunales de développement culturel, les objectifs suivants : le renforcement des actions favorisant l'accès de tous à la culture, le développement de l'éducation artistique, le soutien aux pratiques amateurs et aux expressions artistiques émergentes.

Pour cela, vous vous appuyerez sur les productions et les créations portées par les artistes, les associations et les habitants et vous vous attacherez à mettre en réseau les équipements culturels structurants avec les équipements de proximité.

Par ailleurs, vous pourrez mobiliser sur les grands projets de ville (GPV) la compétence pluridisciplinaire des SDAP, des CAUE, des conseillers à la ville, des conseillers à l'architecture et des services patrimoniaux de la DRAC, notamment du conseiller pour l'ethnologie. Les GPV ont vocation à renforcer le contrat de ville dans lequel ils s'inscrivent, et peuvent se concrétiser par des actions visant à améliorer la qualité urbaine et son appropriation par les habitants. Ces actions peuvent concerner la valorisation du potentiel culturel, notamment la création et la requalification d'équipements culturels, patrimoniaux, ou d'interprétation de la ville.

##### **5.1.2 - Territoires ruraux**

Il conviendra de veiller particulièrement à soutenir les initiatives d'action culturelle impliquant les partenaires

institutionnels et associatifs locaux et plus particulièrement les projets privilégiant des pratiques, des formes, des démarches contribuant à un meilleur accès des publics aux lieux d'expression artistique et à la sensibilisation des populations à la culture dans les territoires particulièrement dévitalisés. Les relais-livres en campagne constitueront un outil privilégié de recherche de la polyvalence culturelle en milieu rural, en terme de partenariats comme d'activités conduites.

A ce titre, il importe que la dimension culturelle soit présente dans les contrats de pays. Un équilibre devra être trouvé entre ce qui relève de l'action culturelle d'une part, du patrimoine d'autre part, dans les volets culturels des chartes, pour permettre l'émergence d'une politique culturelle durable à l'échelle des territoires.

Vous veillerez également à la mise en place d'actions de formation associant des professionnels du secteur culturel avec les partenaires du développement en milieu rural, notamment ceux des établissements d'enseignement agricole, des fédérations d'éducation populaire (la fédération nationale des foyers ruraux notamment), des parcs naturels régionaux et des pôles d'économie du patrimoine, et des pays d'art et d'histoire.

## **5.2 - Diversifier et enrichir les partenariats**

Si le partenariat avec les collectivités territoriales est aujourd'hui une donnée de base, d'autres partenaires peuvent utilement accompagner l'action de l'Etat : dès lors que leur niveau de qualification culturelle et artistique est suffisant (éventuellement à la suite de formations appropriées) les fédérations d'éducation populaire, le milieu associatif, les comités d'entreprise et les instances représentatives du monde du travail jouent un rôle essentiel grâce à leurs savoir-faire et à leur implantation sur le territoire. Ils doivent être associés à la conception de l'action et à sa mise en œuvre. Ils peuvent être des relais ou des opérateurs pour les politiques interministérielles, et devenir ainsi des partenaires à part entière de l'action culturelle sur les territoires.

Afin d'inscrire ces nouveaux partenariats dans la durée, vous serez attentifs à l'élaboration et à la mise en œuvre des conventions pluriannuelles d'objectifs qui font l'objet d'une circulaire du Premier ministre du 1<sup>er</sup> décembre 2000 et constituent un point important pour la relation que l'Etat entretient avec le milieu associatif.

## **5.3 - Mobiliser les institutions**

Pour l'ensemble des secteurs artistiques et culturels, vous vous attacherez à consolider et à renforcer la mise en réseau des équipements dans la logique d'une couverture mieux appropriée du territoire, tout en vous appuyant sur les nouvelles formes d'intercommunalité.

L'ensemble des institutions de production, de diffusion et de formation seront invitées à prendre pleinement en compte la dimension de leur territoire d'implantation. Les conventions pluriannuelles ou les contrats d'objectifs avec ces institutions devront intégrer, dans la définition du projet culturel et artistique, la notion de responsabilité territoriale, conformément aux chartes des missions de service public existantes. Il vous appartient de mettre éventuellement en place des conférences régionales, si possible intersectorielles, qui associent des institutions sur des objectifs d'action prioritaire (éducation artistique, élargissement des publics, nouvelles pratiques, lutte contre les exclusions...). Vous y associerez notamment les représentants du centre des monuments nationaux, chargés de préparer avec vous des projets de monuments, qui doivent notamment assurer l'intégration de ces objectifs dans le cadre de leur territoire, ainsi que les écoles d'architecture en tant que de besoin.

## **5.4 - Approfondir le partenariat avec les collectivités**

L'évolution récente du contexte administratif dans lequel se développent aujourd'hui les politiques culturelles territoriales permet l'élaboration de nouveaux partenariats avec les collectivités.

L'adoption de la loi du 4 janvier 2002 relative aux établissements publics de coopération culturelle (EPCC) en élargit le cadre dans une perspective d'aménagement culturel du territoire. Il vous appartiendra de repérer et d'accompagner, suivant des modalités qui vous seront prochainement précisées, les initiatives prises par les collectivités qui souhaiteraient créer des EPCC.

### 5.4.1 - Poursuivre l'expérimentation des protocoles de décentralisation

En 2001, sept protocoles de décentralisation ont été mis en œuvre, pour une durée de trois ans, sur les champs du patrimoine et des enseignements artistiques spécialisés. L'Etat, en partenariat avec les collectivités territoriales, engage la deuxième étape de la décentralisation culturelle avec, pour objectif, une nouvelle répartition des compétences qui corresponde mieux aux différents niveaux de la responsabilité des régions, des départements, des communes ou autres groupements permis par les lois Voynet et Chevènement.

Les DRAC non signataires d'un protocole en 2001 seront invitées à porter à la connaissance des cabinets et de la délégation au développement et à l'action territoriale les projets culturels et les territoires susceptibles d'être concernés pour des protocoles de décentralisation en 2002, dans les mêmes domaines – patrimoine et

enseignements artistiques - tout en privilégiant des objectifs qui concernent l'échelon régional.

#### 5.4.2 - Inscrire l'action dans les dispositifs intercommunaux

Pour l'ensemble des secteurs, vous soutiendrez prioritairement les actions qui s'intègrent dans les dispositifs intercommunaux qui permettent de générer de véritables stratégies de développement culturel en raison de :

- l'existence d'un territoire cohérent, défini par des critères géographiques ou patrimoniaux, des intérêts économiques, sociaux et culturels et possédant la taille critique pour qu'y soit mise en œuvre une politique culturelle correspondant aux attentes et aux besoins des populations ;
- la volonté d'une politique concertée des communes, au sein de laquelle la culture peut prendre progressivement toute sa place, en étroite relation avec des politiques économiques ou sociales ;
- la perspective d'économies d'échelle, souci partagé par l'Etat et les collectivités, pour offrir un meilleur service culturel aux populations.

A cette fin, vous veillerez notamment à ce que les conventions «cultures pour la ville-culture des villes» des contrats de ville, présents dans le volet territorial des contrats Etat-région, s'inscrivent également dans les futurs contrats d'agglomération.

Dans le même esprit, les conventions de développement culturel ont vocation à devenir des conventions intercommunales de développement culturel.

#### 5.4.3 - Poursuivre le processus d'intégration des conventions thématiques dans les contrats territoriaux

Les contrats de plan, contrats d'agglomération, contrats de ville, contrats de pays constituent les outils majeurs du développement culturel des territoires.

Il est essentiel d'éviter l'accumulation des conventions sectorielles au profit d'une meilleure articulation et cohérence globale entre les engagements pris dans la négociation des contrats Etat-région avec les autres types de contractualisation.

Il est souhaitable que les dispositifs déjà existants, tels que les contrats éducatifs locaux, les contrats ville/lecture et les relais-livres en campagne, les conventions de développement cinématographique et audiovisuel ville/cinéma, les opérations «un été au ciné», «cinéville», les conventions de ville pour l'architecture et le patrimoine, celles des villes et pays d'art et d'histoire, soient intégrés dans ces conventions thématiques «culture pour la ville- culture des villes», quand elles concernent la ville dans leur globalité, et

dans les conventions intercommunales de développement culturel ainsi que dans les conventions passées avec les départements.

#### 5.4.4 - Accompagner les collectivités territoriales dans leur coopération internationale

La mise en œuvre de l'action déconcentrée en matière internationale s'attachera en priorité au renforcement de la coopération et des échanges avec les pays de l'espace européen, tout particulièrement au niveau transfrontalier, et avec les pays de l'espace francophone. Cette coopération pourra s'étendre plus largement aux pays du pourtour méditerranéen.

Elle visera à renforcer les liens interculturels mais aussi à affirmer la diversité culturelle et linguistique.

Pour les départements d'outremer, les actions menées en partenariat avec les acteurs culturels des Etats de la Caraïbe, des Etats voisins de la Guyane et des Etats de l'océan indien constitueront une priorité naturelle dans le cadre des nouvelles dispositions de la loi d'orientation pour l'Outre-Mer, qui vise à renforcer les liens interculturels et à soutenir la diversité culturelle et linguistique.

L'action internationale sera intégrée dans les différents aspects de la politique culturelle menée par l'Etat en région, et s'efforcera de prendre place au sein des procédures de contractualisation en œuvre sur le territoire régional (conventions de développement culturel, contrats de pays, contrats d'agglomération, contrats de ville...).

Des coordinations devront s'établir dans le cadre des conventions proposées par l'AFAA aux collectivités territoriales, conformément à la convention signée entre l'Etat et l'AFAA le 17 novembre 2000. Il en ira de même pour les actions de coopération décentralisée soutenues par les procédures mises en œuvre par les préfetures de région (SGAR), sur crédits du ministère des affaires étrangères.

## **ANNEXES**

### **Textes de référence et indications techniques d'emploi des crédits**

#### **I. Soutenir la création et promouvoir la diversité culturelle**

##### **Arts plastiques**

Commande publique (43.92/50)

Dans l'attente, pour cette procédure, d'une circulaire qui tiendra compte des nouvelles dispositions du code des marchés publics en France, les crédits sont

attribués selon le schéma et les critères suivants :

### 1) Etudes de conception et études techniques

Les crédits d'étude sont versés à l'artiste après l'établissement par la DRAC et/ou le commanditaire d'un contrat.

Il conviendrait que ce contrat comporte : le cahier des charges de la commande, la nature de l'étude (maquettes, dessins...), les dates de rendu de l'étude ainsi que le montant des honoraires de l'artiste. En outre, le contrat doit comporter l'engagement des autres partenaires impliqués dans la réalisation éventuelle de la commande publique. Toutefois, ce contrat de conception peut être financé en totalité par l'Etat. Il s'analyse alors comme la commande d'un projet dont le rendu (maquette, documentation, préparation, définition...) sera inscrit sur les inventaires du fonds national d'art contemporain.

Ce mode d'emploi s'applique également à la réalisation d'études techniques complémentaires en cas de nécessité.

### 2) Réalisation

Après réception par le conseiller aux arts plastiques du rendu de l'étude ( proposition de l'artiste, contrat, plan de financement, fiches techniques, maquettes, photographies...), le projet est présenté par la DRAC au groupe de travail de la commande publique. La commission nationale de la commande publique donne ensuite un avis (consultatif) sur l'obtention des crédits nécessaires à la réalisation des différents projets examinés.

La réalisation est ensuite entreprise sous la direction du commanditaire qui en assure la maîtrise d'ouvrage. Le conseiller aux arts plastiques joue alors un rôle essentiel d'interface entre le commanditaire et l'artiste, et veille au respect des intentions du créateur.

Les crédits attribués par la délégation aux arts plastiques peuvent financer les honoraires de l'artiste pour le suivi de réalisation et participer aux coûts des travaux de réalisation.

### 3) Mise en valeur

Des mesures d'accompagnement pédagogique du projet sont souhaitables (publication, présentation au public...).

### **Maintenance et restauration**

La maintenance de l'œuvre ( entretien, restauration...) est à la charge du commanditaire, ou, en cas de dépôt, de la personne morale auprès de qui elle fait l'objet de ce dépôt.

La délégation aux arts plastiques pourra éventuellement participer aux travaux de restauration.

### **Aides individuelles aux artistes (43.30/10)**

Les aides individuelles à la création et les allocations d'installation d'ateliers obéissent aux principes suivants :

- elles doivent être soumises à l'avis d'une commission régionale ou interrégionale spécialisée, présidée par le préfet de région ou son représentant.
- les aides individuelles à la création (7 622 euros au plus) peuvent représenter la totalité du coût estimé du projet, dont le budget est approuvé par la commission. Elles sont réservées exclusivement aux artistes ayant une résidence principale dans la région concernée. Ces aides peuvent également contribuer à accompagner des artistes en résidence en partenariat avec des acteurs locaux disposant de lieux d'accueils.
- les allocations d'installation, d'un montant de 7 622 euros au plus, n'excèdent pas 50 % du budget prévisionnel de cette opération. Elles sont soumises à l'avis, soit de la commission déjà constituée pour l'attribution des aides individuelles précitées, soit d'une commission spécifique composée de représentants désignés par l'administration et de représentants désignés par les organisations professionnelles des artistes.
- les allocations exceptionnelles en faveur des artistes sont toujours financées sur les crédits du centre national des arts plastiques auquel vous pouvez adresser des demandes, en les argumentant et en les accompagnant des pièces justificatives.

### **Musique, danse, théâtre, spectacle**

#### A – Investissements (titre VI)

##### *1 - équipements des réseaux nationaux*

Sont à prendre en compte les programmes de construction, de réhabilitation et extension des établissements faisant partie des réseaux nationaux d'enseignement, de formation, de création et de diffusion soutenus par l'Etat, notamment les CEFEDM, CFMI, CCN, CDN, CDR CDNEJ, SN, pour lesquels il est recommandé d'appliquer un taux de subvention de l'Etat compris entre 25 % et 40 % de la dépense hors taxe. Il est souhaitable que vous puissiez prendre en compte les études préalables que vous pourrez subventionner à un taux allant jusqu'à 50 % afin que le ministère soit associé, en particulier par l'intermédiaire de l'architecte-conseil de la DMDTS, aux études de faisabilité, de programmation et aux jurys. En ce qui concerne les CNR et ENM, il est recommandé d'appliquer un taux maximum de 20 à 25 % de la dépense hors taxe.



## 2 - équipements liés à la politique du ministère de la culture

Sont à prendre en compte les projets présentant un intérêt particulier pour la politique menée par le ministère, en particulier les scènes de musiques actuelles, les scènes conventionnées, les lieux de fabrication pour les arts de la rue ou du cirque, les studios de répétition. Pour ces équipements vous appliquerez un taux de subvention compris entre 10 % et 35 % de la dépense hors taxe. Les porteurs de ces projets devront présenter un projet culturel justifiant les investissements envisagés.

## 3 - autres équipements

Pour des projets d'investissement dans des équipements qui ne sont pas destinés en leur totalité à la mise en œuvre d'actions relevant de la politique du ministère de la culture et de la communication, vous considérerez la seule dépense afférant aux équipements scéniques pour lesquels il est recommandé d'appliquer un taux de subvention compris entre 25 % et 40 % de la dépense hors taxe.

## 4 - équipements mobiles

En ce qui concerne les équipements mobiles, vous vous attacherez à valider la faisabilité pluriannuelle du projet de fonctionnement. Vous veillerez à ce que les statuts du bénéficiaire de la subvention prévoient, en cas de cessation d'activités, la dévolution de l'équipement à une collectivité publique.

## 5 - recommandations générales

Lorsque vous prendrez la décision de soutenir un projet d'équipement qui n'est pas encore en activité, vous vous attacherez à ce que vous soit présenté un projet culturel d'activités préalable que vous aurez validé. Vous pourrez, pour ce faire, solliciter l'administration centrale en tant que de besoin. Dès la programmation, vous veillerez à la complémentarité du projet d'équipement avec ceux existant dans la zone géographique concernée, ainsi qu'à l'insertion du projet architectural dans le milieu environnant, au regard notamment de la législation sur les espaces protégés.

Pour tout projet d'investissement, y compris pour les projets autres que ceux concernant les réseaux nationaux, vous pourrez éventuellement intégrer le coût des études a posteriori (cf. art. 8 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999).

Lorsque le bénéficiaire de la subvention d'investissement est une personne morale de droit privé, vous vous attacherez à ce qu'une durée au moins égale à celle de l'amortissement soit prévue dans la

convention de mise à disposition de l'équipement au service du projet soutenu au titre du fonctionnement. Vous y veillerez tout particulièrement lorsque l'acquisition de foncier, comme le prévoit le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999, est intégré à la dépense subventionnée.

Ne sont pas pris en compte les travaux d'entretien des bâtiments relevant des responsabilités du propriétaire (clos et couvert et VRD).

## B – Financement du fonctionnement des établissements d'enseignement artistique classés

Celui-ci est prévu à l'article 63 de la loi modifiée n° 83-663 du 22 juillet 1983. En conséquence, les collectivités de tutelle n'ont pas à solliciter de subventions.

## C – Les Bourses d'études

Leur attribution dans les établissements d'enseignement spécialisé comme dans les établissements de formation professionnelle prendra en compte, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 l'harmonisation et l'alignement du système du ministère de la culture et de la communication sur celui en vigueur à l'éducation nationale. Ces opérations consistent en la revalorisation des taux de bourses servies et le relèvement du plafond des ressources. Ces dispositions seront précisées, par voie de circulaire, aux préfets.

## **Emplois-jeunes**

Loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 créant les emplois jeunes

Décret n° 97-954 du 17 octobre 1997

Circulaire DGEFP n° 98-16 du 16 avril 1998

Circulaire DGEFP n° 98-17 du 16 avril 1998

Circulaire DGEFP n° 99-19 du 12 avril 1999

Lettre de la ministre de l'emploi et de la solidarité aux préfets MES/CAB/2000 02 du 28 février 2000

Circulaire DGEFP n° 2000-14 du 30 mai 2000

Les différents accords cadres signés par le ministère de la culture et de la communication

## **II. Favoriser un égal accès de tous à la culture**

### **Education artistique**

Loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques

Décret d'application du 10 mai 1988

Protocole d'accord culture - éducation du 17 novembre 1993

Convention culture - éducation du 28 mai 1997

Circulaire culture - éducation du 9 juillet 1998

Protocole d'accord culture - éducation du 17 novembre 1993

Circulaire culture - éducation du 22 juillet 1998 «de la maternelle à l'université»

Protocole d'accord ministère de l'éducation nationale (direction des enseignements supérieurs)/ministère de la culture et de la communication (délégation aux arts plastiques) du 11 octobre 2000 sur l'enseignement supérieur dans les écoles d'art.

Circulaire interministérielle du 22 novembre 2000 sur les contrats éducatifs locaux (parue au BOEN n° 43 du 30 novembre 2000).

Circulaire n° 2001-104 du 14.06.2001 sur les classes à projet artistique et culturel

Note de service n° 2001-0103 du 11.05. 2001 parue au BOEN n° 24 du 14.06.2001 sur les ateliers artistiques

Circulaire du 21.02.2001 – ministère de la culture – application du plan pour les arts et la culture

### **Pratiques en amateur**

Circulaire sur les pratiques en amateur du 15 juin 1999

Accords interministériels

Loi lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998

### Jeunesse et sports

Charte d'objectifs culture/fédérations d'éducation populaire du 30 juin 1999

Protocole de coopération interministérielle du 31.10.2001

### Agriculture

Convention culture/agriculture du 17 juillet 1990

Convention nationale avec la fédération des parcs naturels régionaux

Circulaire culture/agriculture du 3 août 2000

### Santé

Convention culture - santé et action sociale du 4 mai 1999

### **Petite enfance**

Protocole interministériel secrétariat d'Etat chargé de la famille (ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale)/culture du 15 juin 1989

Circulaire du 18 mai 1989

### Justice

Protocole interministériel justice/culture du 25 janvier 1986

Protocole interministériel justice/culture du 15 janvier 1990

Circulaire culture - justice du 15 janvier 1990 (DPJJ-DLL-DDF)

Convention direction de l'administration pénitentiaire - DLL du 10 avril 1991

Circulaire d'application (DDF - direction de l'administration pénitentiaire) du 30 mars 1995 «la mise en œuvre de programmes culturels adressés aux personnes placées sous main de justice»

### Tourisme

Convention culture- secrétariat d'Etat au tourisme, du 7 octobre 1987

Convention culture- secrétariat d'Etat au tourisme, du 18 juin 1998

### Livre et lecture

Circulaire du 24 mars 1997 sur les classes lecture-découverte du livre

Circulaire du 17 février 1998 sur le recrutement et la formation des médiateurs du livre.

## **III. Enrichir, conserver et valoriser le patrimoine**

### **Architecture et Patrimoine**

Circulaire n° 178441 du 9 décembre 1999 relatives aux priorités de la politique de l'architecture et du patrimoine,

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques,

Décret n° 87-312 du 5 mai 1987 relatif aux honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et aux vérificateurs,

Arrêté du 30 juin 1987 définissant les modalités d'application aux travaux sur les monuments classés du décret n° 87-312 du 5 mai 1987 relatif aux honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et aux vérificateurs,

Circulaire n° 2000/033 du 18 septembre 2000 sur les missions incombant aux architectes en chef des monuments historiques,

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France,

Circulaire du 4 octobre 2000 relative à la mise en place d'architectes-conseils auprès des DRAC,

Décret n° 95-501 du 26 avril 1995 relatif aux missions et aux rémunérations des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,

Arrêté du 6 novembre 1995 relatif aux vacations des techniciens-conseils pour les orgues,

Décret n° 85-410 relatif à la commission nationale de

l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France

Circulaire n° 2001-016 du 20 juin 2001 relative aux modalités de conduite de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France

Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

Circulaire n° 2001-018 du 12 juillet 2001 relative aux dépenses de fonctionnement pour la réalisation de la carte archéologique

Décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au centre des monuments nationaux

Circulaire n° 2001-014 du 13 juin 2001 relative au centre des monuments nationaux

Circulaire du 8 février 1999 relative aux éditions du patrimoine

Globalisation des crédits d'investissement pour les opérations déconcentrées sur le patrimoine monumental

La nomenclature budgétaire pour 2002 globalise les crédits d'investissement des chapitres 56-20 et 66-20, destinés aux opérations déconcentrées portant sur le patrimoine monumental, c'est-à-dire les opérations portant sur :

- la qualité architecturale, les études, abords, secteurs sauvegardés et espaces protégés
- les monuments historiques, appartenant ou non à l'Etat
- les édifices ruraux et jardins non protégés
- l'archéologie
- les études patrimoniales à caractère général.

L'ensemble de ces crédits seront regroupés sur un article de prévision unique pour chacun des deux chapitres : le chapitre 56-20-20, doté de 93,203 M• (611,37 MF) et le chapitre 66-20-60, doté de 44,845 M• (284,162 MF).

Ces montants correspondent, en 2002, à ceux des crédits des opérations 2001 de catégorie II sur les anciens articles (compte tenu de la disparition des crédits qui servaient à l'archéologie préventive, en application de la réforme qui en confie le financement au nouvel établissement public).

Cette mesure traduit budgétairement la réforme qui a unifié les domaines du patrimoine et de l'architecture : elle devra servir prioritairement à optimiser les taux d'affectation et d'engagement dans l'année des autorisations de programme qui vous sont attribuées. L'amélioration de la consommation des crédits est désormais un critère déterminant de l'évolution des dotations que vous demanderez.

Il revient donc personnellement aux directeurs régionaux de veiller à la programmation et à son ajustement en cours d'exercice ; elle doit être préparée en concertation avec les chefs de services patrimoniaux de la DRAC ainsi que les chefs de SDAP pour ce qui concerne les crédits intéressant leur action : crédits d'études, pour qui un effort particulier vous est demandé, crédits pour le patrimoine non protégé, ainsi que les crédits d'entretien des chapitres 35-20 et 43-30. Elle intégrera par ailleurs les programmes élaborés pour les monuments nationaux selon la procédure prescrite par le décret du 21 avril 2000 et la circulaire du 13 juin 2001, relatifs au centre des monuments nationaux.

La globalisation des crédits ne porte que sur les articles de prévision et non ceux d'exécution, qui conservent la répartition entre les domaines rappelés ci-dessus à l'exception de l'ex-article 90 «études». Dans la nouvelle nomenclature cette ligne budgétaire disparaît au niveau de l'article spécifique d'exécution. Il reste bien entendu possible de financer des études dans tous les domaines patrimoniaux en imputant ces dépenses sur le paragraphe 70 de chaque article d'exécution : monuments historiques, archéologie, qualité architecturale et espaces protégés ; les études d'«inventaire» se rattachant selon leur thème à l'un de ces domaines. Le ministère doit bien entendu garder la possibilité de suivre, d'évaluer et de rendre compte de la mise en œuvre des politiques menées en application des différentes législations spécifiques qui régissent la préservation du patrimoine et de la qualité architecturale ; la saisie des opérations sur les outils informatiques (SIAD, NDL) devra obligatoirement préciser leur nature.

### **Imputation des études de ZPPAUP**

Les études de ZPPAUP, qui étaient jusqu'ici réalisés pour partie sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat (investissement du chapitre 56-20) seront désormais menées de façon décentralisée et l'Etat y participera par des subventions du chapitre 66-20 ; les crédits correspondants feront l'objet d'un virement en cours de gestion de la ligne budgétaire 66-20-30 vers la ligne budgétaire 66-20-60. Les crédits seront alors délégués.

### **Subventions pour la recherche archéologique**

Il convient d'appliquer aux titulaires d'opérations de prospection et d'inventaire les dispositions de la circulaire conjointe des directeurs de l'architecture et du patrimoine et de l'administration générale, n° 2001/018 du 12 juillet 2001, relative aux modalités d'emploi des crédits de fonctionnement pour la réalisation de la carte archéologique nationale.

Ces dispositions s'appliquent également au financement des interventions des services ou de leurs collaborateurs extérieurs en cas de découvertes fortuites en vue de leur identification.

L'application aux opérations de recherche archéologique des dispositions du décret du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement a suscité des difficultés et des retards dans la mise en place des crédits, auxquels une meilleure association du contrôle financier local à la préparation des projets, ou à l'élaboration de conventions-type visera à remédier.

Le rôle de l'Etat, confirmé par la loi du 17 janvier 2001, pour dresser et mettre à jour la carte archéologique nationale, doit se traduire par le recrutement de fonctionnaires de recherche affectés dans les services régionaux de l'archéologie, soit au terme de la seconde phase, un nombre total de 70 agents.

Il est rappelé que les frais de fonctionnements afférents à la carte archéologique font partie du budget de fonctionnement de la DRAC (chapitre 34-97).

### **Vacations**

Les crédits délégués par la direction de l'architecture et du patrimoine sur les articles 31-90-20 et 31-90-65 doivent être réservés à la satisfaction soit des besoins liés aux missions spécifiques de la DAPA (architectes-conseils et consultants lorsqu'ils ont été mis en place, techniciens spécifiques et orgues en tant que de besoin), soit aux besoins ponctuels ou saisonniers des domaines et sites relevant de cette direction (surveillance et jardins) à l'exclusion des besoins en personnels administratifs.

### **Centre des monuments nationaux**

La récente circulaire d'application du décret du 21 avril 2000 rappelle les éléments de la réforme du centre des monuments nationaux qui impliquent directement les services de l'Etat :

- l'élaboration concertée des projets de monuments que doit mener l'établissement,
- la volonté d'y inclure des activités liées à la création contemporaine en s'appuyant sur l'expertise des DRAC,
- le rôle donné à l'administrateur de monuments comme chef d'établissement,
- la procédure spécifique de programmation de travaux immobiliers à laquelle vous apporterez une attention particulière.

Par ailleurs, le récent décret a confirmé la mission confiée à l'établissement comme éditeur public, chargé

des publications scientifiques issues des travaux des services de l'architecture et du patrimoine, et de la labellisation des éditions régionales du patrimoine, prévue par la circulaire du 8 février 1999.

### **Archives**

#### Subventions d'investissement (titre VI)

Vous subventionnez en priorité les reconstructions et extensions des bâtiments des services départementaux d'archives, conformément au décret du 19 décembre 1999. Ces interventions pourront s'étendre à des projets concernant des bâtiments des autres collectivités territoriales, pourvu que le service figure sur l'arrêté du 31 juillet 2000 précisant les services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur et de conservateur en chef territorial du patrimoine (Journal officiel du 23 août). Il est demandé de limiter comme précédemment la participation de l'Etat à hauteur maximum de 30 % de la dépense subventionnée. Ces aides sont subordonnées au visa technique de la direction des archives de France en application de l'article R 1421-6 du code général des collectivités territoriales. Vous veillerez également à la bonne insertion du projet architectural dans le milieu environnant, au regard notamment de la législation sur les espaces protégés.

#### Interventions du titre IV

Les bénéficiaires pourront être des collectivités locales (départements, communes ou leurs groupements), des établissements publics sous tutelle de l'Etat ou des collectivités territoriales ou des personnes morales de droit privé. Les directeurs des services départementaux d'archives pourront être consultés en tant que de besoin.

Les organismes bénéficiaires des subventions devront transmettre à la DRAC, à la direction des archives de France et au directeur des archives de leur département un exemplaire des publications réalisées quels que soient leurs supports.

### **Arts plastiques**

#### Acquisitions (43.92/50)

#### Dépôts

Les mises en dépôt feront l'objet de conventions entre les FRAC et les structures concernées, afin de définir les responsabilités du dépositaire. On pourra, à cet égard, s'inspirer des règles posées par le décret du 29 août 2000 relatif à la gestion du fonds national d'art contemporain.

## Acquisitions

Les acquisitions doivent être effectuées sur la base des propositions formulées par un comité technique. Il convient d'éviter qu'il y ait, dans une même région, des acquisitions similaires à celles effectuées par les FRAM.

## Conservation et restauration des œuvres

La conservation ainsi que la restauration des œuvres devront faire l'objet d'une programmation pluriannuelle.

## **Musées**

### Textes législatifs et réglementaires

Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France,

Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983,

Article 24 de la loi du 23 juillet 1987,

Décret n° 71-255 du 29 mars 1971 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945,

Décret n° 82-107 du 28 janvier 1982, article 3,

Décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999,

Ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée, Article L 14-23 1 et 3 du code général des collectivités territoriales,

Arrêté du 30 mai 2000 pris en vertu du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999,

Arrêté du 17 octobre 2000 pris en application de l'article 3 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999,

Circulaires et fiches établies par le ministère chargé de la culture,

Projet scientifique et culturel (cf. muséofiches du 1<sup>er</sup> janvier 2000),

Circulaire n° 92/5 du 10 décembre 1992 relative à l'organisation du dispositif muséostat,

Lettre circulaire du 23 juin 1982 relative aux fonds régionaux d'acquisition pour les musées,

Circulaire n° 903 du 9 juillet 1998 relative à l'examen, par le conseil artistique des musées classés et contrôlés, des propositions d'acquisition d'œuvres d'art émanant des musées classés et contrôlés.

Circulaire n° 2000/032 portant sur l'exercice du contrôle technique de l'Etat en matière de restauration des collections des musées classés et contrôlés,

Circulaire n° 2000/036 relative au projet de création de fonds régionaux d'aide à la restauration (F.R.A.R.) d'œuvres des collections des musées classés et contrôlés,

Fiche de programmation financière (cf. muséofiches du 1<sup>er</sup> janvier 2000) :

Sur la base du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 régissant le régime des subventions de l'Etat en matière d'investissement, une participation financière pourra être accordée phase par phase :

- pour des études préalables (études de publics, de conservation préventive...) et de programmation,
- pour le recrutement des maîtres d'œuvre (concours...) et la réalisation des études de maîtrise d'œuvre (APS, APD),
- pour la réalisation des différentes tranches des travaux de construction, d'extension ou d'aménagement muséographique sur la base de l'avant-projet définitif validé par la direction des musées de France.

Ce découpage en phase s'applique également au soutien que vous apporterez aux ateliers de restauration.

Le volet subventionné de l'opération devra être déterminé au cas par cas en fonction de la nature et des éléments du projet.

En matière d'investissement, le financement des opérations d'entretien courant, quelle que soit leur importance, ou d'équipement courant ne peut être pris en charge.

## **FRAC et centre d'art**

### Fonctionnement des structures (43.30/10)

Dans l'attente de la circulaire relative aux Frac en 2002, il convient de conférer à ces institutions une identité propre, ainsi que d'accroître leurs moyens de diffusion (FRAC) ou leurs partenariats (centres d'art) afin de sensibiliser des publics plus diversifiés.

## **Architecture**

### Enseignement

Vous vous emploierez à faciliter la participation des écoles d'architecture au réseau de diffusion de l'architecture dans votre région. Vous veillerez à ce que les services publics, et d'abord ceux du ministère, fassent aux étudiants en architecture des offres de stage du 3<sup>e</sup> cycle ; les crédits nécessaires à la gratification des stagiaires seront mis en place sur le chapitre 31-90. Enfin, vous participerez à la réalisation du plan de rénovation immobilier des écoles, tant en assurant les négociations avec les collectivités territoriales concernées, qu'en veillant aux conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage de ces opérations.

## Musées

L'observatoire permanent des publics de musées (OPP) consiste en une méthode d'enquête portant sur les visiteurs et constitue une aide à la décision à l'intention des responsables de musées, des collectivités territoriales et de l'administration. La participation d'un musée se traduit par la mise en place, pour une durée normale d'un an, d'une enquête auprès des visiteurs, visant notamment à décrire leurs caractéristiques socio-démographiques, la motivation et les antécédents de leur visite, leur appréciation concernant certains paramètres (accueil, informations, confort de visite, produits dérivés, boutique, etc.).

## V. Poursuivre l'aménagement et le développement culturel du territoire

Loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle,

Loi n°99-553 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire,

Décret n°2000-909 du 19 septembre 2000 du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement relatif aux pays,

Loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Circulaire interministérielle du 6 juin 2001 relative à la mise en œuvre des contrats d'agglomération,

Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Circulaire ministère de la culture et de la communication/ministère délégué à la ville n° 2000/024 du 19 juin 2000 relative à la préparation et au suivi des volets culture des contrats de ville,

Circulaire du Premier ministre du 11 décembre 2000 sur le schéma des services collectifs,

Circulaire Premier ministre du 9 novembre 2000 sur le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT),

Loi d'orientation pour l'Outre-Mer du 23 décembre 2000,

Circulaire du 23 octobre 2000 sur les protocoles de décentralisation culturelle.

## Livre et lecture

Circulaire du 17 mars 1993 sur la deuxième part du concours particulier des bibliothèques complétée par la circulaire du 11 mars 1999,

Circulaire du 22 mai 1996 sur les relais-livres en campagne,

Circulaire du 17 juillet 1998 sur les contrats ville-lecture.

## **Circulaire n° 2002/004 du 20 février 2002 relative à l'application de la loi démocratie de proximité.**

La ministre de la culture et de la communication

Le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle  
à

Madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

Mesdames et messieurs les chefs de service départemental de l'architecture et du patrimoine

Nous vous adressons ci-joint la circulaire qui concerne les mesures relatives à l'application de la loi démocratie de proximité en matière de décentralisation culturelle.

Nous avons pris l'initiative en juin 2000 d'engager le programme des protocoles de décentralisation culturelle. Cette démarche expérimentale a enregistré des résultats positifs et concrets en 2001. Six protocoles ont été signés dans le domaine du patrimoine, un dans le domaine de l'enseignement artistique, pour un montant global de 15 millions de francs (2,3 millions d'euros). Cette démarche sera poursuivie en 2002. Une mesure nouvelle de 1,2 millions d'euros est prévue à cet effet au budget pour 2002.

Pour ce qui concerne le domaine patrimonial, la représentation nationale vient de voter la loi dite de démocratie de proximité, qui prévoit notamment une disposition relative à l'expérimentation de la décentralisation culturelle dans le domaine patrimonial. Le texte adopté étend le champ ouvert à l'expérimentation qui avait été déjà voulue par le ministère. Il garantit la possibilité pour l'Etat de négocier sur chacun des points concernés l'étendue du champ des compétences testées. Cette disposition doit ainsi permettre de maintenir l'esprit et les modalités du conventionnement avec les collectivités territoriales intéressées, conformément aux protocoles déjà engagés et d'éviter toute remise en cause hâtive et inadaptée des missions de l'Etat, notamment en matière d'inventaire, d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et d'autorisation des travaux.

De manière plus générale, l'article 111 ne remet pas en cause les orientations politiques et techniques précédemment arrêtées. Ainsi, les objectifs généraux assignés à l'expérimentation en matière patrimoniale - définir des critères permettant de déterminer, au terme de la période d'expérimentation, les compétences des collectivités territoriales et celles de l'Etat, et en particulier le niveau de collectivité territoriale le plus pertinent dans chaque domaine éventuellement transféré - demeurent et doivent être rappelés.

Dans les domaines particulièrement sensibles de l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et des autorisations de travaux, les évolutions possibles ne pourront résulter que d'un examen approfondi des garanties offertes par les procédures envisagées, et d'un travail préalable effectué, en particulier avec les administrations fiscales pour encadrer les incidences sur les ressources de l'Etat des décisions qui seraient prises par les collectivités territoriales, auxquelles auraient été transférées les compétences correspondantes.

Certains points du dispositif feront l'objet de précisions avant toute mise en œuvre. Il en est ainsi du transfert expérimental de la compétence de l'Etat en matière d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques qui nous a conduit à saisir le ministre de l'économie et des finances des conséquences fiscales de cette mesure au regard des dispositions actuelles du code général des impôts qui n'a pas été modifié. C'est le cas également du transfert expérimental de la compétence de l'Etat en matière «d'autorisation de travaux» sur les immeubles inscrits et dans leurs abords.

Il convient de souligner que l'expérimentation revêt d'autres enjeux que le seul éventuel transfert des prérogatives de l'Etat. L'expérience acquise dans le domaine du patrimoine, à partir notamment des protocoles engagés en 2001, montre l'attachement des collectivités territoriales au développement prioritaire de leurs responsabilités en matière d'aménagement territorial et de valorisation auprès des publics sur la base d'un partenariat renouvelé avec l'Etat. Ceci doit rester en 2002, l'orientation essentielle des protocoles susceptibles d'être négociés.

Le directeur du cabinet de la ministre de la culture  
et de la communication,  
Jacques Vistel

Le directeur du cabinet du secrétaire d'Etat au patrimoine  
et à la déconcentration culturelle,  
Alain Van der Malière

## ANNEXE

### **I - Mesures relatives à l'application de la loi démocratie de proximité dans le domaine culturel**

L'assemblée nationale et le sénat ont adopté, respectivement le 5 février 2002 et le 13 février 2002, les textes proposés par la commission mixte paritaire d'une part en matière d'expérimentation de mesures de décentralisation dans le domaine du patrimoine (article 111) et, d'autre part, en ce qui concerne la procédure de recours contre les avis conformes des architectes des bâtiments de France sur les autorisations

de travaux dans les espaces protégés (article 112). Vous trouverez ci-joint le texte de ces articles qui font, pour leur mise en œuvre, l'objet des présentes instructions.

#### **I-1. Procédure à suivre**

Lorsqu'ils seront saisis de demande d'application de l'article 111 par les collectivités territoriales, les directeurs régionaux des affaires culturelles prépareront sous votre autorité, avec l'assistance de la direction de l'architecture et du patrimoine et de la délégation au développement et à l'action territoriale, les nouveaux projets de convention, permettant la mise en œuvre du dispositif expérimental quand les termes de la demande se réfèrent explicitement au texte de loi et dépassent le champ d'application prévu par les protocoles de décentralisation culturelle. Ils y associeront les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

Dans ces conditions, les projets de convention concernant le patrimoine feront ensuite l'objet d'une validation par un comité de pilotage ministériel présidé par la directrice de l'architecture et du patrimoine et auquel participeront les autres directeurs d'administration centrale concernés (délégation au développement et à l'action territoriale et direction de l'administration générale), ainsi que des représentants des services déconcentrés du ministère de la culture. Ce comité de pilotage ministériel sera régulièrement informé par les directeurs régionaux des affaires culturelles du suivi de la mise en œuvre des conventions pendant la durée de l'expérimentation. Il recevra l'appui méthodologique permanent du groupe national de suivi et d'évaluation des protocoles de décentralisation culturelle (GNEPD) présidé par René Rizzardo et dont le rapporteur général est Jean-Marie Pontier, professeur d'université. L'évaluation finale de cette mise en œuvre et la préparation du bilan des expérimentations seront effectuées par ce comité de pilotage avec l'appui méthodologique du GNEPD.

Nous avons demandé aux directeurs d'administration centrale concernés, et en particulier à la directrice de l'architecture et du patrimoine, de veiller à l'association des personnels et de leurs organisations représentatives aux différentes étapes de cette démarche. Cette exigence de concertation vaut aussi pour les directeurs régionaux des affaires culturelles et les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

#### **I-2. Modalités de mise en œuvre**

Des instructions définitives vous seront données dès que les points qui méritent d'être encore précisés l'auront été.

Mais d'ores et déjà, il convient d'apporter un certain nombre de précisions techniques destinées à permettre aux directeurs régionaux des affaires culturelles de se positionner par rapport aux demandes de mise en œuvre de l'article 111 et d'assurer l'information des personnels. Ces précisions concernant le niveau pertinent de décentralisation à retenir ou privilégier, la procédure de protection des édifices en vue d'une inscription et la procédure de gestion des travaux sur les édifices inscrits.

Les édifices inscrits ou proposés à l'inscription appartenant à l'Etat ne peuvent, par définition, être soumis à la compétence d'une autre collectivité ; ils seront exclus de l'expérimentation. Par ailleurs, lors des expérimentations, l'Etat conserve ses prérogatives en matière de contrôle scientifique et technique et reste garant de la cohérence scientifique nationale. Les conventions que vos services prépareront devront prévoir que l'Etat reste chargé de veiller à ce besoin de cohérence nationale, qu'il s'agisse de la doctrine de la protection, des outils méthodologiques de l'inventaire ou de l'égalité d'accès des citoyens à l'information. Vous prévoirez dans ces conventions les clauses juridiques nécessaires à cet égard et, en particulier, un pouvoir de substitution de l'Etat en cas de défaillance grave. Vous exercerez en outre le contrôle de légalité de droit commun sur les actes des collectivités territoriales qui bénéficieront de transferts expérimentaux de compétences.

En outre, vous veillerez, lors de l'élaboration des conventions, à ce qu'y figurent des clauses adaptées, préservant la plus-value scientifique qu'apportent les intervenants dans les procédures actuelles, notamment les architectes en chef des monuments historiques et l'inspection des monuments historiques.

De manière générale, les personnels des directions régionales des affaires culturelles et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine, ainsi d'ailleurs que les architectes des bâtiments de France pour ce qui concerne leurs compétences propres, exerceront leurs attributions dans les territoires d'expérimentation pour le compte des collectivités territoriales dans la limite des compétences expérimentalement transférées. Dès lors, il ne s'agit pas d'une mise à disposition statutaire des personnels, qui est difficilement praticable dans un cadre expérimental, mais, à l'instar des solutions déjà appliquées dans d'autres domaines, d'un engagement pris par l'Etat dans la convention de dégager une partie du temps de travail de ces personnels qui sera consacrée aux compétences transférées à titre expérimental.

### I-2-1. Le niveau de collectivité territoriale à retenir ou privilégier pour exercer les compétences transférées à titre expérimental

Compte tenu de la diversité des champs prévus par l'article 111, il n'existe pas de solution unique. En conséquence, et en l'absence de toute précision dans la loi, les conventions d'expérimentation peuvent être conclues, selon les cas, soit avec une région, soit avec un département, soit même avec une commune, voire un de leurs groupements, en fonction des compétences dont il s'agit d'expérimenter le transfert.

En matière d'inventaire général des monuments et richesses artistiques, à l'instar des partenariats qui existent déjà aux différents niveaux de collectivité territoriale, toutes les solutions peuvent être envisagées pour sa conduite. D'ores et déjà, les protocoles de décentralisation existants retiennent en matière d'inventaire la solution départementale. Hors protocole de décentralisation, d'autres formules de partenariats existent. Cette démarche pragmatique devra être poursuivie de manière à disposer au terme des expérimentations d'un bilan diversifié grâce à une expérimentation ayant fait appel aux régions, départements ou communes, voire leurs groupements ou des parcs naturels régionaux. Les conventions en matière d'inventaire général préciseront que celui-ci doit être conduit sur la base des outils méthodologiques fournis par l'Etat, garant du caractère national et de la cohérence scientifique de cet inventaire. Les dispositions rappelées ci-dessus en matière de mise à disposition du personnel trouveront à s'appliquer de manière à réunir ou maintenir une équipe composée des différentes compétences nécessaires à la conduite de l'inventaire et à la mise en place de l'atlas du patrimoine.

S'agissant de la protection des monuments, pour des exigences de cohérence doctrinale, comme de pratique, il conviendra de privilégier le niveau régional et départemental, pour les travaux.

En matière de protection des monuments historiques, l'expérience de la déconcentration prouve que le niveau régional est le plus approprié. L'échelle du territoire est suffisamment vaste pour permettre des comparaisons significatives entre les édifices protégés et à protéger et appliquer des critères homogènes pour effectuer la sélection. Le recul dont on dispose ainsi permet de prendre les décisions de protection avec l'objectivité et la sérénité requises. En outre, le niveau régional sera conservé pour les procédures qui continueront à relever de l'Etat, lequel conservera une capacité d'initiative en matière de protection, avec



obligation d'examen des propositions de classement par la CRPS. Il est donc cohérent que les procédures relevant d'une collectivité territoriale en matière de protection soient situées au même niveau, ce qui permettra plus facilement de maintenir une unité de doctrine et de mettre en œuvre des modes de fonctionnement harmonisés. Cependant, il ne faut pas s'interdire d'étendre, en particulier au niveau départemental, la capacité de proposer et d'instruire les mesures de protection, mais à la condition de conserver la compétence scientifique régionale au travers de la CRPS.

La décentralisation des procédures de travaux peut être envisagée au niveau régional, ou au niveau départemental qui est un niveau de gestion de proximité. Une décentralisation départementale ne ferait en réalité que suivre l'exemple de la décentralisation de fait des travaux sur les objets inscrits, déjà en œuvre dans les départements où ces travaux sont suivis par des conservateurs des antiquités et objets d'art. Plusieurs départements ont d'ailleurs déjà de véritables services territoriaux du patrimoine.

#### I-2-2. La procédure de protection d'un édifice en vue d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Dans ce domaine, il a été décidé de privilégier le niveau régional dans le cadre de l'expérimentation pour les motifs indiqués au point I-2-1. Il est souhaitable que la commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS), qui continuera d'étudier les propositions de classement, reste compétente pour instruire les propositions d'inscription qui, dans le cadre d'une expérimentation, émanerait d'une collectivité territoriale. Le maintien d'une commission unique contribuera à permettre une indispensable unité de doctrine. En outre, la loi relative à la démocratie de proximité n'a en définitive pas retenu la proposition faite par le sénat de créer une nouvelle commission à l'échelon départemental, et s'en tient à la proposition du gouvernement de créer une section spécifique au sein de la CRPS pour statuer sur les recours contre les avis des architectes des bâtiments de France ; la CRPS s'en trouve confortée en tant qu'instance régionale de synthèse.

En conséquence, la procédure de protection qui pourrait être mise en œuvre dans le cadre d'une expérimentation est la suivante : l'instruction des dossiers de protection sera menée par les chargés d'études documentaires des cellules de recensement des conservations régionales des monuments historiques au sein des DRAC, dans le cadre de leurs missions d'Etat s'il s'agit d'édifices appartenant à l'Etat, ou pour le compte de la région s'il s'agit

d'édifices ne lui appartenant pas. La collectivité territoriale pourra, si elle le souhaite, recourir à d'autres chargés d'étude, par le biais notamment de contrats, mais à condition que ceux-ci respectent la méthodologie générale de la protection. A cet égard, le manuel de méthodologie de la protection publié en 1996 sera prochainement mis à jour et diffusé.

Le programme général de travail et les dossiers des édifices à protéger seront définis au cours de réunions périodiques tenues entre les services de la direction régionale des affaires culturelles et les services de la collectivité territoriale. Lorsque l'instruction aura été effectuée et que les différents avis scientifiques et techniques auront été recueillis, un nouveau contact sera établi entre les deux services pour acter l'accord sur le principe de proposition de protection et pour établir l'ordre du jour de la CRPS à faire approuver par le préfet et par le président du conseil régional. Lorsque le dossier sera présenté à la CRPS, le préfet et le président du conseil régional co-présideront cette commission ; il y aura également coprésidence de la délégation permanente.

Le président du conseil régional signera les décisions de refus de protection et les arrêtés d'inscription définitive ou préalable à un classement. Les formalités de notification et de publication seront préparées par les services de la DRAC pour le compte de la collectivité territoriale. Les décisions de classement continueront de relever de la compétence ministérielle sur proposition du préfet, ainsi que les instances de classement.

La mise en place d'une telle procédure dans le cadre d'une expérimentation ne nécessitera pas, a priori, de modifications des textes réglementaires, la convention à intervenir pouvant préciser les adaptations nécessaires des procédures sur le fondement de la loi et la base des présentes instructions. De même, les effets juridiques attachés aux mesures d'inscription, notamment leurs conséquences fiscales ou pénales, ne s'en trouveront pas affectées du seul fait du changement d'autorité ayant la capacité de décision. Cependant, ces points sont en cours de vérification juridique approfondie, car il est important de se prémunir face à d'éventuels contentieux, les décisions d'inscription étant prises, de surcroît, sans nécessité d'un accord des propriétaires.

En ce qui concerne les objets mobiliers, même si l'article 111 n'a pas prévu d'expérimenter un transfert de compétence en ce qui concerne leur protection, qui n'est donc pas juridiquement réalisable, nous ne pouvons que recommander qu'une réflexion soit conduite sur ce plan avec les départements qui pourraient être intéressés.

### I-2-3. La procédure de gestion des travaux sur les édifices inscrits

S'agissant de la déclaration préalable de travaux sur les immeubles inscrits prévue par la loi de 1913, celle-ci sera adressée par les services de l'Etat, qui en resteront destinataires la loi de 1913 n'ayant pas été modifiée, au président du conseil régional ou au président du conseil général, selon le niveau de l'expérimentation. Cette autorité pourra alors faire formuler des prescriptions scientifiques et techniques par les services de l'Etat, mis à sa disposition dans ce cadre (DRAC ou SDAP). Si elle souhaite s'opposer aux travaux, cette autorité pourra demander, dans les quatre mois, au préfet de région d'engager la procédure de classement. Ainsi l'expérimentation n'engendre pas de difficultés particulières.

Pour permettre le bilan de l'expérimentation prévu par la loi, le directeur régional des affaires culturelles compétent sur le territoire d'expérimentation devra être destinataire de l'ensemble des avis donnés chaque année dans le cadre de la procédure de déclaration préalable, qu'ils l'aient été par ses services pour le compte de l'autorité décentralisée ou par les services de celle-ci.

S'agissant du permis de démolir relatif à un édifice inscrit, il n'est pas envisageable, même à titre expérimental, qu'un président de conseil régional, ou de conseil général, refuse la démolition d'un édifice inscrit appartenant à une commune au maire de celle-ci, car cela constituerait une tutelle exercée par une collectivité territoriale sur une autre collectivité territoriale. Un tel dispositif ne pourrait être envisagé en conséquence que pour les immeubles appartenant aux propriétaires privés. Pour éviter la complexité résultant d'un régime différent selon la qualité du propriétaire, il est préférable d'exclure des futurs dispositifs conventionnels le transfert de cette compétence.

Par ailleurs, il sera possible d'évaluer le montant des crédits de subvention affectés par l'Etat aux travaux sur les édifices inscrits et de procéder à un transfert. A cet égard, vous privilégiez le niveau régional, sans exclure toutefois le niveau départemental, pour éviter des répartitions d'un montant unitaire trop faible pour être pertinent. Les modalités de ce transfert seront définies dans les conventions : il s'agira d'une dotation globale représentant le montant des crédits des trois dernières années, hors crédits spécifiques liés à la

tempête de décembre 2000. Cette évaluation posera la question du sort des crédits affectés aux travaux sur les objets inscrits et au patrimoine rural non protégé qu'il sera cohérent de transférer également dans le cadre d'une expérimentation.

### **II - Sur la procédure de recours contre les avis conformes des architectes des bâtiments de France (article 112)**

Cet article a pour objet d'améliorer la procédure de recours contre les avis conformes des architectes des bâtiments de France qui existe depuis la loi n° 97-179 du 28 février 1997. Il s'agit d'une réforme définitive qui, à la différence des mesures prévues au point I de la présente circulaire, n'a pas un caractère expérimental. Cette modernisation a été jugée indispensable tant par le gouvernement, que par la représentation nationale.

La mise en œuvre du dispositif de l'article 112 est subordonnée à l'intervention de dispositions réglementaires d'application à la fois pour permettre la création au sein des CRPS de la section chargée de donner au préfet un avis sur ces recours et pour instaurer les délais de recours et d'instruction applicables à cette nouvelle procédure. En conséquence, le décret n° 99-78 du 5 février 1999 pris pour l'application de la loi du 28 février 1997 sera modifié en conséquence. Dans l'attente de sa publication, qui sera très rapide, la procédure actuellement applicable est maintenue.

Nous appelons tout particulièrement votre attention sur l'importance qui s'attache à l'application des présentes instructions et vous demandons de nous tenir informés de toutes difficultés à cet égard.

Vous demanderez aux directeurs régionaux des affaires culturelles et aux chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine de porter immédiatement les présentes instructions à la connaissance de leurs personnels, la réussite de la mise en œuvre de la loi passant par une bonne connaissance des enjeux et de la portée réelle de l'exercice qui nous incombe désormais sur les quatre prochaines années.

Pour la ministre et par délégation,  
Le directeur du cabinet,  
Jacques Vistel  
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation,  
Le directeur du cabinet,  
Alain Van Der Malière

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

### Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 portant dévolution de biens au profit du théâtre national de l'Odéon.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 68-905 du 21 octobre 1968 modifié portant statut du théâtre de France, notamment ses articles 19 et 20 ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est attribué au théâtre national de l'Odéon, établissement public à caractère administratif, pour l'accomplissement des missions qui lui ont été confiées aux termes du décret n° 68-905 du 21 octobre 1968 modifié, le matériel scénographique auparavant dévolu à l'American Center et composé des biens suivants :

- 50 câbles d'acier avec les pièces en téflon, les bagues et les tubes
- 1 265 pains de fonte
- 20 patiences et corbeaux
- 1 toile d'écran
- 1 écran enrouleur
- 91 panneaux du parquet de scène «MOBILE» (1,20 m x 1,20 m)
- 34 commandes en chambre
- 220 tendeurs
- 2 boîtes de raccordement son
- 80 prises
- 37 palettes bois
- 3 rideaux de scènes
- 1 baie son située dans la régie du petit cinéma de 100 places
- 2 rideaux dans la salle art plastique et la salle de danse
- 1 escalier en bois
- 1 treuil motorisé

**Art. 2.** - Le directeur de l'administration générale du ministère de la culture et de la communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation,  
Le directeur de l'administration générale,  
Bruno Suzzarelli

### Arrêté du 11 février 2002 fixant les dates des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1998, modifié par l'arrêté du 8 février 1999, portant création d'une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère chargé de la culture recrutés en application de l'article 4 ou régis par les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La date des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels est fixée au vendredi 10 mai 2002.

**Art. 2.** - Le nombre des représentants du personnel, titulaires et suppléants, à élire pour les agents contractuels est fixé à 5 pour les titulaires et à 5 pour les suppléants.

**Art. 3.** - Les listes électorales seront affichées le 25 avril 2002.

**Art. 4.** - Les listes des candidats, établies conformément aux dispositions des articles 12, 13, 14 de l'arrêté du 28 octobre 1998, modifié, susvisé, ainsi que les déclarations de candidature devront être déposées au bureau des personnels administratifs de la direction de l'administration générale (pièce 408) - 4, rue de la Banque 75002 Paris, le 29 mars 2002 à 18 heures au plus tard.

**Art. 5.** - Le vote s'effectuera uniquement par correspondance.

**Art. 6.** - Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté et de sa publication au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Pour la ministre et par délégation,  
Pour le directeur de l'administration générale empêché,  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Alain Bonhomme

**DECLARATION DE CANDIDATURE**

Je soussigné(e)

NOM :

PRENOM :

GRADE :

AFFECTATION :

déclare être candidat(e) sur la liste présentée par

pour l'élection des représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels qui aura lieu le 10 mai 2002.

SIGNATURE :

---

**DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE****Circulaire AD 2002-1 du 31 janvier 2002 relative au traitement des archives des structures locales et régionales de l'ANPE.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Vous trouverez ci-joint le texte de l'accord avec l'agence nationale pour l'emploi que j'ai signé le 31 janvier dernier, ainsi que le tableau de tri des archives des structures locales et régionales de l'agence qui y est annexé.

Ces instructions se substituent à celles des circulaires AD 87-3 et AD 88-5 qui traitaient du même objet. Je vous informe qu'afin d'en faciliter l'exécution l'agence nationale pour l'emploi a mis en place un réseau de «correspondants archives». Chacun d'entre vous devrait donc disposer d'un interlocuteur unique à l'agence.

Vous voudrez bien me tenir informée de toute difficulté d'application de cette circulaire.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
la directrice des archives de France  
Martine de Boisdeffre

**Protocole pour le tri et la conservation des archives de l'ANPE**

entre

la direction des archives de France, représentée par sa directrice madame Martine de Boisdeffre,

d'une part

et

L'agence nationale pour l'emploi, représentée par son directeur général monsieur Michel Bernard

d'autre part :

L'agence nationale pour l'emploi, établissement public d'Etat, est légalement tenue de conserver les dossiers qu'elle produit dans l'exercice de ses attributions réglementaires.

C'est d'abord un impératif d'organisation : des archives mal gérées font perdre du temps.

C'est aussi une nécessité à l'égard des administrés comme de l'administration dont les droits respectifs peuvent être établis et validés à partir de documents susceptibles d'apporter une présomption pouvant concourir à la preuve.

C'est encore une obligation à la fois morale et scientifique vis à vis des générations futures. Les archives sont la mémoire des sociétés ; elles doivent refléter fidèlement leur histoire, en offrant aux chercheurs de demain un matériau aussi complet que possible sur tous les phénomènes politiques, culturels, économiques ou sociaux.

C'est enfin une obligation légale, conformément à la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 (article 3) et au décret n°79-1037 du 3 décembre 1979 (Titre III : collecte et conservation des archives publiques). La circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 a rappelé les responsabilités des services de l'Etat et des établissements publics en la matière.

Les circulaires AD 87-3 du 20 février 1987 et AD 88-5 du 23 juin 1988 ont donné les premières instructions relatives à la conservation des documents des structures régionales et locales de l'ANPE. Les changements intervenus dans les missions et l'organisation de l'agence ont rendu nécessaire la révision de ces textes, d'où la constitution d'un groupe de travail commun.

Ce protocole annule et remplace les deux textes précités.

Il détermine, sous le visa conjoint de la direction des archives de France et de l'agence nationale pour l'emploi, les différentes séries de documents produits par chaque unité administrative (directions, agences locales, unités) dans l'exercice de ses attributions, les durées d'utilité administrative qui s'y attachent et les options finales de conservation.

Le tableau de tri et de conservation ci-joint a été établi entre les parties selon les grands thèmes d'activités des structures de l'ANPE. Le tableau tend à l'exhaustivité à sa date de réalisation. Tout changement des attributions exercées par telle ou telle structure devra faire l'objet de modifications à porter au tableau (additifs, compléments ou retraits).

Ce tableau régleme nte :

a) la gestion interne des archives courantes et intermédiaires (au sens des articles 12 et 13 du décret n° 79-1037 précité assurée par l'agence nationale pour l'emploi. Sont précisés les principaux types de documents produits et reçus (colonne 1), le nombre d'années durant lesquelles les documents sont utiles aux bureaux et vivent administrativement en fonction des droits et obligations qui s'y attachent (colonne 2) ;

b) la conservation des archives définitives (au sens de l'article 14 du décret n°79-1037 précité) assurée par les archives départementales. Sont énumérées les décisions finales à mettre en œuvre lorsque la durée indiquée dans la colonne 2 est expirée. Les mentions portées dans la colonne 3 doivent être interprétées de la façon suivante :

C : conservation définitive aux archives départementales

D : destruction au terme de la DUA et après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16),

T : tri des documents selon les modalités définies dans la colonne «observations».

En application de l'article 18 du décret n° 79-1037 précité, les documents d'archives de conservation définitive visés dans la colonne 3 sont transférés aux archives départementales au terme des DUA fixées selon les modalités suivantes : un bordereau de versement est réalisé par les structures productrices, et doit accompagner le versement. Un modèle de ce bordereau peut être fourni par les archives départementales.

Les archives transférées restent à la disposition des services versants (décret n°79-1037 du 3 décembre 1979, article 20). Toute demande de communication doit faire référence au système de cotation porté sur les inventaires des archives départementales dont un double est systématiquement adressé à l'agence nationale pour l'emploi.

Les correspondants archives, désignés dans chaque direction régionale, sont à la disposition des différents services de l'agence pour les aider dans l'application du présent texte.

Chacun des signataires donnera instruction à son réseau pour la mise en œuvre des dispositions du présent protocole dans un délai n'excédant pas 45 jours.

A Paris, le 31 janvier 2002

Le directeur général de l'ANPE  
Michel Bernard  
La directrice des archives de France  
Martine de Boisdeffre

DUA : durée d'utilité administrative (durée légale de conservation). D : destruction après visa du directeur des archives départementales - C : conservation et versement aux archives départementales -T : tri effectué selon les modalités décrites dans la colonne "Observations", c'est-à-dire versement d'une partie des documents aux archives départementales et destruction de l'autre partie après visa du directeur des archives départementales.

TYPLOGIE DES DOCUMENTS	DUA	Sort final	OBSERVATIONS	Structure(s)
<b>1. Fonctionnement des services</b>				
1.1 Notes de service, classeurs "Références", référentiels nationaux	validité	D	Détruire les notes qui ne sont plus valides, comme celles relatives aux anciennes mesures ou prestations comme par ex. : le stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), le contrat de retour à l'emploi (CRE). Conservation d'une collection à la direction générale.	ALE DDA DRA
1.2 Organigrammes et tout document relatif à l'organigramme	5 ans	C	La direction déléguée de l'agence (DDA) et la direction régionale de l'agence (DRA) versent aux Archives départementales leurs organigrammes. Détruire les organigrammes reçus pour information.	DDA DRA
1.3 Plans d'action annuels (en agence locale (ALE et DDA) ou dossiers de programmation (en DRA) Programmes régionaux, départementaux, locaux ou spécifiques : pour les travailleurs handicapés, les prisonniers : dossier de mise en œuvre, suivi, rapport final Programme national : le plan national d'action pour l'emploi (PNAE) par ex. : dossier de mise en œuvre, suivi, rapport final	5 ans	T	La DRA verse aux Archives départementales. Détruire en DDA et en ALE.	ALE DDA DRA
1.4 Rapports annuels d'activité	5 ans	C	La DDA et la DRA versent aux Archives départementales leurs rapports d'activité. Détruire les rapports d'activité reçus pour information.	DDA DRA
1.5 Bilans, statistiques, tableaux de bord	3 ans	T	La DDA et la DRA versent aux Archives départementales les documents récapitulatifs annuels. Détruire les tableaux mensuels ou trimestriels.	DDA DRA
1.6 Etudes, enquêtes et dossiers concernant un secteur socio-économique, un bassin d'emploi Etude sur l'opportunité d'ouvrir un point "spectacles" par ex.	5 ans	C	Les ALE, DDA ou DRA versent aux archives départementales leurs propres études. Détruire les études et enquêtes reçues pour information.	ALE DDA DRA
1.7 Courrier départ, arrivée : cahier ou registre, chrono	3 ans	D		ALE DDA DRA

1.8 Comité régional : - composition, procès-verbaux, comptes rendus de séances, annexes (budgets prévisionnels, dossiers partenariat), courrier	5 ans	C	Verser aux Archives départementales.	DRA
1.9 Equipe régionale de direction (ERD) : - comptes rendus de réunions, relevés de décisions	5 ans	C	Verser aux Archives départementales.	DRA
1.10 Equipe départementale de direction (EDD) : - comptes rendus de réunions, relevés de décisions	5 ans	T	La DDA verse aux Archives départementales. Détruire en DRA.	DDA DRA
1.11 Equipe locale de pilotage (ELP): - comptes rendus de réunions, relevés de décisions	5 ans	C	Verser aux Archives départementales.	ALE
1.12 Commission de qualification : - comptes rendus de réunions, procès-verbaux Nouvelle offre de service, dossier démarche qualité, plan interne de développement	3 ans	D	La DRA verse aux Archives départementales en cas de décentralisation de la procédure. Détruire en DDA et ALE après trois ans. Conservation d'une collection à la direction générale.	ALE DDA DRA
1.14 Communication : - dépliants, journaux internes, conférences de presse et autres supports locaux de communication	3 ans	T	La DRA verse deux exemplaires aux Archives départementales. Détruire en DDA et ALE.	ALE DDA DRA
<b>2. Ressources humaines</b>				
2.1 Effectifs mensuels Listes des agents par matricule et radiés.	2 ans	D	Détruire en DRA et dans les DOM. Conservation des effectifs globaux par la direction générale.	DRA
2.2 Demandes d'emploi spontanées, demandes de stages	1 an	D		ALE DDA DRA
2.3 Congés annuels, syndicaux et autorisations d'absence, demandes de formation, convocation de visite médicale, relevé des absences pour grèves	1 an	D		
2.4 Recrutement : concours (1)			(1) Adaptation de la circulaire du ministre de la Culture AD 82-4 du 21 décembre 1982 relative à l'archivage des dossiers et des copies des concours administratifs.	
- organisation : règlement, jury, épreuves, procès-verbaux, relevé de notes, résultats (liste principale et complémentaire)	5 ans (sauf contentieux)	T	Verser aux Archives départementales le dossier d'organisation des concours des années se terminant par 0 et 5 (1995, 2000, 2005,...) en détruisant les documents relatifs aux indemnités de jury, réservations de salles, lettres d'engagement des surveillants	DRA

- dossiers de candidatures ou d'inscription	2 ans	D	Sauf si le dossier de candidature est intégré dans le dossier de carrière	DRA
- copies des candidats non reçus	2 ans	T	Verser aux Archives départementales 1 copie sur 20 des concours des années se terminant par 0 et 5 (1995, 2000, 2005,...).	DRA
- copies des candidats reçus	2 ans	T	Verser aux Archives départementales 1 copie sur 20 des concours des années se terminant par 0 et 5 (1995, 2000, 2005,...). Se trouvent parfois dans le dossier de carrière de l'agent.	DRA
2.5 Ordres de mission, frais de déplacement, frais de changement de résidence, etc.	5 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	D	A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 30 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement.	ALE DDA DRA
2.6 Dossiers administratifs des agents radiés (2) : - statutaires et fonctionnaires Fin de fonction : retraite, démission, décès.	1 an après la fin de fonction	C (3)	(2) Détruire les éléments de gestion en DDA et ALE (3) Transmettre les dossiers au service Archives de la direction du siège (cf. la note du 23 oct. 1991 de la direction du personnel et des affaires sociales sur l'archivage des dossiers des personnels radiés (code 6085). Le service Archives du siège applique la circulaire du ministre de la Culture AD 95-1 du 25 janvier 1995. Détruire les extraits d'actes d'état civil et de situation de famille, les demandes de stages avant le transfert au siège.	ALE DDA DRA
- temporaires	4 ans	C (3)		DRA
- autres contrats (par ex : contrat emploi solidarité (CES), contrat emploi jeunes)	2 ans	C (3)		DRA
2.7 Journal de paie mensuel	5 ans	T	Verser au service Archives de la direction du siège les journaux de paie de 1968, 1987 et 1988 et détruire les autres journaux en DRA et dans les DOM après 5 ans.	DRA
2.8 Bulletins de paie (sur microfiches, cédéroms, etc.)	50 ans	D	Détruire en DRA et dans les DOM après 50 ans. Conservation d'une collection par la direction générale.	DRA
2.9 Supports locaux de formation	3 ans	T	La DRA verse deux exemplaires aux Archives départementales. Détruire en DDA et ALE.	ALE DDA DRA
<b>3. ADASA (Association pour le développement des activités sociales de l'ANPE)</b>				
Chèques restaurants, jouets de Noël, autorisation d'absence	1 an	D		DRA
<b>4. Instances paritaires</b>				
4.1 Elections :				
- dossier d'organisation	3 ans	D	Conservation du dossier jusqu'à la prochaine élection	DRA
- listes électorales, procès-verbaux, résultats, professions de foi	6 ans	C		DRA
- bulletins de vote, feuilles de dépouillement annexées au procès-verbal, enveloppes, bulletins nuls et blancs	6 mois (sauf contentieux)	D		DRA



4.2 Comité paritaire régional et commission paritaire régionale, comité régional d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail CPR, CCPR, CRHSCT) :

- ordres du jour, comptes rendus de séances, documents de séances, procès-verbaux

6 ans

C

Détruire les convocations.

DRA

## 5. Sécurité

Registres de sécurité, cahier d'hygiène et sécurité

5 ans

D

## 6. Budget, finances

### 6.1 Budget

Documents préparatoires, pièces justificatives

3 ans

T

La DRA verse les dossiers budgétaires aux Archives départementales. Détruire en DDA et ALE.

ALE  
DDA DRA

6.2 Pièces justificatives de paiement  
Doubles des factures.

5 ans  
sous réserve de  
l'apurement des comptes  
+ 1 an

D

Le signataire des dépenses est tenu de conserver un double des pièces justificatives ; les originaux remis à l'agent comptable secondaire étant transmis à la Cour des comptes. A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 30 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement.

ALE  
DDA DRA

## 7. Patrimoine immobilier

7.1 Baux, courrier échangé avec la direction générale

3 ans après la fin du bail

D

DRA

7.2 Actes d'acquisition, plans, titres, attestations de propriété, promesse et attestation de vente, permis de construire, etc.

1 an après la fin  
de l'occupation du site

C

DRA

## 8. Contrats

Contrats de location de matériel, de maintenance, d'entretien etc.

5 ans

D

DRA

## 9. Marchés publics locaux de travaux d'entretien, de téléphonie, etc.

Procédure et exécution

- dossier de soumission des entreprises (candidatures et offres) non retenues (4)

5 ans à compter  
de la notification  
du marché

D

(4) Application de la circulaire PRMX du 98-031123c du Premier ministre du 30 décembre 1998 relative à la procédure de passation des marchés publics.

DRA

- dossier du (des) candidat(s) retenu(s), dossier d'exécution suivi des prestations (4)

10 ans à compter  
de la notification  
du marché

D

DRA

- dossier de procédure : publication au bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP), courrier, rapport de présentation	10 ans à compter de la notification du marché	D		DRA
---	---	---	--	-----

## 10. Partenariat

Conventions passées avec des partenaires avec ou sans impact financier :  
 par ex : commune, conseil général, conseil régional, direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), etc.  
 - conventions, avenants et annexes

1 an après la fin de la convention et ses avenants	T	Verser quelques conventions spécimens aux Archives départementales	ALE DDA DRA
--	---	--	----------------

## 11. Prestations de service

11.1 Appel à concurrence des organismes habilités pour la réalisation de prestations de service de l'ANPE :

- Commission technique d'habilitation : P.V, courrier, dossier de procédure	10 ans	C		DRA
- Dossiers des candidats non retenus	2 ans	D		DRA
	sauf contentieux			
- Dossiers des candidats retenus	6 ans	T	Verser aux Archives départementales des dossiers significatifs. Les habilitations sont valables trois ans.	DRA

11.2 Conventions passées avec des prestataires pour la réalisation de prestations de service cofinancées par le Fonds social européen (FSE) :

prestations de service d'accompagnement et d'appui ponctuel comme par exemple : objectif projet individuel, évaluation des compétences et des capacités professionnelles (ECCP) ou atelier

- conventions, fiches d'évaluation, lettres de commande, factures, bilans des prestations.	10 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	T (5)	(5) Le signataire verse aux Archives départementales des conventions significatives. A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 30 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement.	ALE DDA DRA
--	--	-------	---	----------------

11.3 Conventions passées avec des entreprises pour la réalisation des évaluations en milieu de travail (EMT) non cofinancées par le FSE :

- conventions, fiches d'évaluation, lettres de commande, factures, bilans des prestations	5 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	T (5)		ALE DRA
---	---	-------	--	---------

11.4 Conventions passées avec des entreprises pour la réalisation des évaluations en milieu de travail préalable à l'embauche (EMTPE) sans échange financier

1 an après la fin de la convention	D		ALE
------------------------------------	---	--	-----

## 12. Mesures

Conventions passées avec des entreprises ou des organismes de formation :  
Contrat initiative emploi (CIE), contrat d'accès à l'emploi (CAE), stage d'insertion et de formation à l'emploi individuel (SIFE), stage d'accès à l'emploi (SAE) :

- convention, plan de formation, état de présence, bilan de stage, un double des factures, contrat de travail, bulletins de paie

5 ans  
sous réserve  
de l'apurement  
des comptes + 1 an

T

A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 31 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement.

Le signataire verse aux Archives départementales des conventions significatives.

ALE DDA  
DRA

## 13. Accords

Accords passés avec des entreprises, "grands comptes" (grandes entreprises), de branches professionnelles :

- accords ou conventions régionaux, départementaux

2 ans après la fin de l'accord

T

Le signataire verse aux Archives départementales les accords originaux. Détruire des accords nationaux conservés par la direction générale.

DDA DRA

- contrats de service

2 ans après la fin du contrat

C

L'ALE verse aux Archives départementales les contrats conclus au niveau local, mais peut détruire les accords nationaux conservés par la direction générale.

ALE

## 14. Contentieux, recours

Recours administratifs relatifs à la gestion de la liste des demandeurs, aux mesures ou prestations refusées aux demandeurs ou à certaines entreprises et autres recours :

Procédure avant le 1<sup>er</sup> avril 2000 :

- dossiers de saisine, réponses de la DDA, rapports

3 ans après expiration  
de recours administratif  
ou 1 an après  
le jugement devenu  
définitif

D

Jusqu'en avril 2000, les dossiers de contentieux étaient traités par le département juridique. A partir d'avril 2000, certains dossiers sont traités par les juristes interrégionaux.

Détruire en DRA et DDA. Conservation d'un échantillon par le département juridique de la direction générale.

DDA DRA

Procédure après le 1<sup>er</sup> avril 2000 :

- dossiers de saisine, réponses de la DDA, rapports

3 ans après expiration  
de recours administratif  
ou 1 an après  
le jugement devenu  
définitif

T

La DRA de la structure interrégionale en matière juridique verse aux archives départementales les dossiers qui ne sont pas traités par le département juridique de la direction générale des années se terminant par 0 et 5 (2000, 2005, 2010,...). Détruire en DDA et DRA.

DDA DRA

## 15. Contrôle de gestion

Rapports de contrôle

5 ans

C

DRA

## 16. Inscription des demandeurs d'emploi

16.1 Fiche d'inscription des demandeurs d'emploi jusqu'en 1996 Jusqu'à cette date, la fiche d'inscription (modèle F 19) représentait en fait la totalité du dossier de suivi du demandeur d'emploi, s'enrichissant au fur et à mesure des diverses mesures de gestion. Ces dossiers, quoiqu'ils ne soient plus alimentés, peuvent avoir été conservés par des ALE.	Expirée	T	L'ALE verse aux Archives départementales <u>tous les dossiers</u> qu'elle a conservés jusqu'à ce jour. Dans le cas des départements où les F19 conservées sont nombreuses : procéder à un échantillon géographique (1 agence urbaine, 1 agence de banlieue, 1 agence rurale par exemple). L'échantillon sera à définir entre le directeur délégué de l'ANPE et le directeur des Archives départementales.	ALE
16.2 Formulaire d'inscription des demandeurs d'emploi à compter de 1996	1 an après cessation d'inscription ou radiation	T	Géré par l'ASSEDIC, sous responsabilité de l'ANPE (cf. lettre aux institutions n°99-43 du 19 juillet 1999 sur la conservation des documents justificatifs). Dans les départements où un échantillon des fiches d'inscription F 19 a déjà été constitué, possibilité de poursuivre le tri mécanique indiqué ci-dessus.	ASSEDIC
16.3 Formulaire d'inscription simplifiée	1 an après cessation d'inscription ou radiation	D	Géré par l'ASSEDIC, sous responsabilité de l'ANPE	ASSEDIC
16.4 Fiches de liaison entre ALE et ASSEDIC Compléments d'information.	1 an	D		ALE ASSEDIC

## 17. Gestion courante des demandeurs d'emploi

17.1 Actualisation de la situation du demandeur (déclaration de situation mensuelle) par ex : avis de changement de situation, avis de transfert de catégorie	1 an	D	Géré en ASSEDIC sous responsabilité de l'ANPE.	ALE ASSEDIC
17.2 Refus et cessation d'inscription, procédure de radiation : - correspondance comprenant, décision de refus, convocations, avertissements, décision de radiation, avis et comptes rendus de la commission départementale Cette commission départementale est définie par l'article R.351-34 du Code du travail : elle est composée du directeur départemental du travail et de l'emploi (DDTEFP), du chef du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles (STEPSA) et d'employeurs et de salariés en nombre égal nommés par le préfet. - registres de gestion de la liste	1 an	D	Les procès-verbaux de la commission départementale sont versés aux Archives départementales par la direction départementale de l'Emploi, du travail et de la formation professionnelle (cf. paragraphe 5.5 de la circulaire NOR/MCCC 8900626 C du 10 octobre 1989). Conserver le dossier des demandeurs d'emploi qui ont introduit un recours jusqu'à la fin de la procédure.	ALE
	5 ans	D		ALE
17.3 Fichiers sur support papier par branche professionnelle des métiers des spectacles.	jusqu'à informatisation sur GEODE	C		ALE

## 18. Aides individuelles

18.1 Aides à la mobilité géographique, aides à la recherche et à la reprise d'emploi, bons de transport et de réservation ferroviaires et aériens, etc. - carnets, feuillets, convocations et attestations d'employeurs, copie du contrat de travail, etc.	5 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	D	Les feuillets, factures et pièces justificatives sont transmis à la DRA soit par l'ALE, soit par le transporteur ferroviaire ou aérien. A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 31 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement. Ce délai concerne l'Indemnité de recherche d'emploi (IRE) et les bons exceptionnels comme les bons de l'opération restauration de la forêt et des toitures.	ALE DRA
18.2 Aides au reclassement du PARE : aides à la formation, demande d'aide à la formation, action de formation préalable à l'embauche, demande d'aide à la mobilité géographique (Assedic), aide dégressive à l'employeur, demande d'AFR (Allocations formation-reclassement)	1 an après la fin de la formation	D	Transmis par l'ALE à l'ASSEDIC. Les plans de formation ont une durée qui varie entre un et trois ans.	ALE ASSEDIC

## 19. Relations avec les entreprises

19.1 Dossiers d'entreprises (propositions d'offres d'emploi)	—	T	Ne verser aux Archives départementales que les dossiers «papier», hors mailings, listings	ALE
Procédures informatisées. Si des dossiers d'entreprises sur support papier existent encore, les verser aux Archives départementales.				
19.2 Listings des relations avec les entreprises et des activités dans le domaine des offres d'emploi.	Immédiate	D	Détruire immédiatement après la fin de l'affichage en agence. Conservation des données informatiques.	ALE

## 20. Fonctionnement de l'UTR

20.1 Notes de service, classeurs "Références", référentiels nationaux	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D		UTR
20.2 Courrier départ, arrivée : - cahier ou registre, chrono	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D		UTR
20.3 Plan d'action annuel Programmes locaux spécifiques	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D		UTR
20.4 Etudes, enquêtes et dossiers concernant les licenciements économiques	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	T (6)	6) 17 UTR : Arras, Besançon, Bordeaux, Caen, Evry, Grenoble, Lille, Lyon, Le Mans, Marseille, Montpellier, Nancy, Reims, La Réunion, Strasbourg, Toulouse, Valence ont été désignées pour verser aux Archives départementales les dossiers de suivi de licenciements économiques en nombre (liste des personnes concernées, plans sociaux, conventions de collaboration, comptes rendus de réunions avec les cellules de reclassement,...)	UTR
20.5 Cellule de conversion : comptes rendus de réunions	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	T (6)	Les UTR non citées peuvent les détruire.	UTR

20.6 Dossier de qualification : Manuels de procédures locales, rapport d'audit, plans d'actions correctives, décisions de qualification	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D	Conservation d'une collection à la direction générale.	UTR
20.7. Ressources humaines Congés annuels, syndicaux et autorisations d'absence, demandes de formation, convocation de visite médicale, relevé des absences pour grèves	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D	A transmettre au service des ressources humaines de la DRA.	UTR
20.8 Sécurité Registres de sécurité, cahier d'hygiène et sécurité	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D		UTR
20.9 Dossiers budgétaires Documents préparatoires, pièces justificatives	Jusqu'à la fermeture de l'UTR	D		UTR
20.10 Finances 20.10.1 Pièces justificatives de paiement Doubles des factures	5 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	D	Le signataire des dépenses est tenu de conserver un double des pièces justificatives ; les originaux remis à l'agent comptable secondaire étant transmis à la Cour des Comptes A la date du 31 décembre 2001, le dernier apurement concerne les comptes jusqu'au 30 juin 1991. Il convient donc de conserver les pièces postérieures jusqu'au prochain apurement.	UTR
20.10.2 Aides à la mobilité des adhérents Copie du document d'attribution (7)	5 ans sous réserve de l'apurement des comptes + 1 an	D	(7) Le document permettant le paiement de l'aide est à l'ASSEDIC, qui le conserve pendant 6 ans.	UTR
<b>21. Gestion des adhérents à la convention de conversion</b>				UTR
21.1 Dossier d'adhérent qui comporte : - contrat entre l'adhérent et le correspondant UTR, - curriculum vitae, - projet et plan d'action, - <u>Conventions d'action de conversion</u> : copie des conventions (formation, prestation) (8) Fichier informatique (application GICA) en commun avec les ASSEDIC, permettant de financer les actions sur signature du directeur de l'UTR. L'original est transmis au centre de formation. - et autres documents	2 ans et 6 mois après l'expiration du contrat	T	Les 17 UTR suivantes : Arras, Besançon, Bordeaux, Caen, Evry, Grenoble, Lille, Lyon, Le Mans, Marseille, Montpellier, Nancy, Reims, la Réunion, Strasbourg, Toulouse, Valence ont été désignées pour verser l'intégralité des dossiers des années 1998 à 2000 aux Archives départementales fin 2003. Les UTR de Lille, Marseille et Nancy versent également l'intégralité des dossiers des années 1990 et 1995 et l'UTR du Mans l'année 1995 aux Archives départementales et peuvent détruire les autres années fin 2003. <u>Les UTR non citées ci-dessus peuvent détruire :</u> à leur fermeture : tous les dossiers de plus de 2 ans et 6 mois, en 2003 : les derniers dossiers d'adhérents (8) L'ASSEDIC conserve les documents originaux pendant 6 ans.	

21.2 Prestations de recherche d'emploi (ARE, TRE) Habitations, conventions passées avec des prestataires, liste des participants	2 ans et 6 mois après l'expiration de la convention	D(9)	(9) L'ASSEDIC conserve les documents financiers originaux.	
21.3 Prestation pré-bilan : - état émargé des bénéficiaires	3 ans	D		
<b>22. Documents des agents comptables secondaires</b>				DRA
22.1 Documents comptables Comptes financiers, états de développement des soldes, journaux comptables, grands livres, bordereaux de mandats, bordereaux de titres de recette, bordereaux des ordres de reversement, bordereaux de ré-imputations, bordereaux de règlement, relevés de compte Trésor et CCP	5 ans	D	Le dernier apurement des comptes de l'ANPE (quitus de la Cour des Comptes) clôture les comptes des agents comptables au 30 juin 1991.	
22.2 Documents relatifs aux marchés et à l'immobilier Marchés publics nationaux et régionaux, états de l'actif, documents relatifs à des cessions ou destructions, contrats de location, d'entretien, baux	5 ans	D		
22.3 <u>Documents relatifs à la paye des agents de l'ANPE</u>				
22.3.1 Bulletins de salaire des agents	2 ans	D	La direction générale conserve une collection complète des bulletins de salaire des agents de l'ANPE.	
22.3.2 Documents relatifs à la paye des femmes de ménage, médecins de main d'œuvre	1 an après la fin de fonction	C	Transmettre les documents relatifs à la paie de ces deux catégories de personnel au service Archives de la direction générale.	
22.3.3 Déclarations DADS	2 ans	D	Les déclarations DADS sont conservées par la direction générale.	DRA
22.4 <u>Documents financiers</u>				DRA
22.4.1 Documents internes à l'ANPE Frais de déplacement, factures	5 ans	D		
22.4.2 Documents relatifs aux demandeurs d'emploi et aux employeurs - Conventions, pièces justificatives (CRE, APEJ, SMAN, SRP, SIFE, CIE, etc.) - Prestations : conventions, factures - Aides à la mobilité géographique, à la recherche et à la reprise de l'emploi, ARAF, etc. : états, pièces justificatives	5 ans 5 ans 5 ans	D D D		DRA

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Circulaire n° 2002/003 du 23 janvier 2002  
relative aux modalités d'attribution de bourses  
de mobilité aux étudiants des écoles  
d'architecture.**

### SOMMAIRE

#### PREAMBULE

#### CONDITIONS D'ATTRIBUTION

1. Principes généraux
2. Assiduité
3. Modification en cours de séjour

#### MODALITES D'ATTRIBUTION

1. Montant et durée
2. Cumul

#### PROCEDURE D'ATTRIBUTION ET CALENDRIER

\*  
\* \*

#### PREAMBULE

Dans le cadre de la promotion de la politique institutionnelle européenne et internationale des écoles d'architecture, la direction de l'architecture et du patrimoine s'appuie sur les principes suivants :

- développer la dimension européenne et internationale des établissements,
- renforcer les coopérations internationales à caractère pédagogique,
- soutenir la mobilité et les échanges d'étudiants en leur permettant de suivre une partie de leurs études à l'étranger,
- encourager la reconnaissance académique des périodes d'études et des stages effectués à l'étranger.

Pour aider à atteindre ces objectifs, des bourses de mobilités sont attribuées aux étudiants des écoles d'architecture sous les conditions et selon les modalités ci-dessous énumérées.

#### CONDITIONS D'ATTRIBUTION

##### 1 - Principes généraux

**1.1 :** Des bourses de mobilité peuvent être attribuées aux étudiants des écoles d'architecture, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits, pour effectuer un séjour d'études ou un stage de formation pratique de 3<sup>e</sup> cycle validés à l'étranger.

**1.2 :** Le séjour d'études de chaque étudiant doit être validé :

- soit comme élément d'un module dans le cadre de son cursus d'origine,
- soit comme stage de formation pratique de 3<sup>e</sup> cycle dans le cadre de son cursus d'origine.

**1.3 :** Les bourses de mobilité sont attribuées :

- aux étudiants bénéficiaires du programme Socrates,
- aux étudiants se rendant dans un établissement d'enseignement supérieur de l'architecture dans le cadre d'une convention ou d'un programme de collaboration développé entre son établissement d'accueil et son établissement d'origine,
- aux étudiants effectuant un stage de formation pratique de 3<sup>e</sup> cycle à l'étranger, sous convention passée entre son école d'architecture et l'organisme d'accueil à l'étranger (cf. Titre II de l'arrêté du 6 janvier 1998 relatif au 3<sup>e</sup> cycle des études conduisant au diplôme d'architecte DPLG).

**1.4 :** Les bourses de mobilité ne peuvent être obtenues qu'une seule fois durant le cursus, quelque soit la forme ou la durée du séjour précédemment financé.

**1.5 :** Les bourses de mobilité ne peuvent pas être attribuées :

- aux étudiants de 1<sup>ère</sup> année de 1<sup>er</sup> cycle,
- aux étudiants effectuant un séjour individuel hors convention ou programme de collaboration entre leur établissement d'origine et leur établissement d'accueil.

##### 2 - Assiduité

Les étudiants boursiers doivent être assidus aux cours, travaux dirigés, travaux pratiques ainsi qu'aux stages obligatoires et se présenter aux examens prévus. Si ces conditions ne sont pas respectées, un reversement de tout ou partie de la bourse de mobilité doit être établi.

##### 3 - Modification en cours de séjour

Les étudiants doivent signaler à leur établissement d'origine toute modification intervenue durant la période effectuée à l'étranger (notamment un retour anticipé).

#### MODALITES D'ATTRIBUTION

##### 1 - Montant et durée

Les bourses de mobilité d'un montant de 152 euros par mois, sont attribuées pour la durée effective du déplacement à l'étranger qui devra se situer entre 3 et 9 mois excepté pour les bénéficiaires du programmes Socrates dans les pays scandinaves (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Finlande) pour lesquels la durée maximale du séjour est fixée à 10 mois.



## 2 - Cumul

Les bourses de mobilité ont un caractère complémentaire et sont cumulables avec toute autre bourse ou aide financière.

## PROCEDURE D'ATTRIBUTION ET CALENDRIER

1 - Les listes des étudiants susceptibles de bénéficier d'une bourse de mobilité doivent être établies par leur établissement d'origine et adressées au bureau des enseignements au plus tard pour le 15 septembre précédant chaque rentrée universitaire.

2 - En ce qui concerne l'année universitaire 2001 - 2002, les listes précitées au point 1 devront être transmises pour le 10 février 2002.

3 - La présente circulaire prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La directrice de l'architecture et du patrimoine  
Wanda Diebolt

### Lettre circulaire n° 2002/003 bis du 11 février 2002 relative à deux modèles d'arrêtés de prescriptions en matière d'archéologie préventive.

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles - services régionaux de l'archéologie)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, accompagnés d'un certain nombre d'observations, deux modèles d'arrêtés de prescriptions, à utiliser en application du nouveau dispositif issu des décrets du 16 janvier 2002.

La sous direction de l'archéologie examinera toutes les propositions de modifications éventuelles que vous jugerez utile de lui faire parvenir.

Pour la ministre et par délégation,  
le sous-directeur de l'archéologie  
Jean-François Texier

### Observations sur les modèles d'arrêtés de prescriptions :

1. Les deux modèles ci-joint portent, l'un sur le diagnostic, l'autre sur la fouille.

D'autres modèles seront établis pour les prescriptions de conservation ou de modification de la consistance du projet ou encore pour les décisions prolongeant la durée des fouilles (article 19, 3<sup>ème</sup> alinéa du décret).

2. L'arrêté vise nécessairement le dossier de l'opération qui motive l'intervention archéologique. La formule proposée d'identification de ce dossier est provisoire, dans l'attente de l'informatisation, sur Patriarche ou un autre système, de la gestion des dossiers d'archéologie préventive. C'est alors que seront prises les décisions sur les éléments d'identification à retenir, le numéro unique, les catégories, de saisie, de types de travaux... à distinguer. Aussi, l'arrêté de diagnostic ne fait que proposer un exemple des paramètres d'identification, à adapter selon le type de dossier. L'arrêté de fouille se contente de viser celui du diagnostic.

3. Les considérants sont la motivation de l'acte que vous prenez. Leur incidence juridique, notamment en cas de contestation, est particulièrement importante. Si, pour le diagnostic, il est possible d'avoir un texte unique, la prescription de fouille prévoit un considérant en texte libre.

4. Le dispositif de l'arrêté est simple : identification du terrain concerné, personnes en charge de l'exécution, paramètres de la redevance, information sur le mobilier. L'arrêté ayant comme destinataires autres que l'INRAP, l'aménageur et l'autorité en charge de l'autorisation, certaines mentions y ont été portées dans le souci de le rendre lisible pour ceux-ci et de rappeler, le cas échéant, les droits et obligations des uns et des autres.

5. La question s'est posée de savoir si le responsable de l'opération pouvait être désigné au stade de la prescription. Si on se reporte aux articles 16 et 18 du décret, on voit que l'INRAP dispose de vingt jours pour transmettre un projet de diagnostic, d'un mois pour transmettre celui de fouille. Les délais pertinents sont ceux-là – et on voit qu'ils sont courts – si le RO doit élaborer le projet d'intervention ou participer à son élaboration.

Nous vous proposons toutefois deux versions de chaque arrêté : avec désignation du RO et sans.

J'attire votre attention sur le fait que les anciens arrêtés d'autorisation ne peuvent être maintenus en l'état. Si prescription et désignation du responsable doivent être disjointes, un nouveau modèle d'arrêté devra être établi et nous l'adresserons prochainement.

6. L'établissement de la redevance relevant de l'INRAP, l'arrêté se contente d'en fixer les paramètres, sans préjuger d'éventuels exonérations ou plafonnements. Le modèle de lettre de notification ci-joint précise ce point.

7. Le dernier article, article d'exécution, doit mentionner concrètement les personnes à qui l'arrêté doit être notifié : le maire ou le préfet de \_\_\_\_\_ pour l'autorité en charge de l'autorisation, la société \_\_\_\_\_ ou M. \_\_\_\_\_ pour l'aménageur. Le système informatisé devrait

permettre la sortie automatisée de ces mentions.

### **Lettre de notification des arrêtés à l'aménageur :**

J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté ci-joint portant prescription de diagnostic (fouille) archéologique.

L'institut national de recherches archéologiques préventives (adresse de l'antenne concernée ?) dont relève le calcul et l'établissement de la redevance d'archéologie préventive, appréciera à cette occasion vos droits éventuels à l'exonération ou au plafonnement des sommes dues.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre.

### **Arrêté de prescription de diagnostic :**

Le préfet de région,

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques ;

Vu le décret n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières d'application de la loi susvisée ;

Vu le dossier de l'opération \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ transmis en application de l'article 3, alinéa — du décret susvisé par le maire (Préfet) de \_\_\_\_\_ et reçu le \_\_\_\_\_.

Considérant que, en raison de sa localisation (nature, importance), cette opérations est susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ;

Considérant qu'il convient de déterminer si ces éléments doivent faire l'objet d'une fouille approfondie,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Un diagnostic archéologique sera réalisé afin de mettre en évidence et de caractériser les éléments du patrimoine archéologiques présents sur le terrain faisant l'objet de l'opération susvisée, sis en :

région :

département :

commune :

cadastre :                      année :                      parcelle(s)

lieu-dit :

numéro de site :

coordonnées lambert : x =                      y =

programme :

propriétaire :

**Art. 2.** - L'opération d'aménagement (de construction, de travaux) ne pourra être entreprise qu'après accomplissement du diagnostic archéologique et, si celui-ci en démontre la nécessité, d'une fouille exhaustive.

**Art. 3.** - Le diagnostic sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'institut national de recherches archéologiques préventives, \_\_\_\_\_, conformément au cahier des charges annexé et dans les conditions stipulées par la convention visée aux articles 21 et 22 du décret susvisé.

(Il sera placé sous la responsabilité scientifique de —————)

**Art. 4.** - La redevance d'archéologie préventive perçue par l'institut national de recherches archéologiques préventives sera calculée sur une superficie de \_\_\_\_\_.

**Art. 5.** - A la réception du rapport de diagnostic, qui comprend l'inventaire du mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de diagnostic, le service régional de l'archéologie adresse celui-ci au propriétaire du terrain et l'informe de ses droits.

Le mobilier est conservé par l'institut national de recherches archéologiques préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder cinq ans à compter de la date de fin de la phase terrain du diagnostic ou, si une fouille est prescrite à l'issue de celui-ci, de la date de fin de la phase terrain de la fouille.

**Art. 6.** - Le directeur régional des affaires culturelles (service régional de l'archéologie), l'institut national de recherches archéologiques préventives et le maire de \_\_\_\_\_ (préfet de \_\_\_\_\_) sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

### **Arrêté de prescription de fouille (modèle 1) :**

Préfecture de la région \_\_\_\_\_

Le préfet de région

Vu la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques ;

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi de finances rectificative pour 2001, n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Vu le rapport, reçu le \_\_\_\_\_, du diagnostic archéologique prescrit par arrêté n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ ;

Vu l'avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique en date du \_\_\_\_\_.

Considérant que (motivation de la prescription de fouille : intérêt des vestiges ou du site).

#### Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux portant sur le terrain sis en :

Région :

Département :

Commune

Lieu-dit :

Cadastre : année : \_\_\_\_\_ section : \_\_\_\_\_  
parcelle(s)

Propriétaire :

Coordonnées Lambert : x : \_\_\_\_\_ y : \_\_\_\_\_ z : \_\_\_\_\_

Numéro du site archéologique dans la base de données " Patriarche " :

**Art. 2.** - La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges annexé, sous la maîtrise d'ouvrage de l'institut national de recherches archéologiques préventives, qui présentera, dans les conditions et les délais fixés par le décret n° 2002-89 susvisé, un projet d'intervention précisant les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.

**Art. 3.** - M. \_\_\_\_\_ est désigné comme responsable scientifique de la fouille.

**Art. 4.** - La redevance d'archéologie préventive sera arrêtée par l'institut national de recherches archéologiques préventives en fonction des paramètres suivants :

Surface soumise à l'emprise de la fouille : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Site stratifié :

hauteur de la couche archéologique (H) - = \_\_\_\_\_

hauteur des stériles (H') = \_\_\_\_\_

Site non stratifié :

densité de structures archéologiques simples

(Ns) = \_\_\_\_\_

densité de structures archéologiques complexes

(Nc) = \_\_\_\_\_

hauteur des stériles (H') = \_\_\_\_\_

**Art. 5.** - Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application des articles 25 et 26 du décret n° 2002-89 susvisé, par convention entre l'institut national de recherches archéologiques préventives et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Art. 6.** - Le service régional de l'archéologie adressera l'inventaire, transmis par l'institut national de recherches archéologiques préventives, des vestiges archéologiques mobiliers recueillis au cours de la fouille à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique du terrain visé à l'article 1<sup>er</sup> et informera celui-ci de ses droits.

Le mobilier archéologique ne pourra cependant donner effectivement lieu au partage prévu par l'article 11 de la loi du 27 septembre 1941 susvisée qu'au terme de son étude scientifique et après remise au service régional de l'archéologie, laquelle remise intervient au plus tard cinq ans après l'achèvement de la phase de terrain de la fouille.

**Art. 7.** - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur général de l'institut national de recherches archéologiques préventives, à \_\_\_\_\_ (la personne qui projette les travaux) et à \_\_\_\_\_ (l'autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Copies à :

. INRAP

. Préfecture(s) de département(s)

. Préfecture de région (archivage)

. Personne qui projette les travaux

. Mairie(s)

. Direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie)

. Autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation

. Gendarmerie ou police urbaine

#### **Arrêté de prescription de fouille (modèle 2) :**

Préfecture de la région \_\_\_\_\_

Le préfet de région

Vu la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques ;

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi de finances rectificative pour 2001, n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Vu le rapport, reçu le \_\_\_\_\_, du diagnostic archéologique prescrit par arrêté n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ ;

Vu l'avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique en date du \_\_\_\_\_.

Considérant que (motivation de la prescription de fouille : intérêt des vestiges ou du site).

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Une fouille préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux portant sur le terrain sis en :

Région :

Département :

Commune

Lieu-dit :

Cadastre : année : \_\_\_\_\_ section : \_\_\_\_\_  
parcelle(s)

Propriétaire :

Coordonnées Lambert : x : \_\_\_\_\_ y : \_\_\_\_\_ z : \_\_\_\_\_

Numéro du site archéologique dans la base de données "Patriarche" :

**Art. 2.** - La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges annexé, sous la maîtrise d'ouvrage de l'institut national de recherches archéologiques préventives, qui présentera, dans les conditions et les délais fixés par le décret n° 2002-89 susvisé, un projet d'intervention précisant les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.

**Art. 3.** - La redevance d'archéologie préventive sera arrêtée par l'institut national de recherches archéologiques préventives en fonction des paramètres suivants :

Surface soumise à l'emprise de la fouille : \_\_\_\_\_

Site stratifié :

hauteur de la couche archéologique (H) - = \_\_\_\_\_

hauteur des stériles (H') = \_\_\_\_\_

Site non stratifié :

densité de structures archéologiques simples

(Ns) = \_\_\_\_\_

densité de structures archéologiques complexes

(Nc) = \_\_\_\_\_

hauteur des stériles (H') = \_\_\_\_\_

**Art. 4.** - Les conditions de réalisation de la fouille seront déterminées, en application des articles 25 et 26 du

décret n° 2002-89 susvisé, par convention entre l'institut national de recherches archéologiques préventives et le maître d'ouvrage des aménagements, ouvrages ou travaux faisant l'objet de la présente prescription.

**Art. 5.** - Le service régional de l'archéologie adressera l'inventaire, transmis par l'institut national de recherches archéologiques préventives, des vestiges archéologiques mobiliers recueillis au cours de la fouille à la personne physique ou morale, propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique du terrain visé à l'article 1<sup>er</sup> et informera celui-ci de ses droits.

Le mobilier archéologique ne pourra cependant donner effectivement lieu au partage prévu par l'article 11 de la loi du 27 septembre 1941 susvisée qu'au terme de son étude scientifique et après remise au service régional de l'archéologie, laquelle remise intervient au plus tard cinq ans après l'achèvement de la phase de terrain de la fouille.

**Art. 6.** - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur général de l'institut national de recherches archéologiques préventives, à \_\_\_\_\_ (la personne qui projette les travaux) et à \_\_\_\_\_ (l'autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

copies à :

. INRAP

. Préfecture(s) de département(s)

. Préfecture de région (archivage)

. Personne qui projette les travaux

. Mairie(s)

. Direction régionale des affaires culturelles (service régional de l'archéologie)

. Autorité compétente pour instruire la demande d'autorisation

. Gendarmerie ou Police urbaine

### **Circulaire n° 2002/005 du 25 février 2002 relative à l'archéologie préventive.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

Avec la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 l'archéologie préventive est entrée dans une nouvelle ère. Les deux premiers décrets d'application de cette loi ont été publiés au Journal officiel du 19 janvier 2002. Il est ainsi mis fin à près de trente ans de difficultés liées à l'absence de cadre légal adapté. Le régime juridique instauré est fondé sur l'idée que l'archéologie

préventive est une composante à part entière de la recherche archéologique. Sa mise en œuvre nécessite que soient conciliées les exigences respectives de la recherche scientifique et de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Cette conciliation est, aux termes de la nouvelle loi, assurée par l'Etat.

L'archéologie préventive repose sur l'action conjointe des services de l'Etat services régionaux d'archéologie au sein des DRAC - placés sous votre autorité et de l'institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), établissement public à caractère administratif qui succède à l'association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) et qui est placé sous la tutelle des ministres chargés de la culture et de la recherche. L'INRAP est financé par une redevance à caractère fiscal. La répartition des rôles respectifs de l'Etat et de l'INRAP est clairement énoncée par la loi et développée par le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, relatif aux procédures administratives et financières : l'Etat édicte les prescriptions archéologiques que l'établissement public exécute sous le contrôle des services de l'Etat.

La mission des services de l'Etat apparaît ainsi confortée dans son principe et renforcée dans ses modalités. En raison de vos fonctions de direction et de coordination des services déconcentrés de l'Etat, votre rôle est essentiel dans l'application de ce nouveau dispositif. Il consiste à prescrire les mesures d'archéologie préventive, à contrôler et à évaluer les opérations d'archéologie, enfin à prendre un certain nombre de décisions relatives aux vestiges découverts.

### **1. Le pouvoir de prescrire**

La loi du 17 janvier 2001 confie aux services de l'Etat le rôle de prescripteur des opérations d'archéologie préventive. Le décret n° 2002-89 relatif aux procédures administratives et financières dote les services des outils nécessaires afin de mener à bien cette mission.

A l'avis simple, émis dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme dans l'ancien dispositif issu du décret n° 86-192 du 5 février 1986, le nouveau dispositif substitue le pouvoir, dévolu au préfet de région, d'édicter des prescriptions qui s'imposent tant au pétitionnaire qu'à l'autorité chargée de délivrer l'autorisation et, naturellement, à l'INRAP.

Ces prescriptions ont pour objet de permettre la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux d'aménagement. Elles interviennent à l'occasion des projets d'aménagement.

### **a) Le champ des prescriptions**

Afin de ne pas alourdir les procédures mises à la charge de l'aménageur, le décret n° 2002-89 a fait le choix d'inscrire la saisine de vos services dans le cadre de l'instruction des autorisations exigées par les codes de l'urbanisme et de l'environnement ou à l'occasion des procédures d'approbation pour les projets non soumis à autorisation. L'article 3 du décret désigne, pour chaque type d'autorisation de travaux, l'autorité chargée de saisir le préfet de région, maire ou préfet de département le plus souvent.

Vous serez systématiquement saisis de tous les dossiers relatifs à la création de ZAC, aux opérations de lotissement, aux travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme, article créé par le décret et qui vise un certain nombre d'opérations agricoles, aux aménagements et ouvrages précédés d'une étude d'impact, enfin aux travaux sur des immeubles classés au titre des monuments historiques.

Le décret relatif aux procédures administratives et financières (art 1<sup>er</sup>) vous donne en outre un instrument efficace de gestion territoriale des dossiers d'archéologie préventive, le zonage et la définition de seuils. Il vous confère le pouvoir de déterminer par arrêté les zones et les seuils dans lesquels ou au delà desquels vous serez saisis. Ainsi, peuvent être à la fois affirmées les priorités de la protection du patrimoine archéologique et régulée la charge de travail de vos services, puisque ne vous seront automatiquement transmis que les permis de construire, de démolir et les autorisations d'installation et de travaux divers effectués à l'intérieur de l'une de ces zones. Tant que ces nouveaux zonages n'auront pas été édictés, et pendant 18 mois au plus à compter du 1<sup>er</sup> février 2002 (D. 2002-89, art 59), la saisine automatique interviendra dans le périmètre des anciennes zones que l'usage antérieur a pu définir au titre du décret n° 86-192 du 5 février 1986.

Cette saisine automatique n'est pas le seul mode de saisine de vos services le décret (articles 4, 5 et 7) prévoit d'une part qu'il vous est possible, lorsque vous aurez connaissance d'un projet susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique situé hors du champ de cette saisine automatique, de demander la communication du dossier et de prescrire les mesures qui s'imposent, d'autre part que l'autorité qui délivre l'autorisation de travaux peut vous saisir hors des cas où elle est tenue de vous transmettre le dossier, enfin que l'aménageur peut volontairement vous saisir, avant tout dépôt d'une demande d'autorisation, afin de savoir si des prescriptions doivent être édictées.

## **b) Le contenu, le moment d'intervention et les effets des prescriptions**

Les prescriptions peuvent porter sur la réalisation d'un diagnostic, afin de déterminer si des éléments du patrimoine archéologique sont susceptibles d'être affectés par les travaux et quelles sont les mesures nécessaires pour les sauvegarder (D. 2002-89, art 16). Si le diagnostic confirme la présence de vestiges importants, vous pouvez prescrire, selon les cas, la conservation totale ou partielle du site, ou la réalisation de fouilles pour permettre la sauvegarde des vestiges par l'étude scientifique. Des prescriptions complémentaires sont prévues en cas de découvertes réalisées pendant l'intervention archéologique et qui en modifient substantiellement le projet (D. 2002-89, art 19).

Les prescriptions de fouilles sont assorties, à l'intention de l'INRAP, d'un cahier des charges qui définit les objectifs, les données scientifiques et les principes méthodologiques de l'intervention ainsi que le délai prévisionnel de remise du rapport final (D. 2002-89, art 18).

Je vous recommande de ne pas hésiter à demander à la commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA), pendant le délai de trois mois prévu à l'article 17 du décret relatif aux procédures administratives et financières, son avis sur les prescriptions postérieures au diagnostic et sur le cahier des charges scientifiques que vous devez élaborer.

Il vous revient également de désigner le responsable scientifique de l'opération d'archéologie préventive (L. art 2 ; D. 2002-89, art 8).

La réception par le préfet de région du dossier de demande d'autorisation de travaux marque le point de départ des délais : ils sont d'un mois pour prescrire un diagnostic ou faire connaître votre intention d'édicter une autre prescription immédiate, telle la conservation du site ou la modification du projet, de trois mois par la suite, pour édicter des prescriptions postérieures au diagnostic.

J'attire votre attention sur l'existence de ces délais aux termes desquels l'absence de décision de votre part vaut renonciation à énoncer une prescription. En raison du nombre de dossiers que vous recevrez et de l'importance de leur instruction au regard des objectifs de la loi, je recommande aux préfets de région de déléguer leur signature au directeur régional des affaires culturelles pour l'édiction de ces prescriptions.

Il appartiendra aux préfets de département de vous saisir sans délai des dossiers d'autorisation d'urbanisme dont ils sont destinataires et qu'ils recevront des autorités décentralisées.

La prescription d'archéologie préventive est indépendante des procédures d'autorisation ou d'approbation des travaux nécessitant une intervention archéologique préalable. Toutefois, ces travaux ne pourront être réalisés qu'après l'accomplissement des prescriptions de diagnostic puis de fouilles que vous aurez édictées (D. 2002-89, art 1<sup>er</sup>).

Lorsque les prescriptions comportent des mesures conservatoires, telles que la conservation totale ou partielle du site ou la modification du projet, elles obligent le bénéficiaire de l'autorisation à solliciter une nouvelle autorisation, qui ne pourra être accordée que si le projet les respecte.

Ces prescriptions constituent, aux termes de la loi (L. art 8 II) le fait générateur de la redevance d'archéologie préventive, calculée par l'INRAP sur cette base. Aucune subvention au titre de l'archéologie préventive ne peut désormais être accordée par vos services aux aménageurs et les crédits globalisés qui ont été délégués en 2002 ont été répartis en conséquence.

Les prescriptions de fouilles sont mises en œuvre selon un projet établi par l'Institut national de recherches archéologiques préventives et dans des conditions définies par une convention passée entre ce dernier et l'aménageur. En raison des effets normatifs qu'elles produisent, les prescriptions sont notifiées au pétitionnaire et à l'autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation de travaux.

## **2. Le contrôle de la mise en œuvre des prescriptions**

L'INRAP est chargé d'exécuter les prescriptions que vous aurez édictées. Plusieurs dispositions vous confient un rôle de contrôle du respect de cette exécution, puis d'évaluation du résultat des opérations.

Les articles 16 et 18 du décret n° 2002-89 vous donnent le pouvoir de demander, dans des délais de huit et quinze jours, à l'établissement public de modifier le projet qu'il a établi et qui ne permettrait pas la mise en œuvre de vos prescriptions et de leur cahier des charges. Le dispositif institué par la loi du 17 janvier 2001 et ses décrets d'application impliquant notamment une action harmonieuse entre vos services et l'INRAP, cette prérogative doit évidemment être exercée dans le respect de l'autonomie statutaire de l'établissement public et en tenant compte des contraintes qui lui sont propres. La commission interrégionale de la recherche archéologique (CIRA) pourra à cet égard vous apporter une expertise utile. Je vous rappelle par ailleurs que l'inspection générale de l'archéologie peut être saisie en tant que de besoin.

La loi du 17 janvier 2001 a prévu que l'établissement public associe, pour l'exécution de ses missions, les services archéologiques des collectivités territoriales, ce qui constitue une obligation. Celles-ci, lorsque leurs services archéologiques sont agréés par l'Etat, peuvent bénéficier d'une exonération proportionnelle de la redevance d'archéologie. Le décret n° 2002-89 (Chapitre VI) vous confie un rôle dans la procédure d'agrément de ces services.

En effet, la demande d'agrément vous est adressée. Il vous appartient d'en vérifier le caractère complet et de la transmettre au ministre chargé de la culture, avec votre avis. La date de transmission de ce dossier, dont vous devez tenir informée la collectivité ayant sollicité l'agrément, fait courir le délai de 4 mois au terme duquel, en l'absence de décision du ministre, un agrément tacite est réputé acquis.

### 3. Le pouvoir d'affecter les vestiges archéologiques immobiliers au domaine public de l'Etat (D. 2002-89, chap. VIII)

J'attire toute votre attention sur l'importance de vos décisions dans la détermination du régime juridique des vestiges archéologiques immobiliers. La loi du 17 janvier 2001 a modifié la loi du 27 septembre 1941 en ajoutant un article 18-1 à cette loi qui fait obstacle à la présomption de propriété du sous-sol au profit du propriétaire du sol instituée par l'article 552 du code civil. Les vestiges immobiliers découverts sur un terrain n'appartiennent donc pas automatiquement au propriétaire du fonds. Si ce dernier n'établit pas son droit de propriété sur les vestiges archéologiques immobiliers, ces biens sont vacants et à ce titre entrent dans le domaine privé de l'Etat (article 713 du code civil).

Cette intégration au domaine privé n'est que temporaire, le décret (D. 2002-89, art 47 § 4) prévoyant qu'en l'absence, au terme d'un délai de 6 mois, de toute décision de votre part d'incorporation au domaine public, l'Etat est présumé renoncer à la propriété du bien. Cette renonciation doit être confirmée au propriétaire du fonds, s'il le demande.

La décision véritablement importante relevant de votre compétence est donc celle de l'incorporation au domaine public si le vestige présente un intérêt archéologique majeur (D. 2002-89, art 47 § 2).

En effet, afin de ne pas faire systématiquement entrer dans le domaine public de l'Etat tous les vestiges archéologiques immobiliers, le décret vous donne le pouvoir de n'y incorporer que les biens présentant un intérêt archéologique majeur. Il vous appartiendra, dans cette dernière hypothèse, et après avis de la commission interrégionale de la recherche

archéologique, d'autoriser l'incorporation du vestige au domaine public.

J'appelle votre attention sur cette disposition qui a pour objet de vous éviter d'être contraint de prendre de nombreux actes pour céder à l'amiable les biens en cause lorsque vous aurez constaté leur intérêt archéologique mineur. Vous n'incorporez donc au domaine public que les vestiges archéologiques immobiliers présentant un intérêt majeur et laisserez, pour les autres, s'écouler le délai de six mois prévu par le texte.

Vous me tiendrez informée des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de ces dispositions.

La ministre de la culture et de la communication,  
Catherine Tasca

---

## DELEGATION AUX ARTS PLASTIQUES

### **Circulaire n° 2002/006 du 28 février 2002 relative aux fonds régionaux d'art contemporain.**

La ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région  
A l'attention de mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles

Initiés par le ministère de la culture, les FRAC ont été institués par la circulaire du 3 septembre 1982 sur la base d'un partenariat entre l'Etat et les régions et selon les principes fondamentaux qui en font un des points d'appui essentiels de la politique de soutien à la création et à la diffusion de l'art contemporain.

Près de 20 ans après leur création, plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'expérience acquise.

Les FRAC ont su constituer un patrimoine contemporain de haut niveau, représentatif de la création dans toute sa richesse, tout en favorisant l'émergence d'une jeune génération d'artistes.

La diffusion de leurs collections, leur circulation à travers les expositions, leur connaissance grâce aux publications, ont contribué à l'élaboration d'un modèle original qui s'est déployé en tenant compte des différents contextes régionaux.

La diversité des projets artistiques et des collections réunies, la vitalité du partenariat avec les régions constituent des atouts, qu'il faut préserver et traduire

dans une politique contractuelle en s'appuyant sur les dispositions de la charte des missions de service public des institutions de l'art contemporain de novembre 2000.

Aussi, s'il n'est pas souhaitable d'uniformiser les projets et le fonctionnement des FRAC, il m'apparaît en revanche nécessaire de préciser ce qui doit guider l'action de ces institutions et la position des services de l'Etat à leur égard. C'est l'objet de la présente circulaire.

## **1. Les missions**

### **1.1. La constitution d'un patrimoine public d'art contemporain**

La première mission des FRAC consiste en la constitution d'un patrimoine public d'art contemporain dans chaque région.

Elle se traduit par l'acquisition d'œuvres d'artistes vivants, représentatives des orientations les plus actuelles de la création tant du point de vue régional, que national et international.

Les œuvres acquises par les FRAC ont, quel que soit le statut du FRAC, une destination de service public comme toute collection publique d'œuvres d'art. Il importe donc qu'elles en aient aussi les caractéristiques, et notamment celle de l'inaliénabilité. C'est pourquoi, il convient de veiller à ce que, dans le cas où les œuvres ne relèveraient pas de la domanialité publique, c'est notamment le cas des FRAC sous régime associatif, les statuts du FRAC contiennent une clause prescrivant l'inaliénabilité des œuvres constituant la collection.

La constitution d'un FRAC en établissement public de coopération culturelle prévu par la loi 2002-6 du 4 janvier 2002, permettra notamment de donner aux collections une sécurité juridique supplémentaire, ces collections bénéficiant ainsi des deux conséquences attachées à la domanialité publique : l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des œuvres qui la composent.

Ce nouveau statut permettra aussi une clarification du partenariat entre l'Etat et la région. Dans ce cas, en ce qui concerne les œuvres antérieurement acquises sous statut associatif, il conviendra qu'elles fassent l'objet d'une dévolution à l'établissement public approuvé par l'assemblée générale de l'association afin d'intégrer le patrimoine de l'établissement et de bénéficier du régime de domanialité publique.

### **1.2. La diffusion**

Comme l'indiquait la circulaire du 3 septembre 1982, les collections des FRAC sont destinées à être diffusées et présentées au public pour le sensibiliser aux formes contemporaines de la création.

La politique de diffusion des FRAC s'appuie sur leurs deux spécificités que sont la mobilité des collections et la prépondérance des actions hors les murs.

Il est par ailleurs nécessaire que des conventions favorisant un réseau de diffusion de la collection sur l'ensemble du territoire régional soient établies en partenariat avec les collectivités territoriales concernées.

### **1.3. La pédagogie**

La mission pédagogique du FRAC implique la programmation régulière d'actions de sensibilisation et de formation vis à vis des publics, notamment dans le cadre de la coopération avec l'éducation nationale.

Il importe également que le FRAC soit inscrit, par le biais de conventions, dans les nouveaux dispositifs de coopération de la loi d'orientation et d'aménagement durable du territoire du 25 juin 1999.

## **2. Le projet d'établissement**

Il s'articule autour du projet artistique et culturel, et s'appuie sur des équipements et des moyens humains adaptés.

### **2.1. Le projet artistique et culturel**

Le projet artistique et culturel est un élément fondamental de l'activité du FRAC. Il comporte une vingtaine de pages au moins et détermine les orientations du FRAC pour trois ans. Il est élaboré par le directeur du FRAC, auquel vous apporterez le concours de vos services dans la phase de réflexion et de formulation des propositions. Le projet est ensuite présenté par le directeur à l'organe délibérant pour approbation. Il est souhaitable qu'il fasse l'objet d'une communication ou d'une publication et qu'il soit rédigé dans un style concret et programmatif.

Ce document contient trois volets : la collection, la diffusion, la pédagogie.

Vous veillerez à ce qu'il comporte la définition d'objectifs précis, si possible chiffrés et planifiés dans le temps, qui permettront de procéder à son évaluation, et qu'il indique les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

### **La collection**

Les collections des FRAC constituent des entités spécifiques. Il importe désormais de renforcer leur cohérence.

Le projet de collection est une dimension essentielle du projet artistique et culturel du FRAC. Il doit s'attacher à respecter la diversité des pratiques contemporaines sans exclusive. Il s'appuie sur l'analyse de la collection



existante et se développe autour des ensembles et sous-ensembles qui la constituent.

L'affirmation du caractère contemporain des achats n'exclut pas pour autant que les FRAC procèdent, à l'occasion, à des acquisitions de pièces ayant acquis un caractère historique, dès lors qu'il s'agit d'œuvres s'inscrivant précisément dans la ligne d'acquisition poursuivie et dont l'entrée dans la collection renforce la cohérence et l'intérêt.

Le document s'appuie sur l'étude de la collection pour analyser les possibilités de son enrichissement et en développer la spécificité.

Il identifie l'originalité de la collection par rapport aux autres collections publiques. Il situe la collection dans le champ de l'activité artistique contemporaine nationale et internationale, sans omettre le niveau régional, et précise les orientations artistiques à développer avec le comité technique.

Il contient également un bilan des conditions de conservation de la collection en vue de les améliorer ou de les adapter aux principes muséographiques, et indique les restaurations à envisager.

### **La diffusion**

La diffusion s'appuie prioritairement sur la mise en valeur de la collection et son appropriation par les publics.

Le programme de diffusion prend en compte l'ensemble des potentialités régionales afin de valoriser la collection auprès des publics. Il doit faire apparaître les différents partenaires régionaux et s'attacher à développer des actions concertées sur l'ensemble du territoire, en tenant compte de la richesse des ensembles de la collection, de leurs possibilités d'exposition, de la lisibilité des contenus artistiques. Il prévoit une diffusion régulière auprès des établissements scolaires.

Il traite aussi de la programmation des actions du FRAC dans son espace spécifique.

La politique de diffusion s'appuie d'abord sur les institutions culturelles de la région engagées dans le domaine des arts plastiques : musées, centres d'art, écoles d'art ou d'architecture, universités, lieux associatifs, galeries aménagées dans des établissements d'enseignement... Cette politique n'est pas exclusive, et il est souhaitable, pour élargir le champ des publics, de rechercher des partenaires et des lieux qui ne sont pas habituellement dédiés à l'art contemporain, sous réserve que la sécurité des œuvres et du public soient garanties.

Au-delà des expositions temporaires, les dépôts constituent l'un des moyens de la politique de diffusion.

Ils devront être conçus de manière à faire sens par rapport aux collections de l'institution bénéficiaire, tout en donnant une lisibilité à l'action du FRAC. Dans cette optique devront être privilégiés les dépôts d'ensembles cohérents constitués autour d'une période, d'un mouvement artistique ou d'un artiste.

### **La pédagogie**

La mission pédagogique concerne en premier lieu le milieu scolaire, pour lequel il convient d'organiser des relations régulières de partenariat avec les rectorats. A cette fin, et dans le cadre de la politique conjointe des ministères de l'éducation nationale et de la culture, il importe de favoriser la mise à disposition d'enseignants auprès des services des publics du FRAC.

Le projet contribuera à renforcer les actions du réseau régional des institutions d'art contemporain - FRAC, centres d'art, écoles d'art - qui agissent pour une plus grande visibilité de la présence de l'art contemporain en région, et à favoriser la connaissance et l'accès des publics les plus divers.

Le programme d'actions pédagogiques doit guider l'action artistique du FRAC. Se déployant sur un spectre allant de la sensibilisation du public jusqu'aux aspects les plus élaborés des méthodologies de l'art, il cherche à favoriser l'appropriation de la collection, en utilisant une large gamme de propositions : développement de l'expression artistique, communication orale, publications.

Dans le domaine des publications, le FRAC doit offrir au public les possibilités d'aborder l'art contemporain mais aussi faciliter l'accès aux repères historiques et esthétiques à partir desquels se développe l'art actuel.

Le FRAC devra s'attacher à fidéliser et à élargir son public.

La politique d'action éducative suppose la mise en place d'instruments de connaissance des publics et de suivi des opérations menées, de manière à en mesurer l'efficacité.

## **2.2. Un projet de lieu : les équipements et les personnels**

### **2.2.1. Les équipements**

La mise en œuvre des missions des FRAC suppose l'existence d'un équipement permanent constituant un lieu accessible et répondant aux fonctions suivantes :

- l'accueil, l'information et la formation des publics ;
- la présentation sur place de la collection ;
- la conservation préventive et le stockage des œuvres par l'aménagement de réserves adaptées dans leur

surface, leur configuration, leurs caractéristiques techniques notamment en matière d'accessibilité ;

- la préparation des mouvements d'œuvres, à travers des espaces de transit et des ateliers techniques ;
- la documentation de la collection et la possibilité de mener des recherches documentaires à des fins d'étude et de publication ;
- l'administration et la gestion.

Si nécessaire, la mise à niveau des équipements devra être entreprise, en procédant le cas échéant à une étude de programmation associant l'ensemble des partenaires du FRAC sur la base d'un cahier des charges précis et concerté ; il pourra être fait appel à l'expertise de cabinets spécialisés dans le domaine de l'art contemporain et de la muséologie.

### 2.2.2. Les personnels

Les moyens humains du FRAC seront identifiés dans un organigramme fonctionnel en cohérence avec les missions et les actions définies par le projet d'établissement. Ce document distinguera les personnels permanents, les vacataires, les contractuels et les personnels d'autres statuts ou prestataires extérieurs.

Le recrutement et le déroulement de la carrière des intéressés devront être assurés selon des modalités permettant la continuité de l'emploi et du service.

## **3. La collection**

### **3.1. Les achats**

Les acquisitions sont décidées par l'organe délibérant du FRAC au sein duquel sont représentés la région et l'Etat. En revanche, le pouvoir de proposition en matière d'acquisition relève d'une expertise qui doit être réunie au sein d'un comité technique d'achat.

#### 3.1.1. Le comité technique d'achat

Le comité technique d'achat met en œuvre la politique d'acquisition définie par le projet artistique et culturel et approuvée par le conseil d'administration dans le cadre de ses grandes orientations.

L'instauration dès 1982 de ces comités techniques, composés de personnalités qualifiées, procédait de la volonté de garantir la pertinence et l'indépendance des propositions.

Cette procédure, comparable à celle des acquisitions du fonds national d'art contemporain, reste un rouage essentiel de l'organisation des FRAC.

Il est souhaitable que le comité technique d'achat soit composé de quatre à six membres :

- le directeur du fonds régional d'art contemporain ;

- trois à cinq personnalités qualifiées en art contemporain, bénévoles, choisies pour leur compétence scientifique (critiques d'art, directeurs de centres d'art, conservateurs, artistes...) nommés pour une durée de trois ans renouvelable une fois, par le conseil d'administration, sur proposition du directeur.

Il est souhaitable qu'un artiste au moins figure parmi les personnalités qualifiées membres du comité technique d'achat.

Le conseiller pour les arts plastiques et, le cas échéant, son équivalent au sein du conseil régional, assistent au comité technique d'achat avec voix consultative.

Le directeur du fonds régional d'art contemporain anime le comité technique d'achat, en assure le secrétariat et rassemble les dossiers artistiques des propositions d'achat qu'il communique, présente et argumente devant le conseil d'administration.

Ces dossiers, outre une analyse de l'œuvre et une présentation de l'artiste, doivent indiquer l'auteur de la proposition, le nom du vendeur et le prix.

Le comité technique d'achat établit un règlement intérieur fixant son organisation et son fonctionnement. Vous veillerez à ce que ce règlement respecte un certain nombre de principes généraux :

- convocation formelle des membres à l'initiative du directeur du FRAC ;
- périodicité régulière des réunions (il est souhaitable que le comité technique d'achat se réunisse au moins deux fois par an) ;
- formalisation des décisions : les propositions d'acquisitions sont décidées à la majorité simple des membres présents ;
- élaboration de procès verbaux de réunion permettant d'éclairer la décision formelle de l'organe délibérant, la tenue des archives du FRAC, etc.

#### 3.1.2. La sécurité juridique des achats

Les artistes, auteurs des œuvres entrées dans le patrimoine des FRAC, soit par acquisition directe, soit par commande, bénéficient d'un droit de propriété artistique, distinct du droit commun de la propriété applicable au support matériel de l'œuvre (art. L 111-3 du code de la propriété intellectuelle). Ce droit de propriété incorporelle comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

L'article L 121-1 du code de la propriété intellectuelle dispose que le droit moral d'un artiste-auteur est attaché à sa personne, qu'il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Il se transmet, sauf dispositions testamentaires contraires, aux héritiers de l'auteur.

Le droit moral consacre notamment un droit au respect du nom de l'artiste et de sa qualité ainsi que le droit au respect de son œuvre.

C'est à ce droit moral qu'il est fait référence lorsque surgissent des problèmes de déplacement d'œuvres, d'atteintes à leur intégrité, et que deviennent nécessaires des restaurations attendues ou plus encore inattendues (le contrôle des artistes ou de leurs ayants droit est alors nécessaire).

Le code de la propriété intellectuelle encadre les dispositifs de cession de droits d'exploitation par les artistes-auteurs (droits d'auteur).

La cour de cassation vient notamment de rappeler fortement dans un arrêt du 23 janvier 2001 (*Cass. 1<sup>ère</sup> civ. Editions du cercle d'art c/ Pierrel et Ruiz Picasso*) que l'artiste peut céder à titre gratuit son droit de reproduction comme son droit de représentation pour autant que le formalisme du mécanisme prévu à l'article L 131-3 du code de la propriété intellectuelle soit respecté. De ce fait, devront figurer au contrat la destination de la cession, les supports qui seront utilisés et ce, avec le maximum de précisions, tout comme son étendue géographique, sa durée.

En ce qui concerne les droits patrimoniaux, la durée des droits d'auteur, sachant que ces droits se transmettent à ses ayants droit, s'étend tout au long de la vie de l'artiste et soixante dix ans après sa mort.

La plus grande attention doit être portée au fait que les cessions se constatent par écrit, contractuellement, étant entendu que la cession de chacun des droits (reproduction et représentation) doit être distincte. Chaque support doit être clairement identifié et faire l'objet d'une indication spécifique (art. L 131-3 du code de la propriété intellectuelle).

A l'intérieur de chaque contrat de cession doivent être prévues des clauses relatives à la durée et à l'étendue des droits cédés (art. L 131-3 du code de la propriété intellectuelle).

De plus, l'exploitation en ligne (internet) doit être explicitement prévue dans le contrat en tant qu'elle met en œuvre les droits de reproduction et de représentation.

Une autre question est celle de l'exclusivité des droits cédés. Le plus généralement, il sera conseillé au cessionnaire de ne pas demander une exclusivité pour une cession à titre gratuit afin de laisser aux jeunes auteurs, notamment, la faculté d'assurer eux-mêmes ou de faire assurer leur promotion.

### 3.1.3. Achats aux galeries

Les galeries participent à la diffusion de l'art contemporain et de ce fait contribuent à une mission d'intérêt général ; il est donc souhaitable de s'adresser à elles chaque fois que l'artiste concerné est représenté par une galerie.

## **3.2. Les autres modes d'acquisition**

### **Commande**

La constitution de la collection peut également s'opérer par des commandes liées à un projet d'artiste et faisant sens dans la collection.

Dans le cas d'un achat à la suite d'une aide à la production en vue d'enrichir les collections, faite par le FRAC lui-même ou par une autre structure, le montant de l'aide à la production doit être déduit de l'achat.

Les commandes suivent la même procédure que les achats. Elles doivent être proposées par le comité technique d'achat et approuvées par le conseil d'administration.

### **Les dons**

Les collections peuvent accueillir des dons provenant des artistes, de collections privées, d'associations d'amis ou d'entreprises, sous réserve de l'approbation du comité technique d'achat et du conseil d'administration. Toutefois, les FRAC associatifs ne peuvent recevoir que des dons manuels, seuls les FRAC relevant du droit public peuvent recevoir de véritables donations authentiques.

## **3.3. La gestion des œuvres**

### 3.3.1. La conservation

Assimilable à une collection publique, constituée en vue de l'exécution de missions de service public, la collection du FRAC doit être conservée selon les normes applicables aux collections muséographiques :

- un inventaire est tenu sur cahier réglementaire avec attribution d'un numéro et informatisé avec inscription des œuvres sur une base de données. Il est recommandé pour la mise en réseau des collections et leur gestion, que le FRAC soit membre de l'association vidéomuseum qui regroupe les collections publiques d'art moderne et contemporain ;
- le marquage des œuvres avec leur numéro d'inventaire doit être systématique ;
- un dossier de documentation sur chaque œuvre doit être constitué comprenant les éléments descriptifs, historiques et iconographiques nécessaires ;

- l'entrée de l'œuvre dans la collection et ses mouvements ultérieurs doivent faire l'objet d'un constat d'état.

Les réserves constituent l'un des éléments du projet scientifique et culturel ; accessibilité, fonctionnalité, préservation, doivent être prises en compte dans les aménagements, de même que les équipements annexes nécessaires (transit, locaux techniques...).

Des missions de conseil peuvent être confiées à un restaurateur.

### 3.3.2. Les prêts

La gestion de la collection implique que les actions de diffusion s'accompagnent de contrats réglementant les conditions de prêts d'œuvres (durée, valeur d'assurance, conditions de présentation, signalisation).

Le directeur rend compte chaque année à l'organe délibérant, des prêts accordés et refusés.

### 3.3.3. Les dépôts

Dans la mesure où les dépôts sont un élément important de la politique de diffusion, il importe qu'ils fassent l'objet d'un certain formalisme.

Vous préconiserez la mise en place d'un comité consultatif des dépôts qui regroupera, autour du directeur du FRAC, les responsables des principaux musées de la région, ainsi que les conseillers chargés des musées et des arts plastiques au sein de la DRAC.

Les décisions concernant les dépôts devront, en outre, faire l'objet d'une information annuelle du conseil d'administration.

Au contraire des prêts, liés à un événement, les dépôts sont caractérisés par une durée déterminée, qui peut être de 3 ans, à l'issue de laquelle le dépositaire peut demander le renouvellement.

Les dépôts doivent donner lieu à un récolement régulier par période de 3 ans. Cette procédure de récolement est une condition de bonne gestion et de conservation de la collection. Il doit en être rendu compte aux organes de gestion du FRAC.

## **4. Conventions - bilans - évaluation**

### **4.1. Les conventions pluriannuelles d'objectifs**

En application de la charte des missions de service public pour les institutions d'art contemporain, une convention doit déterminer, pour une période de trois ans, les objectifs du FRAC et les moyens mis en place par l'Etat, la région et les autres partenaires.

Cette convention repose sur l'énoncé et la validation du projet artistique et culturel ; elle reprend les objectifs

formulés dans ce projet pour chacune des trois missions assignées au FRAC. Les objectifs et les moyens correspondants sont annualisés.

Il vous appartient, après négociation avec la région et les autres partenaires, d'élaborer le projet de convention et d'en assurer le suivi après son approbation.

Un bilan sur 3 ans sera réalisé afin d'évaluer la réalité de la mise en œuvre de la convention et du projet artistique.

### **4.2. Rapport annuel**

Pour assurer le suivi de ces conventions, et pour préparer la procédure d'évaluation ultérieure, il est souhaitable qu'un rapport annuel d'activité soit remis par le directeur du FRAC à l'organe délibérant. Ce rapport est formulé à partir des objectifs du projet artistique et culturel, et utilise les instruments qui auront été élaborés pour le suivi de celui-ci.

### **4.3. L'évaluation**

L'évaluation a pour objet de confronter les résultats atteints avec les objectifs fixés, et de contribuer à définir les orientations des projets artistiques et culturels et à préciser les contenus des conventions. Elle est menée par la délégation aux arts plastiques en liaison avec les services de la DRAC et ceux du conseil régional.

Elle s'appuie sur les éléments quantitatifs et qualitatifs permettant de mesurer les résultats au regard des objectifs définis dans le projet d'établissement : acquisitions, actions de diffusion, fréquentation des expositions, irrigation du territoire, effectifs touchés par les actions pédagogiques, coût des différentes actions menées, etc.

Après recueil et analyse des données, la délégation aux arts plastiques vous adressera pour communication au FRAC et à la région un rapport intermédiaire, aux fins de recueillir leurs observations et commentaires qui seront ensuite intégrés au rapport définitif

Un point sera fait, un an après la remise du rapport d'évaluation sur la mise en œuvre effective des préconisations qu'il contient.

Vous vous appuyerez sur l'évaluation réalisée pour le renouvellement des conventions.

La présente circulaire abroge l'ensemble des précédentes instructions relatives aux FRAC, et notamment la circulaire du 3 septembre 1982.

Le délégué aux arts plastiques  
Guy Amsellem

## **DELEGATION AU DEVELOPPEMENT ET A L'ACTION TERRITORIALE**

### **Circulaire n° 2002/001 du 7 janvier 2002 relative aux protocoles de décentralisation culturelle en 2002.**

Le délégué au développement et à l'action territoriale à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

Lors d'une déclaration au Parlement le 17 janvier 2001, le Premier ministre a posé les principes d'une nouvelle étape de la décentralisation, proposant aux ministres d'engager des expérimentations afin de préfigurer une nouvelle répartition des compétences de l'Etat et des collectivités territoriales.

C'est dans ce cadre que le ministère de la culture et de la communication a lancé, en janvier 2001, le programme des protocoles de décentralisation culturelle, qui se poursuivra en 2002.

Cette année, sept protocoles ont été élaborés pour une durée de trois ans, sur les thèmes du patrimoine ou des enseignements artistiques.

Un document d'étape concernant les protocoles de décentralisation a été présenté par les ministres le 22 novembre dernier au conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel, et vous a été transmis par courrier en date du 6 décembre 2001.

La présente note rappelle les objectifs des protocoles de décentralisation culturelle ainsi que la méthode et le calendrier retenus pour l'exercice 2002.

### **I - Les objectifs des protocoles de décentralisation culturelle en 2002**

Trois objectifs ont été assignés aux protocoles de décentralisation culturelle :

- clarifier les rôles et identifier les nouvelles compétences culturelles pour les collectivités territoriales
- développer et améliorer le service public dans les deux domaines du patrimoine et des enseignements artistiques
- dégager les dispositions susceptibles d'inspirer les prochaines étapes de la décentralisation

### **II - Les territoires concernés**

En 2002, les régions, les départements ainsi que les agglomérations pourront être concernés par des projets

dans le domaine de l'architecture et du patrimoine et dans celui des enseignements artistiques.

Il vous appartient d'évaluer la qualité des projets et la pertinence du choix des niveaux territoriaux, même si le cadre régional semble s'imposer pour les enseignements artistiques.

C'est prioritairement en raison de l'intérêt et de la capacité de la collectivité à s'engager dans une expérimentation de trois années qu'elle pourra mener son projet de protocole à terme, avec le soutien du ministère.

### **III - La démarche**

L'expérimentation lancée en 2001 permet de confirmer les trois éléments clés de la mise en œuvre des futurs protocoles, qui doivent bénéficier :

- d'objectifs suffisamment précis pour une évaluation efficace de l'expérimentation ;
- d'une méthode rigoureuse, notamment pour ce qui concerne l'état des lieux et les diagnostics préalables pour la déclinaison des enjeux et des intentions sur lesquels les partenaires doivent s'accorder, mais aussi pour leur traduction technique, scientifique ou pédagogique ;
- d'un calendrier précis des différentes étapes de leur mise en œuvre.

Un comité de pilotage, associant les élus, acteurs culturels et experts des collectivités territoriales et de l'Etat sera mis en place à l'occasion de l'élaboration de chaque protocole.

Le groupe national de suivi et d'évaluation poursuivra son rôle d'accompagnement méthodologique pour la mise en œuvre des protocoles et pour leur évaluation. Rappelons que le G.N.S.E travaille en étroite relation avec les services du ministère de la culture et ceux des collectivités concernées.

### **IV - Le calendrier des protocoles**

Au sein des services du ministère de la culture et de la communication, la délégation au développement et à l'action territoriale sera destinataire des projets 2002, et assurera le suivi de la mise en œuvre des projets retenus en liaison avec les directions sectorielles concernées, les directions régionales des affaires culturelles et les collectivités territoriales.

D'ici la fin du mois de janvier 2002, selon votre connaissance des situations locales, vous nous indiquerez les collectivités territoriales susceptibles de s'engager dans ce nouveau partenariat.

Avant la fin du mois de février 2002, après examen par l'administration centrale, les nouveaux sites

d'expérimentation seront définis et les négociations pourront être engagées sous votre responsabilité.

## **V - Financement**

Au-delà des moyens budgétaires déjà mobilisés par chacun des partenaires sur les domaines concernés par le protocole, l'Etat et la (ou les) collectivité(s) signataire(s) apportent une contribution supplémentaire afin de renforcer l'action dans le domaine retenu.

Sur le budget 2002, 8 MF ont été inscrits en mesure nouvelle pour soutenir la mise en place des nouveaux protocoles de décentralisation culturelle.

Le délégué au développement et à l'action territoriale,  
Michel Clément

### **Circulaire interministérielle du 16 janvier 2002 relative au programme national de développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes dans les sites en contrat de ville.**

Le délégué au développement et à l'action territoriale du ministère de la culture et de la communication,  
La déléguée interministérielle à la ville du ministère délégué à la ville,

à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Messieurs les préfets de département

Le comité interministériel des villes du 1<sup>er</sup> octobre 2001 s'inscrit dans la continuité du travail déjà engagé par le Gouvernement pour faire reculer les inégalités territoriales et donner un nouveau visage aux villes.

Il vient amplifier les efforts déjà engagés dans la recherche d'une plus grande mixité sociale et urbaine, notamment par des mesures destinées à favoriser la réussite des jeunes en matière d'éducation, d'emploi et de culture.

Parce qu'une pratique artistique et culturelle est un facteur d'épanouissement personnel et de reconnaissance, le CIV a décidé la mise en place d'un programme national destiné à mobiliser, en particulier pour les jeunes, des compétences artistiques au cœur des territoires prioritaires de la politique de la ville.

Ce programme, doté de 7,62 M• (50 MF) en 2002, vient renforcer le soutien apporté à l'ensemble des initiatives qui, depuis des années, sont développées dans le cadre de cette politique.

La présente circulaire a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre de ce programme conjoint du ministère de la culture et de la communication et

du ministère délégué à la ville, qui doit s'inscrire en priorité dans les orientations des volets culturels des contrats de ville et favoriser l'élaboration des conventions «culture pour la ville - cultures de la ville» (circulaire n°2000/024 du 19 juin 2000).

## **Les principes d'intervention**

L'ensemble des disciplines artistiques et culturelles (musique, danse, théâtre, arts de la rue, arts de la piste, arts plastiques, architecture, cinéma, multimédia, photographie, audiovisuel, écriture...) peuvent être sollicitées pour mener des projets de création partagés avec les habitants et les artistes.

Ces projets doivent contribuer au désenclavement des territoires de la ville, favoriser la diversité culturelle et les échanges intergénérationnels pour développer la démocratie culturelle.

Vous vous attacherez à associer le maximum de partenaires et d'opérateurs locaux afin de faire émerger des actions qui structurent la vie culturelle locale dans la durée.

Dans le cadre de ce programme, parmi l'ensemble des initiatives que vous aurez repérées, vous soutiendrez en priorité :

- les résidences d'artistes,
- les projets menés par les jeunes et accompagnés par un artiste ou par une équipe artistique,
- les échanges européens de jeunes autour d'un projet artistique.
- les démarches d'artistes plasticiens qui peuvent participer au renouvellement urbain,
- les projets développés dans les espaces intermédiaires et les friches urbaines.

## **La mise en œuvre**

En liaison avec les sous-préfets chargés de la politique de la ville, il vous revient de sélectionner les projets, au niveau régional, notamment par appel à projets.

A votre initiative, une commission régionale consultative issue de la commission interservices régionale et élargie à différents acteurs de la politique de la ville, sera constituée afin d'examiner les demandes et d'en évaluer la qualité.

Cette commission veillera à ce que les projets s'articulent avec l'ensemble des enjeux du contrat de ville, que les différentes disciplines artistiques y soient représentées, et que dans la mesure du possible, un opérateur local (équipe de médiation, équipement de proximité, scène nationale, friche culturelle...) soit associé afin de contribuer à la pérennisation de ces actions.

Après consultation des préfets de département, vous arrêterez la programmation des projets.

Les actions retenues feront l'objet d'un suivi par la commission régionale d'une évaluation et d'une valorisation selon des conditions que vous définirez.

### **Le financement**

Le comité interministériel des villes a décidé d'allouer en 2002 à ce programme national des crédits d'un montant de 7,62M• (50 MF), sur le chapitre 46-60 article 10 (fonds d'intervention pour la ville) du ministère de la ville. Ces crédits ne se substituent pas aux crédits de droit commun, ni aux crédits déjà programmés dans le cadre des contrats de ville, mais viennent renforcer le soutien accordé aux actions culturelles dans le cadre de lit politique de la ville.

Une première enveloppe, correspondant à environ 40 % du total des crédits, vous sera notifiée en janvier 2002, selon les clés de la répartition régionale utilisées par la délégation interministérielle à la ville pour les contrats de ville 2000-2006. Il conviendra que vos propositions de sous-répartition soient adressées dans les meilleurs délais à la délégation interministérielle à la ville afin que les crédits puissent être délégués aux préfets de département.

La délégation au développement et à l'action territoriale informera les directions sectorielles du ministère de la culture et de la communication du bilan de cette première étape du programme et les consultera sur sa poursuite. Celles-ci pourront être sollicitées en tant que de besoin par les directions régionales, notamment en terme d'expertise.

La notification de la deuxième tranche des crédits sera décidée par nos services en fonction de la programmation de la première enveloppe et de vos nouvelles propositions de répartition.

Le reliquat sera délégué aux préfets de région d'ici la fin du premier semestre 2002.

Vous veillerez à réserver les crédits nécessaires à l'évaluation et à la valorisation des actions que vous aurez soutenues.

Pour la mise en œuvre des échanges européens, vous mobiliserez au maximum les crédits des fonds structurels auxquels ces actions pourraient être éligibles, tant sur l'objectif 3 (FSE) que sur les programmes d'initiative communautaire (Equal, Urban et Interreg).

Afin de faire connaître et de valoriser le plus largement possible ce programme auprès des acteurs locaux concernés, une information sur ses objectifs et les modalités de sa mise en œuvre sera diffusée par les différents supports de communication de nos deux ministères (sites internet, lettres d'information...).

Le délégué au développement et à l'action territoriale  
du ministère de la culture et de la communication,  
Michel Clément  
La déléguée interministérielle à la ville  
du ministère délégué à la ville,  
Claude Brévan

### **Annexe**

#### **Répartition régionale de la première enveloppe de crédits**

REGION	Montant en M•	pour information
		Montant en MF
ALSACE	0.06	0.4
AQUITAINE	0.06	0.4
AUVERGNE	0.05	0.3
BOURGOGNE	0.06	0.4
BRETAGNE	0.06	0.4
CENTRE	0.09	0.6
CHAMPAGNE-ARDENNE	0.06	0.4
CORSE	0.03	0.2
FRANCHE-COMTE	0.05	0.3
ILS DE FRANCE	0.73	4.8
LANGUEDOC-ROUSSILLON	0.09	0.6
LIMOUSIN	0.05	0.3
LORRAINE	0.09	0.6
MIDI-PYRENEES	0.06	0.4
NORD PAS DE CALAIS	0.40	2.6
NORMANDIE (BASSE)	0.06	0.4
NORMANDIE (HAUTE)	0.06	0.4
PAYS DE LA LOIRE	0.09	0.6
PICARDIE	0.06	0.4
POITOU-CHARENTES	0.05	0.3
PACA	0.27	1.8
RHONE-ALPES	0.37	2.4
GUADELOUPE	0.06	0.4
GUYANE	0.03	0.2
MARTINIQUE	0.06	0.4
RÉUNION	0.06	0.4
TOTAL	3.11	20.4

#### **Clés de répartition régionale de la délégation interministérielle à la ville**

- proportion de zones urbaines sensibles (ZUS) dans la région par rapport au nombre total des ZUS
- proportion de la dotation de solidarité urbaine (DSU) perçue par les communes de la région par rapport au montant total de la DSU
- proportion de bénéficiaires du RMI dans la région par rapport au nombre total de Rmistres

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

### **Décision du 18 janvier 2002 habilitant certains agents conformément à l'article 14 du décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques.**

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de l'industrie cinématographique et notamment ses articles 19 à 22 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du code susvisé ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont habilités, conformément à l'article 14 du décret du 23 février 1990 susvisé, les agents ci-après désignés :

Albertella Xavier	Javon Jean-Pierre
Baiche Laurent	Khun Bernard
Bitsch Richard	Le Gal Gérard
Bouillol Chloé	Monteil Martine
Busidan Eric	Orbillot Régis
Davy Stéphane	Panciatici Josiane
Demichy Maurice	Pellissier Pierre-Louis
Denis Christine	Raymondaud Hélène
Eynard Pierre	Renaud Dominique
Facon-Soret Laétitia	Rialland Yves
Gautier Philippe	Salin Bruno
Guittet Joëlle	Vincendeau Françoise
Hebert Thierry	Vincent Catherine
Honnoré Fabienne	

Afin d'effectuer tout contrôle conformément à l'article 11 du même décret.

**Art. 2.** - Cette décision abroge la décision du 15 février 1999.

**Art. 3.** - La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture.

La ministre de la culture et de la communication,  
Catherine Tasca

### **Décision du 4 février 2002 portant création de la commission aux films réédités.**

Le directeur général du centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret du 28 décembre 1946 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités générales d'application de la loi du 25 octobre 1946 portant création du centre national de la cinématographie modifié ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est instituée une commission d'aides aux films réédités auprès du directeur général du centre national de la cinématographie.

**Art. 2.** - La commission d'aides aux films réédités est chargée d'émettre un avis sur l'octroi de subventions aux distributeurs qui ressortent en salle des films du répertoire ou qui présentent des rétrospectives.

**Art. 3.** - La commission d'aides aux films réédités est composée de huit membres :

- le président ;
- deux représentants des distributeurs d'œuvres cinématographiques, ainsi qu'un suppléant amené à siéger à la commission quand l'un des deux autres membres titulaires a un intérêt, même indirect, dans une affaire inscrite à l'ordre du jour de la commission ;
- deux représentants des exploitants de salles de cinéma ;
- un représentant de l'AFCAE (association française des cinémas d'art et d'essai) ;
- un représentant des responsables de festival ;
- un représentant de la critique.

Les huit membres titulaires et le membre suppléant de la commission sont désignés pour trois ans par décision du directeur général du centre national de la cinématographie.

La direction des actions patrimoniales du centre national de la cinématographie, qui assure le secrétariat de la commission, est présente à chaque séance de celle-ci.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,  
David Kessler

### **Décision du 5 février 2002 portant nomination de la présidente et des membres de la commission d'aides aux films réédités.**

Le directeur général du centre national de la cinématographie,

Vu le code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;



Vu le décret du 28 décembre 1946 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités générales d'application de la loi du 25 octobre 1946 portant création du centre national de la cinématographie modifié ;

Vue la décision du directeur général du centre national de la cinématographie en date du 4 février 2002,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommée, pour une durée de trois ans, présidente de la commission instituée par la décision du directeur général du centre national de la cinématographie en date du 4 février 2002 : madame Françoise Calvez.

**Art. 2.** - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres titulaires de la commission instituée par la

décision du directeur général du centre national de la cinématographie en date du 4 février 2002 :

Monsieur Emmanuel Bourdeau

Monsieur Jean-Max Causse

Monsieur Jacques Fretel

Madame Micheline Gardez

Monsieur Jean-Claude Georgel

Madame Sylvie Pras

Monsieur Simon Simsi

**Art. 3.** - Est nommé, pour une durée de trois ans, en qualité de membre suppléant de messieurs Jean-Max Causse et Simon Simsi : monsieur Vincent-Paul Boncourt.

Le directeur général du centre national de la cinématographie,  
David Kessler

# Mesures d'information

## Relevés de textes parus au Journal officiel

### JANVIER 2002

#### JO n° 1 des 31 décembre 2001 et 1<sup>er</sup> janvier 2002

##### Ordre national de la Légion d'honneur

Page 9 Décret du 31 décembre 2001 portant promotion et nomination (culture pp. 21-22, dont nos collègues : Chevalier : M. Dupuit Jean-Sébastien (directeur du livre et de la lecture), Mme Chiffert Anne (inspectrice générale de l'administration des affaires culturelles), M. du Moustier de Canchy Jean-François (inspecteur général de l'administration des affaires culturelles), M. Suzzarelli Bruno (directeur de l'administration générale).

##### Culture

Page 64 Arrêté du 17 décembre 2001 relatif aux emplois de chef de mission.

Page 65 Arrêté du 24 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

#### JO n° 2 des 2 et 3 janvier 2002

##### Culture

Page 168 Arrêté du 24 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de secrétaires administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 168 Arrêté du 24 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés, spécialité administration générale (femmes et hommes), du ministère de la culture et de la communication.

##### Fonction publique

Page 180 Arrêté du 21 décembre 2001 fixant la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil au titre de l'année 2001 (culture : Mme Cherie Claire, attachée principale d'administration centrale).

Page 181 Liste des candidats admis aux concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

##### Conventions collectives

Page 183 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un

accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries de la céramique d'art.

#### JO n° 3 du 4 janvier 2002

##### Culture

Page 255 Arrêté du 18 décembre 2001 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Charpillon Jacques, Mmes de Foucauld Florence et Mariani-Ducray Francine).

Page 256 Arrêté du 26 décembre 2001 portant nomination du directeur de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du don (M. Nicolas Marc).

Page 256 Arrêté du 26 décembre 2001 portant détachement (administrateurs civils) (M. Braize François).

#### JO n° 4 du 5 janvier 2002

Page 305 Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.

Page 309 Loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle.

##### Fonction publique

Page 339 Décret n° 2002-18 du 3 janvier 2002 modifiant le décret n° 91-769 du 2 avril 1991 instituant une indemnité différentielle en faveur de certains personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

##### Culture

Page 346 Arrêté du 26 décembre 2001 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Saal Agnès).

Page 346 Arrêté du 27 décembre 2001 portant cessation de fonctions (directions régionales des affaires culturelles) (M. Miserey Jean-Marie).

Page 346 Arrêtés du 3 janvier 2002 portant nomination (administration centrale) (Mmes Ahmadi Catherine, Magnan Anne, M. Brouat François).

Page 347 Arrêtés du 3 janvier 2002 portant cessation de fonctions (administration centrale) (M. Braize François).

##### Conventions collectives

Page 348 Arrêté du 17 décembre 2001 portant élargissement d'un accord régional (Corse) conclu

dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 348 Arrêté du 17 décembre 2001 portant élargissement d'un accord régional (PACA) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

### **JO n° 6 des 7 et 8 janvier 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 473 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 26 au 30 novembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III, IV et V).

#### **Culture**

Page 487 Arrêté du 12 décembre 2001 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (ingénieurs de recherche).

Page 487 Arrêté du 28 décembre 2001 portant acceptation d'une donation (donation au MNAM par "The Josef and Anni Albers Foundation").

Page 492 Arrêté du 26 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 10 février 1999 fixant la composition du comité d'orientation du fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (représentant des agences de presse : M. Hamelin Arnaud).

### **JO n° 7 du 9 janvier 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 518 Décret n° 2002-27 du 8 janvier 2002 relatif à la fixation des taux de base de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

#### **Culture**

Page 534 Arrêté du 4 janvier 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'un conseiller technique de service social du ministère de la culture et de la communication.

### **JO n° 8 du 10 janvier 2002**

#### **Culture**

Page 597 Décret du 8 janvier 2002 portant délégation de signature (M. Clément Michel).

Page 597 Décret du 8 janvier 2002 portant délégation de signature (Mme Diebolt Wanda).

Page 598 Arrêté du 27 décembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation jusqu'au 12 mars 2002 des dispositions prises par l'arrêté du 24 juillet 2001).

Page 598 Arrêté du 27 décembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Marseille : *De Cézanne à Dubuffet, la collection Jean Planque*).

### **JO n° 10 du 12 janvier 2002**

#### **Premier ministre**

Page 712 Décret n° 2002-49 du 10 janvier 2002 relatif aux missions, à l'administration et au régime financier de l'Ecole nationale d'administration.

Page 714 Décret n° 2002-50 du 10 janvier 2002 relatif aux conditions d'accès et aux régimes de formation à l'Ecole nationale d'administration.

#### **Culture**

Page 766 Décret du 10 janvier 2002 portant nomination du président de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Hoog Emmanuel).

Page 767 Décret du 10 janvier 2002 portant nomination (inspection générale de la création et des enseignements artistiques) (Mme Goutal Joëlle).

Page 767 Décret du 10 janvier 2002 portant nomination (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Le Nhat Binh).

Page 767 Décret du 26 décembre 2001 portant nomination (chefs de service départementaux de l'architecture).

Page 767 Décret du 27 décembre 2001 portant promotion (services déconcentrés) (Mme Eliot Annie et M. Peurot Jean-Luc).

Page 767 Décret du 27 décembre 2001 portant promotion (services déconcentrés) (M. Oculi Clément).

Page 767 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 11 du 13 janvier 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 790 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 7 décembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titre V).

#### **Culture**

Page 807 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 12 des 14 et 15 janvier 2002**

#### **Fonction publique**

Page 838 Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Page 839 Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité.

Page 840 Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales.

Page 840 Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés.

Page 841 Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité.

Page 841 Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales.

Page 842 Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés.

### **JO n° 13 du 16 janvier 2002**

#### **Premier ministre**

Page 871 Décret n° 2002-64 du 9 janvier 2002 modifiant le décret n° 90-715 du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents des services techniques des administrations de l'Etat.

#### **Culture**

Page 888 Arrêté du 8 janvier 2002 fixant la liste des concours pour lesquels est compétente la commission d'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés par d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

### **JO n° 14 du 17 janvier 2002**

#### **Culture**

Page 941 Décret du 15 janvier 2002 portant intégration (enseignements artistiques) (M. Fournier Michel).

### **JO n° 15 du 18 janvier 2002**

Page 1008 Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale.

Page 1052 Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (rectificatif).

#### **Culture**

Page 1110 Arrêté du 17 décembre 2001 relatif à une régie d'avances (direction des Archives de France).  
Page 1110 Arrêté du 17 décembre 2001 relatif à une régie de recettes (centre des hautes études de Chaillot).

Page 1110 Arrêté du 9 janvier 2002 portant création d'une régie d'avances auprès du cabinet de la ministre de la culture et de la communication.

Page 1110 Arrêté du 9 janvier 2002 portant création d'une régie d'avances auprès du secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle.

Page 1120 Arrêté du 17 décembre 2001 portant nomination (régisseurs de recettes) (Mme Remy-Poussard Annabelle).

Page 1120 Arrêté du 9 janvier 2001 portant nomination (régisseurs d'avances) (Mme Rezzi Brigitte).

### **JO n° 16 du 19 janvier 2002**

#### **Culture**

Page 1192 Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001

et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Page 1199 Décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Page 1214 Décret du 14 janvier 2002 autorisant l'acceptation d'une donation (de Mme Cournand Gilbert).

### **JO n° 17 du 20 janvier 2002**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 790 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 10 au 14 décembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titre V).

#### **Culture**

Page 1416 Arrêté du 18 janvier 2002 portant nomination (administration centrale) (M. Ricard Michel).

### **JO n° 18 des 21 et 22 janvier 2002**

#### **Premier ministre**

Page 1439 Arrêté du 18 janvier 2002 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de chacune des commissions de spécialité compétentes à l'égard du corps des architectes et urbanistes de l'Etat.

#### **Education nationale**

Page 1452 Arrêté du 11 janvier 2002 fixant les dates des épreuves du concours d'admission à la formation initiale de l'Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre ainsi que le nombre de candidats à admettre par section pour la session 2002.

#### **Culture**

Page 1462 Arrêté du 11 janvier 2002 portant nomination au conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France.

### **JO n° 19 du 23 janvier 2002**

#### **Culture**

Décret du 21 janvier 2002 portant délégation de signature (M. Pierrard Patrick).

Page 1573 Arrêté du 7 janvier 2002 portant attribution d'ensembles immobiliers domaniaux (à l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles).

Page 1578 Arrêté du 5 janvier 2002 portant agrément de techniciens-conseils pour les orgues protégées (MM. Foussard Michel et Galtier Roland).

### **JO n° 20 du 24 janvier 2002**

#### **Premier ministre**

Page 1601 Décret n° 2002-95 du 23 janvier 2002 portant création du comité interministériel des Archives de France.

**Culture**

Page 1618 Arrêté du 20 décembre 2001 relatif au régime des études de l'Ecole du Louvre.

Page 1619 Arrêté du 31 décembre 2001 approuvant le plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (Beaucaire, Gard).

Page 1619 Arrêté du 11 janvier 2002 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du musée des beaux-arts de Nancy pour l'exposition «*Raoul Dufy*».

**Education nationale**

Page 1626 Arrêté du 21 décembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national d'histoire de l'art.

**Culture**

Page 1632 Arrêté du 31 décembre 2001 portant cessation de fonctions au cabinet du secrétaire d'Etat (M. Bonneville Gilles).

Page 1632 Arrêté du 31 décembre 2001 portant cessation de fonctions au cabinet du secrétaire d'Etat (Mme Vitoux Marie-Claude).

**JO n° 21 du 25 janvier 2002****Culture**

Page 1708 Arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée d'Orsay : *Mondrian*).

Page 1708 Arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Marseille : *Dora Maar - Bataille, Picasso et les surréalistes*).

Page 1708 Arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Une autre Afrique, arts et cultures d'Afrique du Sud*).

Page 1708 Décision du 8 janvier 2002 portant délégation de signature (M. Kessler David).

Page 1717 Arrêté du 21 décembre 2001 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Bretagne (M. Guezo Gilles).

Page 1717 Arrêté du 14 janvier 2002 portant nomination des rapporteurs adjoints au jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2002.

Page 1717 Arrêté du 14 janvier 2002 portant nomination du président et des membres du jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2002.

**JO n° 22 du 26 janvier 2002****Emploi et solidarité**

Page 1776 Arrêté du 10 janvier 2002 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (présenté par le ministère de la culture et de la communication : Agent technique du spectacle (son,

lumière, machinerie) du STAFF).

**Culture**

Page 1803 Décret n° 2002-108 du 24 janvier 2002 modifiant le décret n° 68-905 du 21 octobre 1968 portant statut du Théâtre national de l'Odéon.

Page 1805 Décret n° 2002-109 du 24 janvier 2002 modifiant le décret n° 68-906 du 21 octobre 1968 portant statut du Théâtre national de Chaillot.

Page 1806 Décret n° 2002-110 du 24 janvier 2002 modifiant le décret n° 72-460 du 31 mai 1972 portant statut du Théâtre national de la Colline.

Page 1808 Décret n° 2002-111 du 24 janvier 2002 modifiant le décret n° 72-461 du 31 octobre 1972 portant statut du Théâtre national de Strasbourg.

**Economie, finances et industrie**

Page 1812 Arrêté du 25 janvier 2002 portant nomination à la commission d'agrément instituée par l'article 2 de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art (M. Florin Pierre).

**JO n° 24 des 28 et 29 janvier 2002****Culture**

Page 1942 Arrêté du 16 janvier 2002 fixant la liste des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

**JO n° 25 du 30 janvier 2002****Culture**

Page 2013 Arrêté du 21 janvier 2002 relatif aux modalités d'organisation de l'élection de membres élus au conseil d'administration et au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine.

Page 2014 Arrêté du 22 janvier 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 au concours interne pour le recrutement de conseillers techniques de service social du ministère de la culture et de la communication.

Page 2024 Arrêté du 10 janvier 2002 portant nomination à la commission de reconnaissance de l'enseignement de la danse.

Page 2024 Arrêté du 21 janvier 2002 portant nomination au comité de présélection des acquisitions de l'Etablissement public du musée du quai Branly (MM. Kaufmann Christian et Friede John).

**JO n° 26 du 31 janvier 2002****Affaires étrangères**

Page 2085 Décret n° 2002-119 du 24 janvier 2002 portant publication de la Convention européenne sur la coproduction cinématographique (ensemble deux annexes) faite à Strasbourg le 2 octobre 1992, signée par la France le 19 mars 1993.

**Culture**

Page 2094 Arrêté du 15 janvier 2002 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (administration générale) [16 avril 2002].

Page 2101 Décret du 28 janvier 2002 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (Mme Lehni Nadine).

Page 2101 Arrêté du 21 décembre 2001 portant nomination à la commission des auteurs d'œuvres graphiques.

Page 2101 Arrêté du 15 janvier 2002 portant nomination (conservateurs stagiaires du patrimoine de l'Etat et de la ville de Paris).

Page 2101 Arrêté du 22 janvier 2002 portant nomination du président de la commission d'agrément instituée par l'article 2 de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art (M. Schweitzer Louis).

Page 2101 Arrêté du 22 janvier 2002 portant nomination à la commission d'agrément instituée par l'article 2 de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art (M. Chevrillon Olivier).

Page 2102 Arrêté du 22 janvier 2002 portant nomination de l'administratrice provisoire de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Mme Julien Marion).

Page 2102 Arrêté du 22 janvier 2002 portant nomination (Institut national du patrimoine) (Mme Merot Catherine).

**FÉVRIER 2002****JO n° 27 du 1<sup>er</sup> février 2002****Premier ministre**

Page 2135 Décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat.

**Economie, finances et industrie**

Page 2138 Arrêté du 22 janvier 2002 portant transfert de crédits (culture, tableau A : titre III).

**Culture**

Page 2154 Décret n° 2002-125 du 31 janvier 2002 modifiant le décret n° 92-881 du 1<sup>er</sup> septembre 1992 pris pour l'application de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et concernant l'autorisation d'exploitation de réseaux distribuant des services de radiodiffusion sonore et de télévision par câble.

Page 2165 Décret du 31 janvier 2002 portant

nomination du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (M. Demoule Jean-Paul).

**Conventions collectives**

Page 2167 Arrêté du 23 janvier 2002 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées.

**JO n° 28 du 2 février 2002****Premier ministre**

Page 2192 Décret n° 2002-95 du 23 janvier 2002 portant création du comité interministériel des Archives de France (rectificatif).

**Economie, finances et industrie**

Page 2203 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 24 au 28 décembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III et V).

**Ministère de l'intérieur**

Page 2213 Arrêté du 25 janvier 2002 fixant les programmes des épreuves des concours pour le recrutement des bibliothécaires territoriaux.

**Education nationale**

Page 2218 Arrêté du 28 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2001 relatif aux groupes de métiers et aux classes au titre desquels le diplôme «un des meilleurs ouvriers de France» peut être délivré [ajout d'un groupe XX : métiers de l'audiovisuel (image animée, son, montage, gestion, ingénierie)].

**Culture**

Page 2223 Décret n° 2002-130 du 30 janvier 2002 relatif à l'attribution d'une indemnité au président de la commission générale de terminologie et de néologie.

Page 2223 Décret n° 2002-131 du 30 janvier 2002 portant approbation de la modification apportée aux statuts de la société visée à l'article 44-IV de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [Radio France].

Page 2223 Arrêté du 31 décembre 2001 portant création et délimitation d'un secteur sauvegardé (à Saint-Gilles du Gard).

Page 2223 Arrêté du 28 janvier 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 aux concours pour le recrutement de techniciens de recherche (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 2224 Arrêté du 30 janvier 2002 fixant le taux de l'indemnité allouée au président de la commission générale de terminologie et de néologie.

Page 2235 Décret du 30 janvier 2002 portant nomination (écoles d'architecture) (professeur associé à Versailles : M. Melissinos Alexandre).

Page 2235 Décret du 31 janvier 2002 portant nomination du directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (M. Peduzzi Richard).

Page 2235 Arrêté du 21 janvier 2002 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (Mme Demier Catherine).

## **JO n° 29 du 3 février 2002**

### **Economie, finances et industrie**

Page 2270 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 au 21 décembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III et V).

### **Culture**

Page 2298 Arrêté du 29 janvier 2002 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs des services culturels et du patrimoine, spécialité patrimoine (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

## **JO n° 30 des 4 et 5 février 2002**

### **Culture**

Page 2348 Arrêté du 29 janvier 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 aux concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 2348 Arrêté du 29 janvier 2002 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2002 aux concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

### **Premier ministre**

Page 2350 Arrêté du 28 janvier 2002 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (culture : M. Preschez Philippe).

### **Culture**

Page 2358 Arrêté du 24 janvier 2002 portant nomination (régisseurs de recettes) (Mme Vincent Jida).

Page 2358 Arrêté du 24 janvier 2002 portant nomination au cabinet de la ministre (conseillère chargée de l'audiovisuel et du cinéma : Mme Engel Laurence).

Page 2358 Arrêté du 28 janvier 2002 portant intégration (administration centrale) (M. Murgier Pascal).

## **JO n° 31 du 6 février 2002**

### **Intérieur**

Page 2400 Arrêté du 19 novembre 2001 portant

approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

### **Culture**

Page 2412 Décret n° 2002-140 du 4 février 2002 pris pour l'application des articles 33, 33-1, 33-2 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant le régime applicable aux différentes catégories de services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble ou diffusés par satellite.

Page 2416 Arrêté du 29 janvier 2002 portant application du décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité susceptible d'être allouée à certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication.

Page 2416 Arrêté du 29 janvier 2002 autorisant certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication à percevoir l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales.

Page 2417 Arrêté du 29 janvier 2002 autorisant certains fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication à percevoir l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés.

Page 2443 Arrêté du 25 janvier 2002 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (rénovation de la maison du Maroc à la Cité internationale universitaire à Paris).

Page 2443 Décisions du 3 janvier 2002 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Page 2443 Décisions du 15 janvier 2002 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

## **JO n° 32 du 7 février 2002**

### **Intérieur**

Page 2498 Arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

### **Culture**

Page 2515 Arrêté du 30 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 10 février 1992 relatif aux modalités d'organisation des concours de recrutement des fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 2515 Arrêté du 30 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 10 février 1992 relatif à l'examen professionnel de sélection pour l'accès au grade d'ingénieur de recherche hors classe de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

**Fonction publique**

Page 2529 Arrêté du 28 janvier 2002 modifiant le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> catégorie (session 2002) [musique et arts plastiques].

**Culture**

Page 2535 Arrêté du 14 janvier 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Etienne.

Page 2535 Arrêté du 14 janvier 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Lyon.

**Conventions collectives**

Page 2537 Arrêté du 29 janvier 2002 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la radiodiffusion.

**JO n° 33 du 8 février 2002****Culture**

Page 2597 Arrêté du 29 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 11 juillet 2001 fixant la nature des épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse dans les écoles territoriales de musique, danse et art dramatique.

**JO n° 34 du 9 février 2002****Culture**

Page 2668 Décret n° 2002-153 du 7 février 2002 portant approbation de la modification apportée aux statuts de la société visée à l'article 44 (4°) de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Page 2677 Arrêté du 31 janvier 2002 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels (M. Hantute Arnaud).

**JO n° 35 du 10 février 2002****Economie, finances et industrie**

Page 2739 Arrêté du 5 février 2002 portant répartition de crédits (culture, tableau B : titre V).

**Culture**

Page 2758 Arrêté du 26 décembre 2001 fixant la répartition géographique des postes de secrétaire administratif des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication offerts au recrutement au titre de l'année 2002 par concours externe interministériel.

Page 2758 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 fixant la

répartition géographique des postes d'adjoint administratif des services déconcentrés, spécialité «administration et dactylographie», du ministère de la culture et de la communication offerts au recrutement par concours externe interministériel au titre de l'année 2002.

**JO n° 36 des 11 et 12 février 2002****Culture**

Page 2816 Arrêté du 31 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 28 juillet 2000 relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la culture.

**JO n° 37 du 13 février 2002****Culture**

Page 2870 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Marseille : *Quelque chose de plus que la couleur, Le dessin fauve 1900-1908*).

Page 2870 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 fixant les modalités de sélection des candidats à une bourse de séjour à l'Académie de France à Rome pour l'année 2002.

Page 2876 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine).

Page 2876 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs de 1<sup>ère</sup> classe du patrimoine).

**Fonction publique**

Page 2877 Arrêté du 4 février 2002 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général [pour le corps de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles].

**JO n° 38 du 14 février 2002****Fonction publique**

Page 2939 Arrêté du 6 février 2002 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général pour le corps de l'inspection générale de la création et des enseignements artistiques.

**JO n° 39 du 15 février 2002****Economie, finances et industrie**

Page 2973 Arrêté du 7 février 2002 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Institut national d'histoire de l'art.

**Culture**

Page 2991 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2002 approuvant le plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé (Chinon).

Page 2996 Arrêté du 13 février 2002 portant



nomination du secrétaire général de la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Kehr Jean-Michel).

#### **Conventions collectives**

Page 3000 Arrêté du 5 février 2002 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

Page 3001 Arrêté du 5 février 2002 portant extension d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 40 du 16 février 2002**

#### **Fonction publique**

Page 3082 Décret n° 2002-203 du 14 février 2002 portant majoration à compter du 1<sup>er</sup> mars 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation [indices/traitements].

#### **Conventions collectives**

Page 3097 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du spectacle vivant.

Page 3097 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 41 du 17 février 2002**

#### **Premier ministre**

Page 3117 Décret n° 2002-204 du 15 février 2002 relatif à la composition et au siège de la Commission nationale de contrôle instituée par le décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 (culture/DDM : Mme Franceschini Laurence, M. Husson Roland).

#### **Culture**

Page 3131 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **JO n° 43 du 20 février 2002**

Page 3257 Loi n° 2002-214 du 19 février 2002 modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion.

#### **Culture**

Page 3285 Arrêté du 31 janvier 2002 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour le *Traité général des pesches et histoire des poissons qu'elles fournissent* de M.Le Masson du Pars, H.-L. Duhamel du Monceau et L.-. Delamarre, Paris, 1769-1782, en 10 volumes in-folio).

Page 3285 Arrêté du 31 janvier 2002 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour une table du ferronnier d'art Gilbert Poillerat (1942).

Page 3285 Arrêté du 31 janvier 2002 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation refusé pour *Une femme au tub* d'Edgar Degas, monotype sur papier, ca 1880).

Page 3285 Arrêté du 8 février 2002 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée Carnavalet : *Stroganoff, Princes et Mécènes*).

#### **Aménagement du territoire**

Page 3287 Décret du 13 février 2002 portant classement d'un site (dans le Tarn, sur le territoire des communes de Durfort, Saint-Amancet et Sorèze : plateau du Calel, oppidum de Berniquaut et grotte du Calel).

#### **Culture**

Page 3296 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **Conventions collectives**

Page 3300 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

### **JO n° 45 du 22 février 2002**

#### **Premier ministre**

Page 3407 Décret n° 2002-230 du 15 février 2002 relatif à l'application de l'article 6 *quater* de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

#### **Economie, finances et industrie**

Page 3409 Décret n° 2002-231 du 21 février 2002 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Page 3409 Décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

#### **Culture**

Page 3442 Arrêté du 13 février 2002 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse.

Page 3442 Décision du 11 février 2002 portant nomination à la commission du soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 3442 Décision du 12 février 2002 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production.

**JO n° 46 du 23 février 2002****Economie, finances et industrie**

Page 3473 Décret n° 2002-231 du 21 février 2002 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics (rectificatif).

**Culture**

Page 3497 Décret du 21 février 2002 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (représentant de l'Etat : M. Paré Jean-Christophe, suppléants : Mme Ahmadi Catherine, M. Rebut-Sarda Michel).

**JO n° 48 des 25 et 26 février 2002****Culture**

Page 3637 Arrêté du 18 février 2002 portant nomination du directeur artistique chargé de la danse du Théâtre national de Chaillot (M. Montalvo José).

**JO n° 49 du 27 février 2002****Culture**

Page 3769 Arrêté du 19 février 2002 fixant le nombre d'emplois offerts au titre de l'année 2002 aux militaires candidats à des emplois civils.

Page 3769 Arrêté du 19 février 2002 portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (Groupement d'intérêt public pour le cinéma).

Page 3770 Arrêté du 22 février 2002 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

**Conventions collectives**

Page 3779 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

**Réponses aux questions écrites****ASSEMBLÉE NATIONALE****JO n° 1 AN (Q) du 7 janvier 2002**

Réponse aux questions de :

- M. Michel Bouvard sur les subventions accordées, ou envisagées, en faveur du secteur associatif qui se consacre aux musiques actuelles.  
(Question n° 61726-04.06.2001).

- M. Christian Estrosi sur l'intention de la ministre de suivre la recommandation de M. Roland Blum, dans son rapport intitulé *Le cinéma français face à la concurrence internationale* (pp. 53-54), de favoriser par une loi précisant le cadre de leur intervention, le soutien des collectivités locales à la production cinématographique et audiovisuelle.  
(Question n° 67115-08.10.2001).

**JO n° 2 AN (Q) du 14 janvier 2002**

Réponse aux questions de :

- M. André Aschieri sur la proposition d'une association d'usagers d'intégrer à tous les niveaux l'éducation à l'euro, notamment à l'occasion des diffusions des publicités sur les chaînes publiques.  
(Question n° 61355-21.05.2001).

- M. André Aschieri sur les mesures mises en places ou prévues en faveur de la politique dite de

«verdissement de l'administration», réforme de la gestion administrative liée à des préoccupations environnementales.

(Question n° 65730-10.09.2001).

- Mme Nicole Feidt sur les principes qui guident la politique suivie dans le domaine des arts du cirque et dans le développement de la formation des artistes.  
(Question n° 65958-17.09.2001).

.- M. André Aschieri sur les mesures qui seront prises pour assurer à certaines zones rurales ou de montagne une égalité de réception des émissions de France 3 et M6 dites de décrochages régionaux, à l'heure où la notion de pays devient majeure et où les politiques publiques s'inscrivent localement.  
(Question n° 66427-24.09.2001).

- M. André Aschieri sur la possibilité de prolonger au delà de vingt-cinq ans les tarifs réduits d'entrée au musée pour les étudiants, l'âge de fin des études devenant de plus en plus incertain.  
(Question n° 66851-01.10.2001).

- M. Christian Estrosi sur les conditions de l'élaboration des programmes télévisés, et notamment si les citoyens payant la redevance audiovisuelle y sont associés ou s'il est envisagé qu'ils le soient.  
(Question n° 67081 -08.10.2001).

- M. Christian Estrosi sur le nombre de salles françaises de cinéma membres de l'association Europa-Cinéma et qui se sont engagées à diffuser 50% de films européens.

(Question n° 67119-08.10.2001).

- M. Laurent Dominati sur l'opportunité de rechercher avec les représentants des ayants droit les modalités d'un accord général facilitant une extension aux films de cinéma du mode de distribution sur internet, les producteurs français étant handicapés par l'obligation de renégocier les droits de diffusion sur ce support par le régime français du droit d'auteur.

(Question n° 67162-08.10.2001).

- M. Jacques Desallangre sur un inconvenient de l'institution par le décret n° 2000-1 du 4 janvier 2001 d'une taxe parafiscale sur les spectacles affectée aux actions de soutien aux titulaires d'une licence de spectacle (théâtre privé et variétés), qui amène les petites et moyennes associations à budget modeste à financer les professionnels du spectacle.

(Question n° 68445-05.11.2001).

- M. Jacques Myard sur l'intention de la ministre de faire restaurer le château de Villers-Cotterêt et de le consacrer à la promotion de la langue française et de la francophonie comme l'ont réclamé lors de l'appel du 7 octobre 2001 les associations de défense de la langue françaises et les autorités locales.

(Question n° 68982-19.11.2001).

- M. Xavier Deniau sur les raisons du décalage entre les crédits inscrits et ceux effectivement dépensés : 750 million de crédits non dépensés.

(Question n° 69470-26.11.2001).

- M. Jean Rigaud sur les missions conférées au CNAC (conseil national des arts culinaires) pour 2002 et sur le montant des subventions que les ministères de la culture, de l'agriculture et du tourisme lui verseront pour mener à bien ces missions.

(Question n° 69752-03.12.2001).

### JO n° 3 AN (Q) du 21 janvier 2002

Réponse à la question de :

- M. Christian Estrosi sur la nécessité de favoriser l'accessibilité des salles de cinéma aux personnes handicapées moteur, un tiers seulement d'entre elles, selon l'IFOP, étant actuellement aménagées pour les accueillir.

(Question n° 69510-26.11.2001).

### JO n° 4 AN (Q) du 28 janvier 2002

Réponse aux questions de :

- M. Léonce Deprez sur les possibilités de contrôle par un associé exclu de l'ADAMI sur la gestion des droits collectés pour son compte.

(Question n° 61583-28.05.2001).

- M. Christian Estrosi sur le nombre de films interdits aux moins de douze ans diffusés sur les écrans de cinéma entre 1996 et 2000.

(Question n° 70216-10.12.2001).

### JO n° 6 AN (Q) du 11 février 2002

Réponse aux questions de :

- MM. Jacques Pélessard, François d'Aubert, Arthur Dehaine et Pierre Hellier sur l'opportunité de rétablir la gratuité de la mise à disposition des cathédrales pour les associations à faible budget organisatrices de spectacles, eu égard au poids financiers des frais liés à la location du monument, à l'interdiction d'utiliser son réseau électrique et à l'obligation d'installer des extincteurs.

(Questions n° 62154-11.06.2001 ; 63677-09.07.2001 ; 63799-09.07.2001 ; 63917-16.07.2001).

- M. André Aschieri sur la possibilité d'accompagner la politique de soutien à l'apiculture menée par les collectivités locales en envisageant l'installation de ruches sur le patrimoine bâti et non bâti du ministère chargé de la culture, comme c'est déjà le cas sur le toit de l'Opéra.

(Question n° 63959-16.07.2001).

- Mme Nicole Feidt et M. Jean-Claude Lenoir sur les inquiétudes liées à la mise en place de la RTT en administration centrale, en DRAC et dans les services départementaux d'architecture, notamment pour les personnels des écoles d'architecture, l'accord cadre soumis au comité technique paritaire du ministère le 10 juillet 2001 permettant de craindre un recours encore accru à l'emploi précaire faute de création d'emplois.

(Questions n° 65749-10.09.2001 ; 68804-12.11.2001).

- M. Dominique Paillé sur l'intention de la ministre d'inciter par des mesures en faveur des sourds et malentendants les chaînes de télévision à généraliser le sous-titrage télétexte (STT) et le langage des signes (LSF), afin de leur donner un meilleur accès à leurs émissions, notamment aux journaux télévisés.

(Question n° 66202-24.09.2001).

- M. Christian Estrosi sur les mesures envisagées, à l'occasion de la dotation de la France du nouveau réseau de diffusion de télévision numérique hertzienne (TNT), pour permettre enfin un égal accès aux programmes des six chaînes de la télévision en clair, des citoyens des zones géographiques qui ne les captent pas.

(Question n° 66444-24.09.2001).

- M. Christian Estrosi sur les perspectives envisagées pour le cinéma mondial par M. Charles Tesson, rédacteur en chef des Cahiers du cinéma, citées par M. Roland Blum dans son rapport intitulé *Le cinéma français face à la concurrence internationale* : une

dualité planétaire, l'Amérique ayant le monopole mondial du cinéma populaire face à quelques films d'auteur à vocation internationale, la notion de cinématographie nationale devenant obsolète.

(Question n° 67112-08.10.2001).

- M. Germinal Peiro sur la possibilité d'élargir, par un accès à la publicité, le financement du réseau de petites stations de télévision locales, outils de proximité qui fonctionnent grâce au soutien financier très réglementé des collectivités.

(Question n° 67269-15.10.2001).

- M. Bernard Perrut sur la possibilité de fixer aux chaînes de télévision un nombre minimum d'heures de programmes avec sous-titres et langage des signes à diffuser en faveur des quatre millions de Français sourds et malentendants.

(Question n° 67359-15.10.2001).

- M. André Aschieri sur l'opportunité d'imposer aux images de télévision une signalétique indiquant la date de leur tournage afin d'éviter toute confusion lors des rediffusions.

(Question n° 68024-29.10.2001).

- M. François Loos sur les raisons du choix porté sur Bolloré Investissement pour la reprise de la Société française de production (SFP), en cours de privatisation, qui ne paraît avantageux, ni en terme d'emploi ni de coût global.

(Question n° 68164-29.10.2001).

- M. Kofi Yamgnane sur le rejet par l'UNEDIC, lors de négociations concernant l'assurance chômage des intermittents du spectacle, de l'accord signé en juin 2000 entre la FESAC (fédération regroupant 21 organisations professionnelles du spectacles) et des syndicats de salariés, qui prévoyait une possibilité pour les musiciens de cumuler des fonctions artistiques et d'enseignement à temps partiel, coupant ainsi ces artiste du monde de l'enseignement et précarisant davantage leur statut. (Question signalée)

(Question n° 68754-12.11.2001).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la réaction de la ministre à la réglementation du financement des chaînes et radios publiques, adoptée le 17 octobre 2001 par la Commission européenne, les aides aux chaînes de télévision publiques devant être limitées à ce qui est nécessaire à l'exercice de la mission de service public et faire l'objet d'une comptabilité séparée.

(Question n° 68851-12.11.2001).

- MM. Dominique Paillé, Christian Jacob, Frantz Taittinger, Daniel Paul, Pierre-André Wiltzer, Jean-François Chossy, Léonce Deprez, Bernard Perrut et Emile Blessig sur les mesures envisagées en faveur de la préservation du patrimoine automobile ancien depuis le décret du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante concernant les véhicules

construits avant 1997, le moratoire accordé par le Gouvernement jusqu'au 31 décembre 2001 paraissant insuffisant aux collectionneurs de ces véhicules à valeur culturelle.

(Questions n° 68969-19.11.2001 ; 69601-26.11.2001 ; 69700-03.12.2001 ; 69759-03.12.2001 ; 69947-03.12.2001 ; 70541-17.12.2001 ; 70756-17.12.2001 ; 70977-24.12.2001 ; 71124-24.12.2001).

- M. André Aschieri sur les tarifs excessifs des places de cinéma pour les étudiants de plus de vingt-cinq ans et sur l'opportunité de prolonger la tarification étudiante afin d'éviter une discrimination culturelle par l'argent.

(Question n° 69181-19.11.2001).

- M. Michel Terrot sur le moyen de corriger l'iniquité de la réglementation à laquelle sont soumises les associations à but non lucratif participant à l'animation des villes et villages en organisant carnivals et festivités.

(Question n° 69229-19.11.2001).

- MM. Pierre Hellier, Pierre Cardo, Franck Dhersin et Lucien Guichon sur l'intention de la ministre de proposer des mesures visant à exclure du champ d'application du décret du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante l'ensemble des véhicules d'époque qui constituent une partie importante de notre patrimoine technologique et culturel.

(Questions n° 69429-26.11.2001 ; 69504-26.11.2001 ; 69536-26.11.2001 ; 69600-26.11.2001).

- M. Christian Estrosi sur les suites qui seront données à la proposition du médiateur de la République de réformer à l'intention du jeune public sourd et malentendant les quotas d'émissions sous-titrées imposés aux chaînes privées, question qui préoccupe fortement la fédération ANPEDA d'associations de parents d'enfants déficients auditifs (APEDA).

(Question n° 69511-26.11.2001).

- MM. René Couanau et François Goulard sur la possibilité d'attribuer aux cinq départements bretons des fréquences hertziennes analogiques afin de permettre à chaque foyer de capter la chaîne TV Breizh, difficilement reçue par insuffisance de câblage et de bouquets satellites.

(Questions n° 69530-26.11.2001 ; 69677-03.12.2001).

- M. Jacques Godfrain sur l'intention de la ministre de consulter les associations de maires des petites communes avant l'inscription dans la loi relative à la société de l'information du projet de simplification du régime de communication des archives publiques, notamment des registres d'état civil, qui prévoit des délais différents (100 ans pour les naissances, 50 ans pour les mariages) alors que dans ces petites communes toutes les informations sont portées sur un seul registre.

(Question n° 69594-26.11.2001).

- M. Christian Estrosi sur les intentions du Gouvernement quant à une éventuelle suppression des baccalauréats technologiques, techniques de la musique et de la danse.

(Question n° 69638-03.12.2001).

- M. Didier Julia sur les aménagements réglementaires qui seront proposés pour préserver le patrimoine automobile et ses métiers des conséquences de l'application, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 du décret du 24 décembre 1996, relatif aux risques de l'amiante, qui interdit la revente des véhicules construits avant 1997, et menace de destruction après le décès de leur actuel propriétaire les véhicules de collection, même militaires et historiques.

(Question n° 71799-14.01.2002).

### JO n° 7 AN (Q) du 18 février 2002

Réponse aux questions de :

- M. Gilles Carrez sur le régime fiscal des monuments historiques, notamment de ceux qui sont ouverts à la visite. (question signalée, ayant obtenu réponse du secrétaire d'Etat au budget)

(Question n° 68979-19.11.2001).

- M. Daniel Vachez sur les initiatives qui seront prises en concertation avec les associations de sourds et de malentendants dans la perspective d'une augmentation quantitative et qualitative des programmes sous-titrés, le choix proposé actuellement étant limité à 36% du temps d'antenne des chaînes publique et quasiment inexistant sur les chaînes privées.

(Question n° 63682-09.07.2001).

- M. Georges Sarre sur les modes de financement alternatifs qui pourraient être envisagés pour France Télévision, étant donné l'enjeu pour le service public du lancement du numérique terrestre, dans le cas où la dotation octroyée par le Gouvernement serait déclarée illégale pour concurrence déloyale par la Commission européenne chargée par la Cour européenne de contrôler l'affectation et le montant des aides publiques et de surveiller les tarifs publicitaires.

(Question n° 65866-17.09.2001).

- M. Christian Estrosi sur les mesures qui pourraient accompagner la proposition de M. Roland Blum dans son rapport intitulé *Le cinéma français face à la concurrence* (p. 51) de renforcer en priorité les producteurs indépendants «en valorisant leur rôle de découvreur de nouveaux talents, en favorisant leur accès aux grands réseaux de distribution».

(Question n° 67114-08.10.2001).

- MM. Dominique Caillaud et André Aschieri sur les outils et moyens qui peuvent être mis en œuvre pour assurer le développement de la gestion numérique des archives par les collectivités locales, et notamment si la réglementation en vigueur sera maintenue et si une

coordination des instruments de gestion informatique entre les archives départementales et les archives des communes est envisagée.

(Questions n° 67823-22.10.2001 ; 68773-12.11.2001).

- M. Jean-Jacques Denis sur le moyen de conserver ou même d'améliorer le régime des intermittents du spectacle, spécificité française favorable à la création, alors que le MEDEF et l'UNEDIC ont rejeté le 21 septembre 2001, lors de négociations concernant l'assurance chômage, l'accord signé en juin 2000 entre la FESAC et des syndicats de salariés.(question signalée)

(Question n° 69002-19.11.2001).

- M. Claude Gaillard sur l'accueil réservé à la proposition du médiateur de la République d'une réforme visant à l'élargissement du sous-titrage des émissions de télévision, destinée à enrichir l'offre envers les malentendants et à la diversifier, notamment à l'intention des enfants.

(Question n° 69167-19.11.2001).

- M. Guy Lengagne sur les projets de la ministre pour résister, à l'instar des artistes et des créateurs, aux attaques menées contre l'exception culturelle par les projets du PDG de Vivendi Universal.

(Question n° 71100-24.12.2001).

### JO n° 8 AN (Q) du 25 février 2002

Réponse aux questions de :

- Mme Nicole Feidt, MM. Gilbert Maurer, Claude Gaillard, Jean-François Chossy, Francis Hillmeyer, Guy Teissier, Mme Jacqueline Lazard, MM. Yvon Abiven, Jean-Noël Kerdraon, François Cuillandre et Gilbert Le Bris sur les suites que le Gouvernement entend réserver au dossier du régime d'assurance chômage des 55 000 intermittents du spectacle, inchangé depuis six ans au détriment de la vitalité artistique de notre pays, et bloqué à nouveau le 21 septembre 2001 par le refus du MEDEF et de l'UNEDIC d'ouvrir des négociations malgré l'accord FESAC sur la création d'un système d'indemnisation signé entre les représentants des salariés de la musique, de l'audiovisuel et du cinéma et leurs employeurs.

(Questions n° 68107-29.10.2001 ; 68879-12.11.2001 ; 68934-12.11.2001 ; 70134-10.12.2001 ; 70330-10.12.2001 ; 67922-22.10.2001 ; 69334-26.11.2001 ; 69335-26.11.2001 ; 69336-26.11.2001 ; 69337-26.11.2001 ; 69338-26.11.2001).

- Mme Chantal-Robin-Rodrigo sur l'intention de la ministre de lancer une étude sur un grand projet de mise en valeur touristique en faveur des grottes de Gargas (commune d'Aventignan, Hautes-Pyrénées) dont les trésors pariétaux, classés monuments historiques, ont une renommée mondiale.

(Question n° 68803-12.11.2001).

- M. Hervé de Charrette sur l'importance d'adapter les conditions d'attribution des autorisations destinées aux radios associatives communautaires à la qualité et la régularité de leurs programmes, AYP FM, radio de la communauté arménienne d'Ile-de-France, devant toujours, malgré son ancienneté et son large public, partager sa fréquence avec une autre radio malgré ses demandes d'une fréquence propre. (Question n° 70590-17.12.2001).

- M. Lionnel Luca sur la réalité de l'existence de la «loi Malraux» à laquelle font référence les artistes réclamant une place pour exercer ou exposer leur art sur le domaine public des municipalités et dont personne ne peut fournir le texte. (Question n° 70896-24.12.2001).

- M. Jean Tiberi sur les difficultés de l'Agence France Presse (AFP) pour élaborer son budget 2002, tant que le Gouvernement tarde à préciser le montant de l'abonnement souscrit par l'Etat. (Question n° 71083-24.12.2001).

- M. Claude Gatignol sur l'inquiétude provoquée chez les agriculteurs par le recours obligatoire à un architecte pour tous travaux de construction, réhabilitation ou modification pour une surface supérieure à 20 m<sup>2</sup> prévu par le projet de réforme de la loi du 3 janvier 1977 relative à l'architecture, qui remet également en cause les conseillers «bâtiments» mis en place par leurs organisations professionnelles et très compétents pour traiter leurs problèmes spécifiques. (Question n° 71198-24.12.2001).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les mesures envisagées, autres qu'un report d'application, pour aider les propriétaires de véhicules construits avant 1997, les professionnels de l'occasion et de la réparation, et pour préserver les véhicules de collection, concernés par le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante. (Question n° 71373-31.12.2001).

## SÉNAT

### JO n° 1 S (Q) du 3 janvier 2002

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la 20ème Fête de la musique qui s'est déroulée le 21 juin 2001, notamment dans le département du Rhône. (Question n° 35199-20.09.2001).

- MM. Louis Souvet, Yann Gaillard, Louis Grillot, Marcel Vidal, Georges Gruillot, Gérard Cornu, Philippe Nogrix, Jean-Pierre Vidal et Michel Sergent sur la possibilité de dispenser du paiement de la taxe parafiscale sur les spectacles, créée par le décret n° 2000-1 en janvier 2000, qui pénalise les associations qui animent

les villes, quartiers et campagnes sans être assujettis à la licence d'entrepreneur de spectacle (moins de 6 spectacles/an) et les spectacles amateurs, cette taxe ne bénéficiant qu'aux professionnels du spectacle titulaires de la licence.

(Questions n° 35293-27.09.2001 ; 35410-04.10.2001 ; 35421-04.10.2001 ; 35451-04.10.2001 ; 35526-11.10.2001 ; 35551-11.10.2001 ; 35596-11.10.2001 ; 35662-18.10.2001 ; 36163-01.11.2001).

- M. Louis de Broissia sur l'état d'avancement du rapport sur la situation des réalisateurs annoncé dans l'article 83 de la loi n° 2000-719 du 1<sup>er</sup> août 2000, et que le Gouvernement devait remettre au Parlement dans un délai d'un an.

(Question n° 35651-18.10.2001).

### JO n° 2 S (Q) du 10 janvier 2002

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre d'inciter le Gouvernement à ouvrir une ligne budgétaire spécifique destinée au recueil des témoignages oraux comme le recommande (p. 38) l'avis du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les archives orales, rôle et statut* adopté le 10 janvier 2001. (Question n° 35336-27.09.2001).

### JO n° 3 S (Q) du 17 janvier 2002

Réponse aux questions de :

- M. Patrice Gélard sur les mesures qui seront adoptées pour assurer une diffusion télévisuelle sur la totalité du territoire, certaines de ses parties, comme en Seine-Maritime, ne recevant pas France 3 et ses émissions d'intérêt local, tout en payant l'intégralité de la redevance. (Question n° 34503-26.07.2001).

- M. Jean-Pierre Raffarin sur l'opportunité d'affecter rapidement des moyens au service public de télévision pour que France 3 et ses émissions régionales puissent être reçues sur la totalité du territoire, notamment dans tous les cantons du Poitou-Charentes. (Question n° 35044-13.09.2001).

- M. Marcel Vidal sur l'efficacité du partenariat établi entre les ministères chargés de la culture et de l'agriculture dans le but d'inventorier et de restaurer les anciens moulins à huile dans toutes les régions de France. (question transmise) (Question n° 35453-04.10.2001).

- M. Serge Lagauche sur l'éventualité de la suppression des baccalauréats technologiques «techniques de la musique et de la danse alors que les ministères chargés de la culture et de l'éducation nationales sont engagés dans un plan de cinq ans en faveur de l'éducation artistique et culturelle à l'écoles. (Question n° 36612-22.11.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur l'université d'été organisée à Lille du 2 au 4 juillet 2001 et consacrée «aux professionnels de l'art et de la culture à l'école», selon *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 9) : participation et suites.  
(Question n° 37072-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la participation de la France au projet de la bibliothèque d'Alexandrie par la «formation des personnels et l'équipement informatique» mentionnée in *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 12).  
(Question 37074-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan et les suites de la 22<sup>ème</sup> université d'été de la communication qui s'est déroulée du 20 au 24 août 2001 à Hourtin (Gironde) selon *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 9).  
Question n° 37128-06.12.2001).

#### JO n° 4 S (Q) du 24 janvier 2002

Réponse aux questions de :

- M. Michel Moreigne sur la politique en faveur de la tapisserie d'Aubusson dans le cadre du soutien aux métiers d'art et à la création textile contemporaine : mesures pour intéresser les jeunes créateurs à la basse lisse, crédits et liste des commandes publiques en 2002 et 2003, procédures d'attribution des commandes publiques.  
(Question n° 35633-11.10.2001).

- Mme Dinah Derycke sur les mesures qui permettraient aux entreprises artistiques et culturelles de disposer d'acomptes sur les subventions d'aide au projet de création artistique qui actuellement sont versées bien après le déroulement de l'activité, en application stricte de la règle de comptabilité publique du service fait, alors que l'essentiel de ces budgets est affecté aux coût salariaux des artistes et techniciens, ce qui limite les embauches ou oblige à des emprunts.  
(Question n° 36932-06.12.2001).

#### JO n° 5 S (Q) du 31 janvier 2002

Réponse à la question de :

-M. Emmanuel Hamel sur les actions menées par la France au Maroc au cours des six derniers mois, et celles prévues pour 2002, dans son association avec les Marocains pour la mise en œuvre d'un vaste projet de développement de la lecture et pour la construction de la Bibliothèque nationale à Rabat (*La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication*, n° 84 du 23 juin 2001, p. 12).  
(Question n° 37706-06.12.2001).

#### JO n° 7 S (Q) du 14 février 2002

Réponse aux questions de :

- MM. Pierre Jarlier et Jean-Léonce Dupont sur l'opportunité de rétablir la gratuité de la mise à disposition des cathédrales pour les associations à faible budget organisatrices de spectacles, eu égard au poids financiers des frais liés à la location du monument géré par le centre des Monuments nationaux, et à diverses contraintes (interdiction d'utiliser son réseau électrique, obligation d'installer des extincteurs, etc).  
(Questions n° 34029-21.06.2001 ; 34142-28.06.2001 ; 34188-05.07.2001).

- M. Louis de Broissia sur les mesures qui seront prises pour développer en France le sous-titrage télétexte et l'appliquer systématiquement aux émissions des chaînes de télévision hertziennes publiques ou privées afin de lutter contre l'exclusion des sourds et malentendants de l'information et de la culture, aggravée par la quasi totale absence d'émissions en langue des signes, et sur les systèmes adoptés par nos partenaires européens.  
(Question n° 35138-20.09.2001).

- M. Jacques Peyrat sur les conséquences de la location des cathédrales, seuls édifices assez vastes dans les petites villes pour accueillir les manifestations culturelles des associations, le poids financier de cette nouvelle réglementation du centre de Monuments nationaux mettant en péril divers spectacles et festivals, notamment en région Provence-Alpes-Côte d'Azur où le festival d'orgues de Gap a été annulé et plusieurs autres sont menacés.  
(Question n° 35142-20.09.2001).

- M. Bernard Murat sur l'opportunité de rouvrir des négociations avec les syndicats pour améliorer la mise en place de l'ARTT devant entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, et qui pour l'instant mécontente les agents du ministère chargé de la culture, sans créer d'emplois.  
(Question n° 36078-01.11.2001).

- M. Paul Girod sur l'importance que les produits français destinés à l'exportation, notamment ceux qui participent au rayonnement de notre pays, portent des mentions en français, alors que certains des plus prestigieux se disent «produce of France».  
(Question n° 36399-15.11.2001).

- Mme Danièle Pourtaud sur la place qui sera réservée au développement des télévisions associatives de proximité dans le cadre du projet de télévision numérique terrestre, et plus particulièrement sur l'avancement du rapport prévu par l'article 59 de la loi du 1<sup>er</sup> août 2000, que le Gouvernement doit remettre au Parlement avant un an, concernant la conception

de moyens de financement garantissant leur fonctionnement et leur indépendance.

(Question n° 36471-15.11.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le premier bilan de l'accord franco-allemand d'aide financière bilatérale aux coproductions cinématographiques signé au Festival de Cannes 2001 : la commission d'examen des demandes de soutien financier est-elle créée, et si oui, comment a-t-elle été constituée et quels sont ses moyens et objectifs pour 2002.

(Question n° 37119-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan des actions de coopération cinématographique franco-allemande menées en matière de formation depuis juin 2001.

(Question n° 37120-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la mise en place de la charte «Droit de cité pour le cirque» d'accueil des cirques dans les communes, signée le 23 mai 2001, mentionnée in *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 7) et sur la nécessité d'une veille quant à sa bonne application.

(Question n° 37122-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur la publication du «document de référence sur la sécurité des agrès» dans les cirques qui devait être publié rapidement selon *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 7) et sur le mode de contrôle de cette sécurité.

(Question n° 37123-06.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le programme d'études sur les arts du cirque, les colloques et les projets éditoriaux dont la mise en place était annoncées par *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 7) afin de mieux connaître le cirque, et si ces mesures ont été réalisées, sur leur résultat et sur les décisions prises.

(Question n° 37125-06.12.2001).

#### JO n° 8 S (Q) du 21 février 2002

Réponse aux questions de :

- M. René Trégouët sur la réaction de la ministre aux arguments de concurrence déloyale avancés par les télévisions privées à l'encontre des télévisions publiques qui cumulent fonds publics et recettes publicitaires, après son engagement du 22 mai 2001, en présence de ses collègues de l'Union européenne, de défendre les télévisions publiques alors que la Commission européenne envisage de réglementer leur financement.

(Question n° 33480-31.05.2001).

- M. Michel Sergent sur les mesures envisagées par

la ministre pour préserver, par une quête des témoignages oraux, notamment sur des secteurs d'activité menacés d'extinction, la mémoire culturelle et le patrimoine identitaire de certains pans de notre histoire contemporaine.

(Question n° 36164-01.11.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur les résultats de la conférence de Beyrouth (14-15 juin 2001) devant donner corps aux premiers développements du projet de coopération avec le Liban sur la lecture publique.

(Question n° 37075-06.12.2001).

#### JO n° 9 S (Q) du 28 février 2002

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Legendre et Mme Sylvie Desmarescaux sur les mesures qui permettraient d'adapter à la spécificité de l'activité culturelle dont les frais sont surtout salariaux, le mode de paiement des subventions à la création artistique dans la région Nord – Pas-de-Calais où depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001 les services financiers de l'Etat appliquent la règle du "service fait", les aides étant versées de long mois après la réalisation, après fourniture de toutes les pièces comptables justificatives des dépenses réalisées conformément à l'objet de la subvention, et donc servant surtout à payer les agios des banques.

(Questions n° 35616-11.10.2001 ; 36148-01.11.2001).

- MM. Jean-Pierre Sueur et Jean-Louis Masson sur l'inquiétude des 55 000 intermittents du spectacle face à la précarité de leur statut depuis que l'accord passé entre la FESAC et plusieurs de leurs syndicats n'a pas été reconnu, et alors que leur régime d'assurance chômage arrivé à son terme le 30 juin 2001, a été reconduit provisoirement par l'UNEDIC pour parer à cette situation d'urgence.

(Questions n° 36627-22.11.2001 ; 37405-20.12.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur les trois chantiers de réhabilitation du patrimoine architectural du cirque annoncés par *La lettre d'information du ministère de la culture et de la communication* (n° 84 du 23 juin 2001, p. 7) : quels sont-ils, où en est leur réalisation, quel sera leur coût pour les finances publiques ?

(Question n° 37126-06.12.2001).

- M. Xavier Pintat sur l'iniquité de la taxe parafiscale sur les spectacles instituée par le décret n° 2000-1 en janvier 2000 qui pénalise les spectacles amateurs et les associations qui animent les villes, quartiers et campagnes sans être assujettis à la licence d'entrepreneur de spectacle (moins de 6 spectacles/an), cette taxe ne bénéficiant qu'aux professionnels du spectacle titulaires de la licence. (question transmise)

(Question n° 37209-13.12.2001).



## Divers

**Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n°2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois de décembre 2001 à des œuvres cinématographiques par la Ministre chargée de la culture.**

(Titre du film, Visa, Editeur Vidéo, Date de dérogation)

HOTEL PARADISO, UNE MAISON SERIEUSE .	102 766	UNIVERSAL PICTURES VIDEO	04 décembre 01
RETOUR DE LA MOMIE (LE) (The Mummy returns)	102 745	UNIVERSAL PICTURES VIDEO	04 décembre 01
TAILOR OF PANAMA (THE)	102 403	COLUMBIA HOME VIDEO	04 décembre 01
CHAMBRE DU FILS (LA)	98 806	STUDIOCANAL	05 décembre 01
TIGERLAND	102 196	FOX PATHE EUROPA	05 décembre 01
UN ALLER SIMPLE	92 915	STUDIOCANAL	05 décembre 01
FANTOME DE SARAH WILLIAMS (LE) (Waking the dead)	102 747	M6 INTERACTIONS	06 décembre 01
I AM JOSH POLANSKI'S BROTHER	102 123	MK2	06 décembre 01
PEARL HARBOR	102 202	BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT	06 décembre 01
DE SI JOLIS CHEVAUX (All the Pretty Horses)	99 984	COLUMBIA HOME VIDEO	12 décembre 01
ANNIVERSARY PARTY (THE)	102 533	METROPOLITAN FILMEXPORT	13 décembre 01
FIST OF LEGEND	102 894	METROPOLITAN FILMEXPORT	13 décembre 01
PIKACHU ET PICHU	102 447	WARNER HOME VIDEO	13 décembre 01
POKEMON 3	102 446	WARNER HOME VIDEO	13 décembre 01
PORTES DE LA GLOIRE (LES)	93 770	FILMOFFICE	13 décembre 01
VOYANCE ET MANIGANCE	99 807	TF1 VIDEO	13 décembre 01
JIMMY GRIMBLE (There's only one Jimmy Grimble)	102 566	PATHE VIDEO	20 décembre 01
THE HOLE	102 567	PATHE VIDEO	20 décembre 01
MORTELLE SAINT-VALENTIN (Valentine)	102 845	WARNER HOME VIDEO	27 décembre 01
LIBERTE OLERON	97 585	STUDIOCANAL	03 janvier 02
CHOPPER	103 066	TF1 VIDEO	09 janvier 02
EH MEC, ELLE EST OU MA CAISSE? (Dude, Where's My Car?)	101 759	FOX PATHE EUROPA	09 janvier 02
GOURINE ET LA QUEUE DE RENARD	102 435	TF1 VIDEO	09 janvier 02
HS - HORS SERVICE	100 270	TF1 VIDEO	09 janvier 02

MANIPULATIONS .....	102 146 .....	TF1 VIDEO .....	09 janvier 02
LARA CROFT : TOMB RAIDER .....	102 970 .....	PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT .....	10 janvier 02
TU PEUX COMPTER SUR MOI (You can count on me) .....	102 453 .....	PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT .....	10 janvier 02
DRIVEN .....	103 069 .....	WARNER HOME VIDEO .....	11 janvier 02
TROUBLE EVERYDAY .....	94 157 .....	M6 INTERACTIONS .....	11 janvier 02
UN MARIAGE TROP PARFAIT (The Wedding Planner) .....	102 209 .....	M6 INTERACTIONS .....	11 janvier 02
REDEMPTION (The Claim) .....	102 568 .....	PATHE VIDEO .....	16 janvier 02
COUR DE RECRE (LA) (Recess School's Out) .....	102 201 .....	GAUMONT BUENA VISTA .....	22 janvier 02
EVOLUTION .....	102 930 .....	COLUMBIA HOME VIDEO .....	22 janvier 02
ON APPELLE CA... LE PRINTEMPS .....	93 290 .....	ARTE France DEVELOPPEMENT .....	22 janvier 02
SOUVENIRS MORTELS (El Arte de Morir) .....	102 934 .....	SWIFT .....	22 janvier 02
BOYS AND GIRLS .....	102 855 .....	TF1 VIDEO .....	23 janvier 02
REPLICANT .....	103 104 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT .....	23 janvier 02
SHREK .....	102 881 .....	UNIVERSAL PICTURES VIDEO .....	23 janvier 02
TROP, C'EST TROP ! .....	102 754 .....	FOX PATHE EUROPA .....	23 janvier 02
TIME CODE .....	102 844 .....	FILM OFFICE .....	24 janvier 02
UN ETE POUR TOUT VIVRE - NEW YEAR'S DAY .....	97 061 .....	FILM OFFICE .....	24 janvier 02
UN JEU D'ENFANTS .....	100 677 .....	FILM OFFICE .....	24 janvier 02
SWEET NOVEMBER .....	102 942 .....	PATHE VIDEO .....	25 janvier 02
CENTRE DU MONDE (LE) (The Center of the World) .....	103 024 .....	STUDIOCANAL .....	29 janvier 02
100 GIRLS .....	100 930 .....	TF1 VIDEO .....	01 février 02
DESTINATION : GRACELAND (3000 Miles to Graceland) .....	103 170 .....	WARNER HOME VIDEO .....	01 février 02
TOMBEAU (LE) (The Body) .....	101 865 .....	M6 INTERACTIONS .....	01 février 02
BAISER MORTEL DU DRAGON (LE) .....	103 064 .....	EUROPA DIFFUSION .....	01 février 02
CROCODILE DUNDEE 3 (Crocodile Dundee in Los Angeles) .....	102 916 .....	TF1 VIDEO .....	01 février 02
PETIT POTAM .....	100 504 .....	TF1 VIDEO .....	01 février 02
DOCTEUR DOLITTLE 2 (Dr. Dolittle 2) .....	103 055 .....	FOX PATHE EUROPA .....	06 février 02
POTINS MONDAINS ET AMNESIES PARTIELLES (Town & Country) .....	103 043 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT .....	06 février 02

BON NUMERO (LE) (Lucky Numbers) .....	103 342 .....	STUDIOCANAL .....	06 février 2002
THOMAS EST AMOUREUX .....	99 249 .....	MOVIESYSTEM .....	06 février 02
JURASSIC PARK III .....	103 031 .....	UNIVERSAL VIDEO .....	12 février 02
BOITE (LA) .....	100 437 .....	PATHE VIDEO .....	13 février 02
CHUCK AND BUCK .....	101 774 .....	MOVIESYSTEM .....	13 février 02
SAVE THE LAST DANCE .....	102 782 .....	PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT	14 février 02
BELLA CIAO .....	96 650 .....	FILMOFFICE .....	14 février 02
UN ANGE .....	96 026 .....	FILMOFFICE .....	14 février 02
HARVARD STORY (Harvard Man) .....	103 222 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT .....	19 février 02
COMME CHIENS ET CHATS (Cats and Dogs) ..	103 218 .....	WARNER HOME VIDEO .....	20 février 02
FINAL FANTASY : LES CREATURES DE L'ESPRIT .....	103 216 .....	COLUMBIA HOME VIDEO .....	20 février 02
VENGEANCE SECRETE (The Fourth Angel) .....	103 188 .....	IMATIM DIFFUSION .....	20 février 02
GANGSTER N°1 .....	103 185 .....	STUDIOCANAL .....	20 février 02
KAIRO (Koreï) .....	102 423 .....	ARTE FRANCE .....	20 février 02
PANIC .....	102 788 .....	STUDIOCANAL .....	20 février 02
PLANETE DES SINGES (LA) (Planet of the Apes) .....	103 134 .....	FOX PATHE EUROPA .....	22 février 02
PIANISTE (LA) .....	100 464 .....	MK2 SA .....	06 mars 02
RUSH HOUR 2 .....	103 301 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT .....	06 mars 02
APOCALYPSE NOW REDUX .....	102 409 .....	PATHE VIDEO .....	06 mars 02
KEVIN ET PERRY (Kevin and perry go large) .....	103 343 .....	STUDIOCANAL .....	06 mars 02
UNE HIRONDELLE A FAIT LE PRINTEMPS .....	95 046 .....	STUDIOCANAL .....	06 mars 02
VAMIPRES DU DESERT (LES) (The Forsaken) .....	103 359 .....	COLUMBIA HOME VIDEO .....	06 mars 02
JE RENTRE A LA MAISON .....	99 956 .....	ARTE VIDEO .....	12 mars 02
ANGLAISE ET LE DUC (L') .....	98 636 .....	PATHE VIDEO .....	13 mars 02
THE SCORE .....	103 189 .....	PATHE VIDEO .....	13 mars 02
PIEDS SUR TERRE (LES) .....	102 781 .....	PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT	14 mars 02
BLOW .....	103 044 .....	METROPOLITAN FILMEXPORT .....	20 mars 02
DIVINE MAIS DANGEREUSE (One night at McCool's) .....	102 936 .....	UGC Ph .....	20 mars 02
HUMAN NATURE .....	103 430 .....	STUDIOCANAL .....	20 mars 02
OPERATION ESPADON (Swordfish) .....	103 363 .....	WARNER HOME VIDEO .....	20 mars 02

SCARY MOVIE 2 .....	103 203 .....	WILD SIDE VIDEO .....	20 mars 02
SPY KIDS .....	103 100 .....	WILD SIDE VIDEO .....	20 mars 02
VIDOCQ .....	91 008 .....	TF1 VIDEO .....	20 mars 02
LAIT DE LA TENDRESSE HUMAINE (LE) .....	94 739 .....	ARTE FRANCE .....	26 mars 02
THE PLEDGE .....	103 526 .....	WARNER HOME VIDEO .....	27 mars 02

---

---



### Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 18,29 • = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.